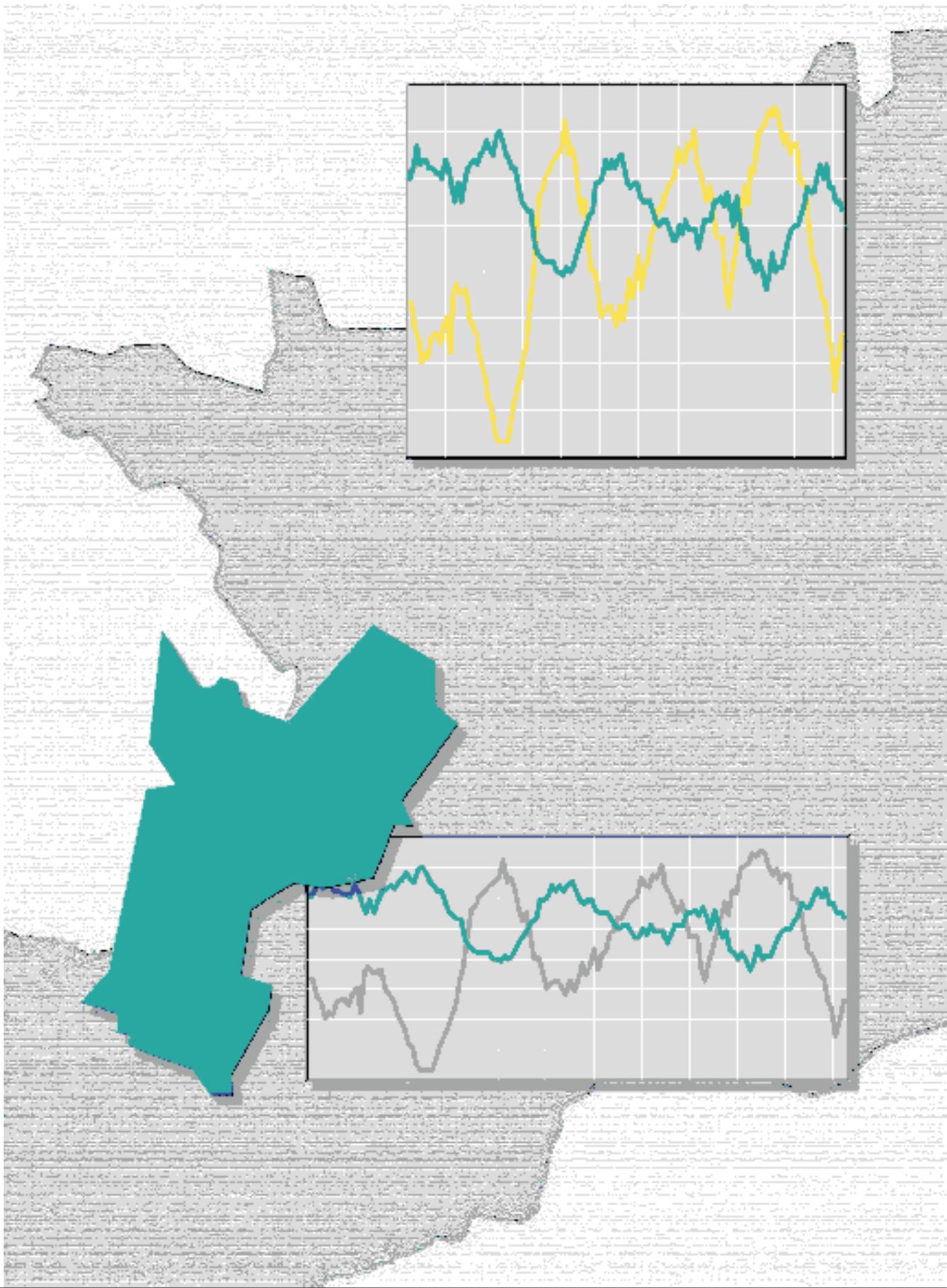


NOTE DE CONJONCTURE RÉGIONALE 2009- 2010

Juillet 2010



Ce dossier, issu du rapport annuel destiné au Conseil économique et social régional (CESR), a été réalisé par l'INSEE Aquitaine sous la responsabilité d'Élisabeth NADEAU, chef de projet.

Auteurs : Cécile BOLLIER, Florence MATHIO, Yvette WILLM

La synthèse

L'économie française : en 2009, une récession sans précédent depuis l'après-guerre ; plans de redressement budgétaire et croissance ralentie fin 2010 dans les économies avancées ; en France, 1,4 % de croissance et stabilisation du chômage 5

Les principales tendances économiques en Aquitaine : en 2009, crises et tempête ; en 2010 une frêle reprise sans amélioration sur le chômage 8

Pour en savoir plus 10

Les grandeurs de cadrage

Emploi salarié : En Aquitaine, en 2009, 10 000 emplois salariés perdus dans le secteur concurrentiel. Début 2010, l'emploi salarié repart timidement. 11

Marché du travail : Le chômage aquitain progresse encore, à un rythme moins soutenu que l'année passée, mais plus vite qu'en France. 16

Commerce extérieur : Contraction des échanges en 2009, en Aquitaine comme en France ; en 2010, les exportations devraient rebondir. 19

Pour en savoir plus 21

Les secteurs d'activité

Agriculture : Les dégâts de la tempête Klaus et peu de filières épargnées par les baisses de prix en 2009. 22

Industrie : La conjoncture industrielle, dans l'incertitude. 24

Construction : Poursuite du fléchissement en 2009 ; en 2010, une tendance à la reprise hésitante 28

La place des services dans l'économie aquitaine au 1^{er} janvier 2009 31

Transports : Moins de voyageurs dans les avions et les TER aquitains en 2009 ; chute des transports de marchandises. 32

Activité commerciale : Une situation tendue dans le commerce, mais de nombreuses créations. 36

Services aux entreprises : Soutien aux entreprises : créations d'entreprises record et défaillances encore en hausse en 2009. 40

Tourisme : Le secteur du tourisme résiste grâce à la clientèle française. 41

Pour en savoir plus 45

Les statuts d'activité

Artisanat, Professions libérales 46

Économie sociale 47

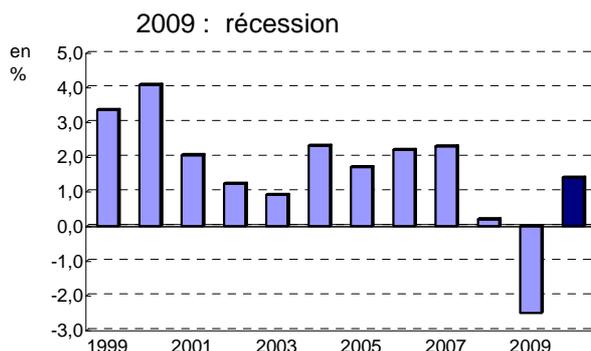
Pour en savoir plus 48

Les indicateurs statistiques 49

Rédaction achevée le 30 juin 2010

L'économie française en 2009 : une récession sans précédent depuis l'après-guerre

Après avoir quasiment stagné en 2008, l'économie française subit en 2009 la récession la plus importante depuis l'après-guerre. L'activité chute de 2,6 % en volume en moyenne sur l'année. C'est une baisse bien supérieure à celle qui a suivi le premier choc pétrolier (- 1,0 % en 1975) ou à celle de 1993 (- 0,9 %).



Source : Insee comptes nationaux
Évolution du PIB en volume

La baisse du PIB a commencé au printemps 2008 et s'est soudainement accentuée à l'automne, puis à l'hiver 2009. L'activité se redresse depuis lors, mais elle est encore loin d'avoir rejoint son niveau d'avant la crise : elle se situe encore en fin d'année 2009 à un niveau proche de celui observé trois ans auparavant.

Dans un contexte de récession globale, l'économie française a été pénalisée par la très vive contraction des exportations, qui ont baissé de 12 %, en lien avec la chute du commerce mondial. Après les exportations, le recul de l'activité est principalement imputable à la diminution de la demande des entreprises.

L'investissement des ménages, constitué en majorité par les achats de logements neufs, s'est lui aussi nettement replié : - 8,7 %. Il avait déjà baissé de 2,7 % en 2008.

Résistance de la consommation des ménages

À l'inverse, la dépense de consommation des ménages a relativement résisté. Bien qu'en fort ralentissement par rapport au rythme moyen qui prévalait avant la crise, elle a tout de même progressé de 0,6 % en 2009, après + 0,5 % en 2008. Enfin, la demande des administrations publiques a accéléré en 2009, soutenant l'activité, notamment par le biais du plan de relance.

La baisse de la demande totale a entraîné une chute des importations presque aussi marquée que celle des exportations ■

Situation en France et prévisions

(volumes aux prix de l'année précédente, chaînés, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %)																
	(poids en 2000)	2008				2009				2010				2008	2009	2010
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	(100 %)	0,5	-0,6	-0,3	-1,7	-1,4	0,2	0,3	0,6	0,1	0,5	0,4	0,4	0,1	-2,5	1,4
Importations	(28 %)	1,5	-1,0	-0,2	-4,0	-6,0	-3,0	0,2	2,6	2,0	2,0	1,7	1,6	0,3	-10,6	6,2
Dépenses de consommation des ménages	(54 %)	-0,3	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	0,3	0,9	0,0	0,0	0,3	0,3	0,5	0,7	1,2
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	(24 %)	0,4	0,4	0,7	0,6	0,5	0,7	0,8	0,7	0,1	0,4	0,4	0,4	1,6	2,6	1,8
FBCF totale dont	(19 %)	0,9	-1,6	-0,9	-2,5	-2,5	-1,3	-1,3	-1,1	-0,8	0,4	0,1	0,5	0,3	-7,0	-2,2
ENF-entreprises non financières	(11 %)	1,9	-1,6	-0,2	-3,0	-3,4	-1,4	-1,3	-1,2	-0,9	0,6	0,2	0,7	2,2	-7,9	-2,0
Ménages	(5 %)	-0,4	-1,7	-2,7	-2,7	-2,4	-2,0	-1,7	-1,5	-0,7	-0,4	0,3	0,4	-2,7	-8,7	-3,2
Exportations	(29 %)	1,9	-2,2	-0,6	-6,6	-7,7	0,2	1,7	0,4	3,9	2,4	2,1	1,5	-0,8	-12,2	8,6
Contributions à l'évolution du PIB (en points de PIB)																
Demande intérieure hors stocks		0,1	-0,3	0,0	-0,4	-0,4	0,1	0,1	0,5	-0,1	0,2	0,3	0,4	0,7	-0,5	0,7
Variations de stocks		0,3	0,0	-0,2	-0,7	-0,8	-0,8	-0,2	0,6	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,3	-1,8	0,3
Commerce extérieur		0,1	-0,3	-0,1	-0,6	-0,3	0,9	0,4	-0,6	0,4	0,1	0,1	-0,1	-0,3	-0,2	0,4
France : situation des ménages																
Emploi total		63	-45	-52	-111	-143	-89	-45	22	37	26	-4	4	-145	-255	63
Salariés secteur marchand non agricole		51	-57	-63	-121	-158	-93	-78	-7	24	8	4	15	-190	-337	51
Taux chômage BIT Fr métropolitaine		7,2	7,2	7,4	7,7	8,7	9,1	9,2	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	7,7	9,5	9,5
Indice des prix à la consommation		3,2	3,6	3,0	1,0	0,3	-0,5	-0,4	0,9	1,6	1,6	1,8	1,6	2,8	0,1	1,6
Inflation "sous-jacente"		2,1	2,0	2,1	1,9	1,6	1,5	2,0	1,8	1,7	1,5	1,1	1,3	2,0	1,8	1,3
Pouvoir d'achat des ménages		-0,1	-0,4	-0,4	0,9	0,3	0,8	0,6	0,1	-0,1	0,4	0,3	0,4	0,3	1,6	1,1

Source : Insee - Comptes de la nation

Note conjoncture de juin 2010

prévisions

France : Equilibre ressources - emplois en volume

ISBLSM : Institutions sans but lucratif au service des ménages

APU : administrations publiques

Plans de redressement budgétaire et croissance ralentie fin 2010 dans les économies avancées

En France, 1,4 % de croissance et stabilisation du chômage¹

Dans les économies avancées, en particulier en Europe, le deuxième trimestre 2010 se placerait sous le signe d'une accélération de croissance, après une croissance modeste au premier trimestre 2010.

Ensuite, au second semestre, du fait entre autres de politiques économiques et budgétaires moins accommodantes qu'en 2008-2009, la croissance fléchirait quelque peu dans les économies avancées.

En France, la croissance s'établirait sur l'année 2010 à 1,4 %. L'emploi repartirait en hausse légère tandis que le taux de chômage se stabiliserait à 9,5 % (France métropolitaine).

L'investissement des entreprises redémarrerait excepté dans la construction. Les ménages auraient un pouvoir d'achat freiné par rapport à 2009, ils auraient tendance à renforcer leur épargne. Par contre en fin d'année, ils devraient de nouveau investir dans le logement.

Au premier trimestre 2010, la croissance en Europe et en France est décevante, en lien avec une demande interne atone, pénalisée par la faiblesse des revenus, les contrecoups de primes à la casse et la persistance de surcapacités dans l'industrie. Enfin, certains pays de la zone euro, comme l'Espagne, peinent à sortir de la récession.

Ces résultats contrastent avec le dynamisme observé aux États-Unis et au Japon : les premiers restent portés par des mesures de relance toujours massives, le second bénéficie de sa proximité avec l'Asie émergente.

Contexte plus porteur au deuxième trimestre

Pour le deuxième trimestre 2010, un fort rebond de la production, notamment manufacturière, est attendu dans la zone euro. L'activité serait soutenue par le dynamisme du commerce mondial, qui perdure. La dépréciation de l'euro commencerait en outre à faire sentir ses effets positifs. Le PIB des économies avancées croîtrait nettement au deuxième trimestre (+0,6 %), sous l'effet du redémarrage de la zone euro, où les facteurs exceptionnels du trimestre précédent se dissiperaient. La demande intérieure, et notamment l'investissement, finirait donc par accélérer en Europe, dans le sillage des exportations. Le rebond serait vif en Allemagne : croissance de 0,9 %, après +0,2 % au premier

trimestre. La France bénéficierait également de ce contexte plus porteur : la croissance du PIB atteindrait 0,5 % au deuxième trimestre, après 0,1 % au premier.

Ralentissement en fin 2010

La fin de l'année s'annonce cependant sous des auspices moins favorables. Les économies avancées ralentiraient au second semestre (+0,4 % puis +0,3 %), sous l'effet du retrait progressif des mesures de relance, de la mise en œuvre de plans de redressement budgétaire et du ralentissement des économies émergentes (en particulier la Chine). Cette modération de la croissance des économies avancées pèserait sur le commerce mondial, qui perdrait un peu de son dynamisme.

La situation dans les économies avancées ne serait pas la même pour tous. Ainsi, aux États-Unis et au Japon, la croissance resterait forte, alors qu'elle serait plus modérée en zone euro et au Royaume-Uni. Cette hétérogénéité se retrouverait également au sein de la zone euro, où notamment l'Allemagne serait dynamique alors que l'Espagne peinerait encore à sortir de la récession.

Politiques moins accommodantes

Certains pays, comme l'Allemagne, le Japon et les États-Unis continuent de faire monter en puissance leur plan de relance, même si l'Allemagne annonce déjà un plan de rétablissement des finances publiques à partir de 2011. Aux États-Unis, les conditions budgétaires vont devenir progressivement plus restrictives.

À la suite de la crise grecque qui a soulevé la question de la soutenabilité de la dette souveraine de certains pays de la zone euro, plusieurs États ont annoncé des mesures de redressement plus sévères ou plus précoces. C'est le cas de la Grèce, mais aussi de l'Espagne. Ainsi, après l'expiration de la prime à la casse fin avril, le gouvernement espagnol a annoncé une hausse de 2 points de la TVA au 1^{er} juillet, une baisse des salaires dans la Fonction publique et une réduction des dépenses publiques d'investissement. Au Royaume-Uni, après le relèvement du taux de TVA au 1^{er} janvier et la fin de la prime à la casse en mars, le nouveau gouvernement vient de décider une hausse de l'impôt sur le revenu et une réduction des dépenses publiques.

¹ Insee Note de conjoncture Juin 2010 - rédaction achevée le 17 juin 2010

Reprise à petite vitesse en France : 1,4 %

En France, l'activité progresserait au rythme de 0,4 % au troisième comme au quatrième trimestre. La croissance en 2010 atteindrait ainsi 1,4 %, après la récession de 2009 (- 2,5 %). Cette croissance placerait la France en position intermédiaire entre l'Allemagne et les pays du Sud de la zone euro.

Le dynamisme actuel des exportations se propagerait peu à peu à la demande intérieure. Il entraînerait ainsi dans son sillage l'investissement productif des entreprises

La situation du marché du travail commencerait à s'améliorer quelque peu dans les secteurs marchands. L'emploi s'ajuste avec délai aux variations de l'activité, aussi en phase de reprise économique, le démarrage de l'emploi a lieu plusieurs trimestres après celui de l'activité. Avec la reprise, l'emploi total qui a fortement baissé en 2009, se redresserait légèrement en 2010 (+63 000 postes) : + 0,2 % après -1,0 % en 2009. L'emploi marchand non agricole a commencé à bénéficier des premiers effets de la reprise et il est reparti à la hausse au premier trimestre 2010. Il progresserait légèrement sur toute l'année 2010. En revanche, dans les secteurs non marchands, l'emploi, encore en hausse en début d'année, diminuerait au second semestre, car le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés baisserait.

Taux de chômage stable

Après six trimestres de forte hausse qui l'ont ramené à son niveau de 1999, le taux de chômage serait stable tout au long de l'année 2010, à 9,5 % en France métropolitaine (9,9 % y compris Dom). Les créations d'emploi attendues, quoique modestes, sont en effet du même ordre que la hausse, désormais modérée, de la population active. Jusqu'à la fin 2010, les exportations françaises resteraient dynamiques. Mais elles ralentiraient peu à peu, dans le sillage du commerce mondial et d'une demande européenne encore peu tonique. Elles seraient néanmoins soutenues par la forte dépréciation de l'euro depuis le début de l'année, qui rend les produits français plus compétitifs. Sur l'ensemble de l'année 2010, les exportations augmenteraient de 8,6 % après avoir chuté de 12,2 % en 2009.

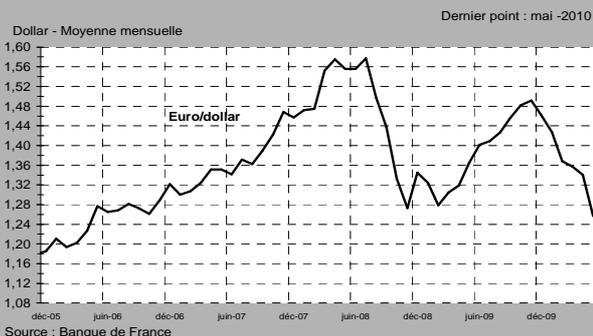
Un pouvoir d'achat au ralenti

Le pouvoir d'achat des ménages ne bénéficierait que progressivement de cette amélioration, l'accélération des revenus d'activité se trouvant en effet modérée par un regain d'inflation (mais aussi par une croissance modérée des prestations sociales et hausse des prélèvements fiscaux). Il ralentirait en 2010 (+1,1 % après +1,6 % en 2009). La consommation retrouverait une croissance modeste, une fois absorbé le contrecoup de la prime à la casse. Le taux d'épargne augmenterait alors légèrement, reflet d'une certaine prudence des ménages.

Ce scénario est affecté par de nombreux aléas. Si les tensions observées actuellement sur les marchés financiers venaient à s'amplifier brutalement, alors le scénario de reprise décrit dans cette note pourrait être remis en cause. Il en irait de même si les ménages procédaient à une forte augmentation de leur épargne de précaution, en vue de faire face à de futures mesures de redressement des finances publiques. À l'inverse, une poursuite de la dépréciation de l'euro viendrait renforcer la croissance européenne et française.

Dépréciation de l'euro

L'euro s'est nettement déprécié depuis six mois : en termes de taux de change effectif nominal, sa baisse atteint maintenant plus de 12 %. Cette dépréciation de l'euro, a fortiori si elle devait se poursuivre, pourrait globalement permettre aux pays de la zone euro de mieux profiter du dynamisme du commerce mondial. Il en résulterait un surcroît de croissance des pays européens.



En 2009, crises et tempête en Aquitaine

En 2010, une frêle reprise sans amélioration sur le chômage

L'Aquitaine est fortement impactée, notamment sa filière sylvicole, par la tempête Klaus en janvier 2009. Cela vient s'ajouter à la récession que connaît la France depuis mi-2008. L'Aquitaine fait partie des régions qui ont mieux résisté en 2009 en termes d'emploi à cette crise.

Néanmoins, la région perd 10 000 emplois salariés privés (hors agriculture et intérim) en 2009, soit une baisse de 1,5%. L'industrie continue à perdre des emplois début 2010, à un rythme moins soutenu qu'en 2009. Les secteurs industriels qui semblent préservés sont l'agroalimentaire et l'énergie-eau-gestion des déchets.

Le secteur de la construction chancelle et reste encore fragile en début 2010.

Le commerce et les services hors intérim perdent des emplois. Les banques et les services orientés vers les personnes restent des activités où l'emploi salarié continue de progresser. Les effectifs baissent légèrement dans l'hôtellerie-restauration alors que le secteur du tourisme surmonte les difficultés de la conjoncture en profitant d'un afflux de clientèle française qui pallie le reflux de la clientèle étrangère.

La création d'entreprises atteint des records, en lien avec le succès du nouveau statut d'auto-entrepreneur.

Les pertes d'emplois entraînent une augmentation de 16% du nombre de demandeurs d'emploi entre fin 2008 et fin 2009. Début 2010, cette hausse ralentit. Mais le taux de chômage à 9,4% se rapproche du niveau métropolitain à 9,5%.

Au premier trimestre 2010, l'économie régionale affiche quelques signes de reprise. Mais elle s'annonce difficile et modeste.

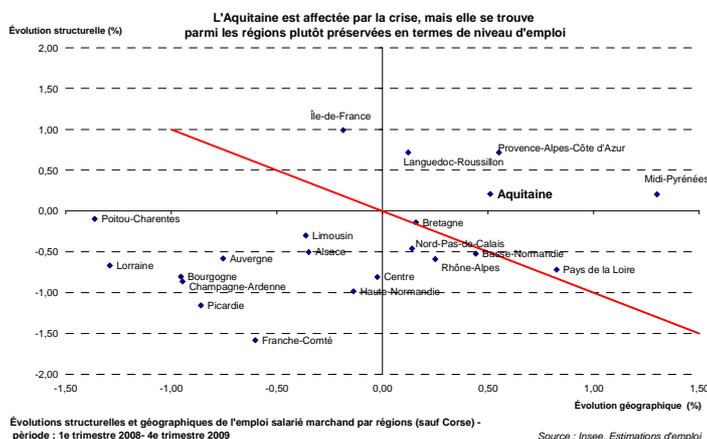
La région subit la crise financière en 2009 et touche un point bas à mi-année. Se rajoutent les effets de la tempête Klaus de janvier 2009. Dans tous les compartiments de l'économie, le ralentissement de l'activité se traduit par l'érosion de l'emploi et la contraction des budgets d'investissement. Pour autant, le financement de l'économie reste animé, tant au plan de la consommation des ménages que dans sa composante industrielle (cf. Banque de France).

Résistance régionale à la crise

L'Aquitaine se situe cependant parmi les régions qui semblent avoir le moins souffert. Entre début 2008 et fin 2009, la baisse des effectifs salariés des secteurs concurrentiels est de 2,8% dans la région, alors qu'elle se situe à 3,6% en France. Avant la crise, entre les 3es trimestres 2002 et 2006, l'Aquitaine se trouvait dans une dynamique nettement positive : +4% contre +1,5% en France.

La meilleure résistance de l'emploi régional s'explique à la fois par sa structure économique et par un avantage géographique, comme seulement quatre autres régions : le taux d'évolution de l'emploi en Aquitaine est resté supérieur de 0,7 point à celui de la France.

D'autres économies spécialisées dans le tertiaire ont mieux résisté à la crise : l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. La part de l'emploi dans les services marchands y est majoritaire ; et l'influence du tourisme et du dynamisme démographique sur l'économie est importante. Celles qui ont, au contraire, été le plus affectées sont les régions industrielles telles que l'Alsace, la Lorraine ou la Picardie.



Guide de lecture : La droite rouge de pente -1 sépare les régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur ou inférieur à la moyenne.

Cinq régions (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine) ont à la fois un effet structurel et un effet géographique positifs.

En Rhône-Alpes, l'effet géographique favorable (+0,25 point) ne suffit pas à compenser l'effet structurel négatif (-0,59 point) : au total son taux de croissance de l'emploi est inférieur de 0,34 point au taux de croissance moyen national.

Des emplois industriels détruits

En 2009, plus de 10 000 emplois salariés du secteur marchand disparaissent en Aquitaine. Tous les secteurs d'activité de la région sont touchés par la crise économique et plus particulièrement la construction et l'industrie. Il faut remonter en 2003 pour connaître une telle situation. À cette époque, la région avait perdu 2 700 emplois, soit la moitié des emplois supprimés sur le seul deuxième trimestre de 2009.

L'emploi commence à baisser à partir du troisième trimestre 2008. Cette baisse est plus marquée au deuxième trimestre 2009 : 4 800 emplois supprimés. Au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010, l'emploi salarié du secteur marchand remonte un peu la pente (respectivement +0,3 % et +0,2 %).

En 2009, l'industrie et la construction affichent les plus fortes baisses en détruisant respectivement 4 300 et 2 500 emplois. Les activités industrielles de fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, de machines et de fabrication d'autres produits industriels perdent 4,9 % de leurs effectifs, soit plus de 4 100 emplois. Les secteurs industriels qui semblent préservés sont l'agroalimentaire et l'énergie-eau-gestion des déchets.

Au premier trimestre 2010, l'industrie perd encore des emplois alors que l'emploi dans la construction reprend un peu de vigueur. Les autorisations de construire et les mises en chantier continuent de reculer. L'année 2009 se termine sur une note optimiste en termes de ventes, le niveau de l'offre nouvelle alliée au repli des stocks plaide en faveur d'une reprise. Les délais d'écoulement des logements neufs se réduisent.

Les « services à la personne », préservés

Le commerce et les services hors intérim perdent des emplois sur 2009, mais recommencent à en créer au dernier trimestre et continuent début 2010. L'information et la communication ainsi que les activités immobilières sont les secteurs les plus touchés par les pertes d'emplois. Dans les finances, les assurances et les services orientés vers les personnes, l'emploi salarié continue de progresser. La bonne tenue de l'emploi dans les services tels que les activités de soins à la personne, domestiques et récréatives est à mettre en lien avec la démographie régionale. L'emploi baisse légèrement dans l'hôtellerie-restauration alors que le secteur du tourisme surmonte les difficultés de la conjoncture en profitant d'un afflux de clientèle française qui pallie le reflux de la clientèle étrangère.

Les entreprises ont d'abord supprimé les emplois intérimaires, elles ont aussi eu recours au chômage partiel, et certaines continuent en 2010. Aucun département aquitain n'échappe à cette érosion de l'emploi.

Un taux de chômage de 9,4 % début 2010

Le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active en Aquitaine, au premier trimestre 2010. Il est inférieur de 0,1 point au taux national métropolitain et s'en rapproche : il augmente de 0,9 point depuis le premier trimestre 2009 et le taux national de 0,8 point. Fin mai 2010, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A est en hausse de 9,7 % sur un an alors qu'il augmente de 7,1 % au niveau national. En 2009, les hausses dépassaient 20 %.

Boom de l'auto-entrepreneuriat

De plus en plus d'entreprises cessent leur activité. En même temps, les créations d'entreprises atteignent des niveaux records en Aquitaine comme en France. Ainsi, 32 200 entreprises nouvelles voient le jour dans la région, soit une hausse de 82 %. Ce boom s'explique par la mise en place, au 1^{er} janvier 2009, du statut d'auto-entrepreneur et de son succès. Hors régime d'auto-entreprise, le nombre de créations diminue fortement dans tous les secteurs excepté l'industrie et les transports.

Difficultés dans la filière agricole

La tempête exceptionnelle Klaus touchant l'Aquitaine le 24 janvier a détruit à des degrés divers 600 000 ha de forêt, ainsi que des parcs ostréicoles. Le marché des fruits et légumes reste en crise tout l'été, la filière laitière et la filière porcine sont aussi en difficulté. La situation financière des agriculteurs ne s'améliore pas.

De nombreux modes de transports ressentent les effets de la crise économique. Le trafic voyageurs en 2009 subit une baisse importante pour le mode aérien avec un fort déficit de passagers internationaux. Le repli est plus léger pour le mode ferroviaire.

Dans un contexte mondial difficile, la région subit une baisse de ses exportations ainsi qu'une forte chute de ses importations en 2009. Malgré une faible visibilité chez les sous-traitants, les produits de l'aéronautique et de l'espace préservent leur première place à l'export. Les produits pharmaceutiques progressent légèrement et constituent le second poste, devant les « boissons » ■

Les comptes des administrations publiques en 2009 : le déficit public atteint 7,5 % du PIB

En 2009, le déficit public s'élève à 143,8 milliards d'euros, soit 7,5 % du PIB. Au cours de cette année marquée par la récession, il augmente de 79,1 milliards d'euros, sous l'effet de la forte baisse des recettes publiques et de la progression maintenue des dépenses publiques.

Ce sont les déficits de l'État et des administrations de sécurité sociale qui s'aggravent. Le taux de prélèvements obligatoires diminue de 1,3 point (41,6 % du PIB après 42,9 % en 2008) du fait de la forte contraction des impôts.

En revanche, la part des dépenses publiques dans le PIB augmente de 3,2 points (56,0 % après 52,8 %). La dette publique progresse de 10,6 points pour s'établir à 78,1 % du PIB.

Principaux ratios de finances publiques

Taux en % du PIB	2006	2007	2008	2009
Déficit public notifié ¹	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5
Dette publique notifiée ¹	63,7	63,8	67,5	78,1
Dette publique nette ²	59,4	59,1	61,6	71,1
Recettes publiques	50,4	49,6	49,5	48,4
Dépenses publiques	52,7	52,3	52,8	56,0
Prélèvements obligatoires	43,9	43,2	42,9	41,6

1. Au sens du traité de Maastricht ; voir définitions.

2. La dette publique nette est égale à la dette publique notifiée diminuée de certains éléments d'actif

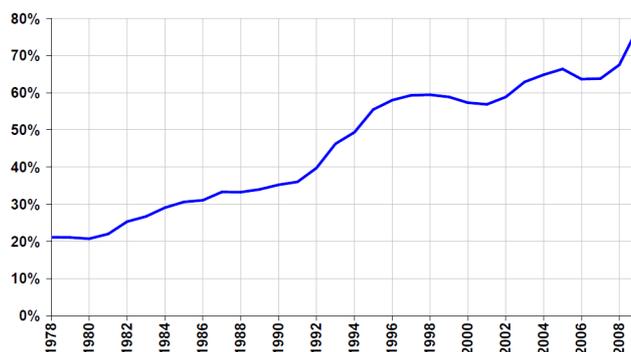
Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

Rapport sur les finances publiques (avril 2010)

Ce rapport vise à mettre en lumière l'évolution des finances publiques françaises depuis les années 1970, ainsi que les contraintes et les risques qui pèsent sur celles-ci à moyen terme, en particulier sur la prochaine décennie.

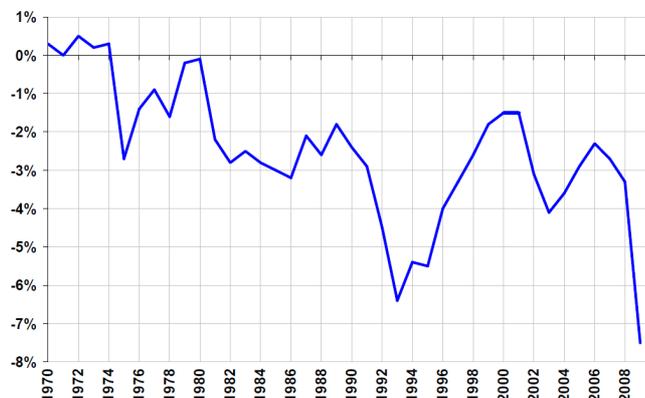
Il s'appuie essentiellement sur les données de la comptabilité nationale, qui fournissent une vision exhaustive et objective de la situation des administrations publiques.

Solde des administrations publiques françaises en part de PIB de 1970 à 2009



Source : Insee

Dette au sens de Maastricht en part de PIB de 1978 à 2009



Source : Insee

Pour en savoir plus

Notes de conjoncture, Insee, mars 2010 et juin 2010.

L'économie française, Comptes et dossiers, édition 2010, collection Insee Références, juillet 2010.

Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions - Insee première n°1295 - mai 2010.

Les comptes de la Nation en 2009 : Une récession sans précédent depuis l'après-guerre - Insee première n°1294 - mai 2010.

Les comptes des administrations publiques en 2009 - Insee première n°1293 - mai 2010

En 2009, la consommation des ménages résiste malgré la récession - Insee première n°1301 - juin 2010

En Aquitaine, en 2009, 10 000 emplois salariés perdus dans le secteur concurrentiel. Début 2010, l'emploi salarié repart timidement

Le paroxysme de la crise commencée en 2008 semble être atteint début 2009. Face à la baisse d'activité, les ajustements sont divers : les pertes de contrats d'intérimaires, le recours aux heures de chômage partiel et enfin les destructions d'emplois permanents.

Sur un an, de fin décembre 2008 à fin décembre 2009, la région perd plus de 10 000 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles, hors intérim, soit une baisse de 1,5 %. C'est quatre fois plus qu'en 2008. Tous les secteurs marchands sont touchés par ces destructions d'emplois, en particulier l'industrie et la construction. Aucun département aquitain n'y échappe.

Une amélioration en fin d'année 2009: au quatrième trimestre, après cinq trimestres de baisse, l'Aquitaine crée des emplois : 1 800 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole. La meilleure tenue des emplois salariés dans le tertiaire marchand compense les pertes dans l'industrie et la construction.

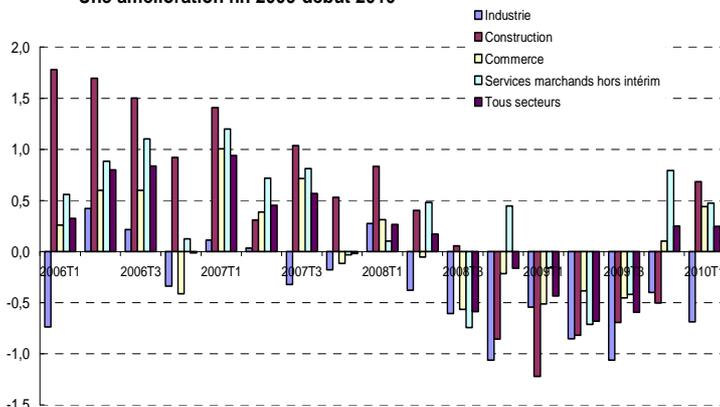
Au premier trimestre 2010, cette amélioration se poursuit, mais sans accélération du rythme, avec toujours des pertes d'emploi industriel.

En France, l'amélioration sur l'emploi ne se dessine qu'au premier trimestre 2010.

De décembre 2008 à décembre 2009, la région perd 1,5 % de ses emplois salariés du secteur marchand non agricole, hors intérim, (résultats provisoires). Au niveau national, la baisse est encore plus forte : 2,0 %..

En Aquitaine, comme en France, le retournement de l'emploi, en hausse depuis 2004, se produit au deuxième trimestre 2008. Depuis, trimestre après trimestre jusqu'à septembre 2009, l'emploi régional salarié marchand, hors intérim, diminue constamment. Mais, avec une progression de 0,3 %, le dernier trimestre 2009 annonce une sortie de crise. L'amélioration se poursuit au premier trimestre avec une progression plus modérée : 0,2 %. Au niveau national, l'amélioration n'est visible que début 2010, avec la création de 24 000 postes dans l'emploi marchand.

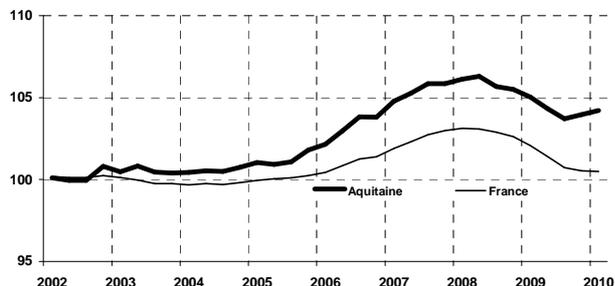
Une amélioration fin 2009-début 2010



En 2009, en Aquitaine, plus de 10 000 emplois salariés du secteur concurrentiel sont supprimés dans la région. Ce recul important fait suite à un autre plus modéré en 2008, de 2 200 emplois. Aucun secteur n'y échappe.

Emploi salarié marchand * - données CVS

Unité : Indice base 100 au 4e trimestre 2001

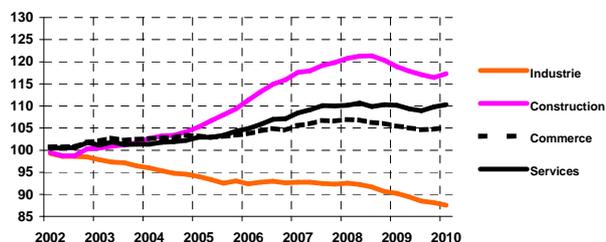


Source : Insee, Estimations d'emploi - Urssaf

* hors agriculture, éducation, santé, action sociale et intérim

Emploi salarié marchand * - données CVS

Unité : Indice base 100 au 4e trimestre 2001



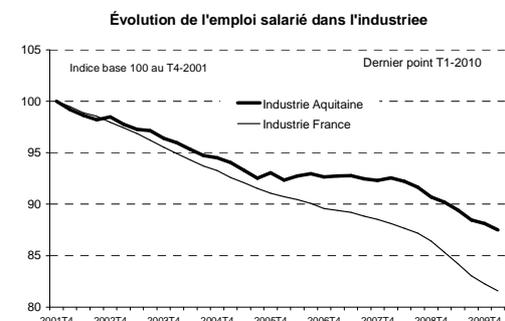
Source : Insee, Estimations d'emploi - Urssaf

* hors agriculture, éducation, santé, action sociale et intérim

© Insee

L'industrie perd 7 000 emplois en deux ans

L'industrie contribue le plus à ces chutes d'emploi : 4 300 emplois perdus en 2009 et 2 700 en 2008, soit 7 000 emplois en moins sur 2 ans. Début 2010, l'industrie perd encore des emplois.

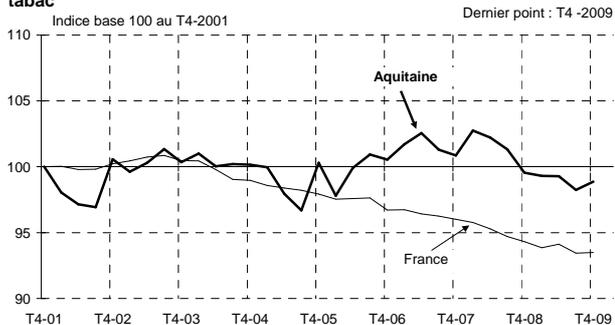


Source : Insee, Estimations d'emploi

Les entreprises de la métallurgie dépendantes du secteur aéronautique ont souffert de la crise avec retard. En 2008, le niveau d'activité sur les marchés aéronautique et spatial a permis d'amortir les effets de la crise sur les entreprises de la métallurgie, en particulier sur la sous-traitance. Le retournement est nettement visible au premier trimestre 2009 avec une baisse significative du niveau d'activité qui se confirme sur les quatre trimestres suivants.

L'emploi dans les entreprises dans l'agroalimentaire se redresse en fin d'année.

Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac



Source : Insee, Estimations d'emploi

Construction, commerce, services marchands : des emplois qui disparaissent en 2009

La construction, secteur très porteur avant la crise, est touché par les suppressions d'emploi à partir du 4^e trimestre 2008 et tout au long de l'année 2009. Elle perd 2 500 emplois sur l'année. En 2008, le secteur avait résisté et ne perdait pas d'emploi. Début 2010, la construction reprend quelques couleurs

Les effectifs salariés du commerce régressent depuis le 3^e trimestre 2008, mais se redressent en fin d'année 2009 et début 2010. Le déficit s'élève à 2 000 emplois en 2009, après 800 perdus en 2008.

Enfin, les difficultés atteignent aussi les services marchands hors intérim à partir du 3^e trimestre 2008. Cependant des rebonds d'activité se produisent aux quatrièmes trimestres 2008 et 2009 avec respectivement 0,4 % et 0,8 % de hausse des effectifs. La chute du nombre d'emplois est plus limitée dans ce secteur qui compte 326 000 emplois fin 2009 : 1 700 en 2009. Le secteur créait des emplois encore en 2008 (900 emplois). À noter que les activités immobilières sont fortement touchées par les baisses d'emploi : 1 100 emplois perdus sur les deux années, soit plus de 10 % de pertes d'emplois dans ce secteur. Malgré la baisse de la TVA sur la restauration, le secteur « hébergement-restauration » perd des emplois en 2009 (200), un peu plus qu'en 2008.

Au premier trimestre 2010, l'emploi dans les services marchands aquitains continue de progresser (0,5 %).

L'emploi salarié en France légère hausse au 1er trimestre 2010

Le nombre de salariés dans les secteurs marchands augmente légèrement au 1^e trimestre 2010. Il est en hausse pour la première fois depuis le premier trimestre 2008 : il augmente de 23 900 postes au premier trimestre 2010 (soit +0,2 %) après -7 300 postes le trimestre précédent. Hors intérim cependant, l'emploi reste orienté légèrement à la baisse (-6 500 postes). Sur douze mois, l'emploi baisse de 1,0 %, soit 154 700 postes.

La forte contraction de l'emploi dans l'industrie se poursuit au premier trimestre 2010 au même rythme qu'au trimestre précédent (-29 100 postes). La situation de l'emploi dans la construction s'améliore début 2010 (+3 000 postes, soit +0,2 %).

L'emploi dans le tertiaire est en hausse

La hausse des effectifs dans l'intérim s'accélère au premier trimestre (+6,2 % après +5,0 %, soit +30 400 emplois). L'intérim est reparti à la hausse dès le deuxième trimestre 2009 ; il a augmenté de 85 400 postes entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010. Ces salariés sont comptés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission.

La hausse de l'emploi tertiaire hors intérim est plus forte que le trimestre précédent : +19 600 postes après +10 300. Au total, l'emploi augmente de 0,5 % dans le tertiaire au premier trimestre 2010.

Source Insee Infos rapides 10 juin 2010

Du mieux dans l'intérim en fin d'année

Les contrats d'intérimaires ont été supprimés, en premier lieu, par les entreprises pour réduire leur activité. En Aquitaine comme en France, dès le 2^e trimestre 2008, les effectifs dans l'intérim chutent. Ainsi au cours de l'année 2008 dans la région, 3 700 salariés y perdent leur emploi. Le niveau le plus bas est atteint au 1^{er} trimestre 2009. Une amélioration se produit ensuite, aussi la contraction des effectifs se limite à 1 800 en 2009. Le rebond de l'intérim au 2^e trimestre 2009, puis au 4^e trimestre est un signe positif en faveur de la reprise.

Le nombre de contrats d'intérim conclus début 2010 (162 000 entre janvier et mars) progresse de 6,4 % par rapport à la même période de 2009.

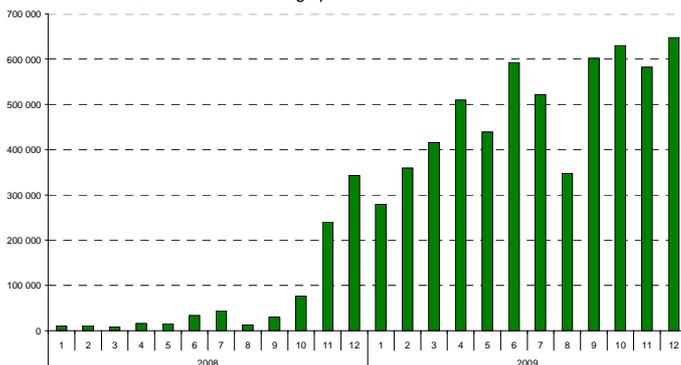
Au niveau national, l'intérim dans l'industrie est reparti à la hausse depuis le deuxième trimestre 2009.

Le nombre d'intérimaires fin 2009 reste plus faible que celui estimé un an plus tôt.

Fort recours au chômage partiel

Le chômage partiel a aussi joué un rôle d'amortisseur de crise. Le nombre d'heures de chômage partiel qu'elles ont demandé est, pour chaque mois de 2009, 25 à 60 fois plus élevé que le nombre d'heures demandé en janvier 2008. Pour décembre 2009, près de 650 000 heures sont demandées dans la région.

Le recours au chômage partiel croissant en 2009



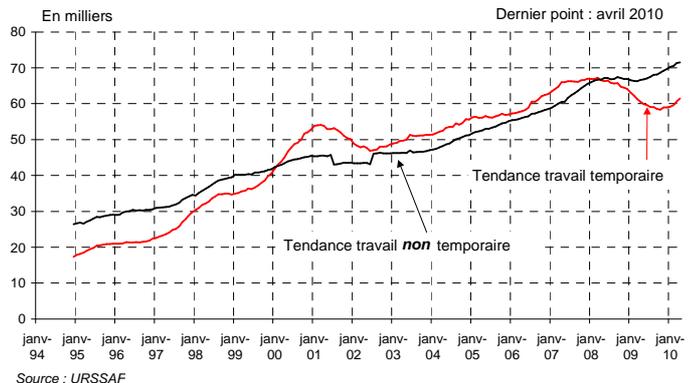
Nombre d'heures autorisées de chômage partiel par mois en 2008 et 2009 en Aquitaine

Source : Ministère du travail, DGEFP - Extraction Silex du 1^{er} mars 2010

En avril 2010, le nombre de demandes de chômage partiel diminue nettement. En 2010, le plus grand nombre d'heures est demandé par la construction aéronautique, la transformation des métaux et la construction. En 2009, les secteurs les plus concernés étaient le travail du bois, les

transports et la fabrication de machines. (Source

Déclarations préalables à l'embauche en Aquitaine



Source : URSSAF

Directe).

Les déclarations préalables à l'embauche baissent en Aquitaine en 2009 par rapport à 2008, avec une exception pour le département de la Gironde. Début 2010, elles progressent dans tous les départements.

Les déclarations d'embauche dans l'intérim retrouvent un peu de tonus début 2010

L'emploi non marchand

L'emploi dans le secteur non marchand en 2009 a progressé grâce à la hausse des contrats aidés (cf. article dans le dossier suivant « marché du travail »). En revanche, les autres composantes de l'emploi non marchand, l'emploi public non aidé (cf. article page suivante) et l'emploi privé n'ont sans doute pas progressé en 2009.

A noter qu'à compter du 1^{er} janvier 2010, le contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE) remplace ce CAE et le CAV ■

Emploi public

En Aquitaine, la baisse du nombre de « fonctionnaires État » s'accélère en 2007

Au 31 décembre 2007, l'Aquitaine compte 105 000 agents de l'État au sens strict, c'est-à-dire des ministères civils et de la Défense, soit une baisse de 2,8 % par rapport au 31 décembre 2006, inférieure à celle de la France métropolitaine. Le recul des effectifs s'intensifie en partie en raison des transferts de personnel dans la fonction publique territoriale, avec la conséquence d'accroître fortement le nombre d'agents territoriaux. L'État au sens large, c'est-à-dire y compris l'enseignement privé sous contrat, les établissements publics et la Poste, emploie 142 300 agents dans la région. Les effectifs y diminuent plus faiblement (- 1,4 %).

En Aquitaine, au 31 décembre 2007, la fonction publique de l'État « seul », c'est-à-dire les ministères civils et la Défense, emploie 105 000 agents, non compris les emplois accessoires. Cet effectif s'est réduit de 2,8 % par rapport à l'année précédente, contre - 3,6 % en métropole. Le nombre d'agents diminue dans tous les ministères civils tandis qu'il augmente de 1 % dans celui de la Défense.

Suppressions de postes conjuguées aux transferts de compétences

La tendance à la baisse amorcée depuis le début des années 2000 s'accroît : en effet, en 2006 et 2005, le recul n'était que de 1 % dans la région. Cette intensification provient non seulement des suppressions de postes, mais aussi des transferts de compétences prévus par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Il s'agit essentiellement des mouvements d'intégration des personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) et, dans

une moindre mesure, des agents des services de l'équipement (routes) dans la fonction publique territoriale. Ces transferts contribuent en conséquence à une forte croissance des effectifs des collectivités territoriales (cf. tableau ci-dessous).

Dans le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, les effectifs aquitains chutent de 7,3 %. Cette baisse est la plus forte observée, que ce soit par rapport à celles des autres ministères dans la région ou par rapport à celles du même ministère dans les autres régions. Elle résulte en partie du changement de statut de l'atelier monétaire de Pessac en Gironde (plus de 300 agents). La direction des Monnaies et médailles devient en 2007 un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) sous le nom de « La Monnaie de Paris ».

Une moindre baisse dans la fonction publique « au sens large »

La fonction publique de l'État « au sens large » inclut en plus des agents des ministères civils et de la Défense ceux de l'enseignement privé sous contrat, des établissements publics et de la Poste. Au 31 décembre 2007, non compris les emplois accessoires, elle compte en Aquitaine 142 300 agents titulaires et non titulaires. Les 37 000 agents de l'enseignement privé sous contrat, des établissements publics et de la Poste constituent le quart de l'emploi public dans sa définition élargie. Leur nombre affiche une hausse de 2,9 %, mais ne compense pas la baisse des ministères civils. Ainsi, la fonction publique de l'État « au sens large » diminue de 1,4 % par rapport au 31 décembre 2006, soit une baisse inférieure à celle observée en France métropolitaine (- 2,6 %). Au sein de la région, le recul de cet emploi public touche plus particulièrement la Dordogne.

Le nombre d'agents dans les collectivités territoriales augmente

Effectifs titulaires et non-titulaires au 31 décembre	Titulaires ou stagiaires			Non-titulaires			Ensemble		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Métropole et Dom	1 298 087	1 379 042	1 443 542	426 363	447 593	462 419	1 724 450	1 826 635	1 905 961
Métropole	1 264 103	1 343 090	1 405 911	405 254	425 212	438 644	1 669 357	1 768 302	1 844 555
Aquitaine	67 726	71 590	76 205	18 452	19 241	19 688	86 178	90 831	95 893
Dordogne	9 013	9 499	9 983	2 729	2 857	2 923	11 742	12 356	12 906
Gironde	30 682	32 807	35 689	7 720	8 199	8 309	38 402	41 006	43 998
Landes	9 320	9 758	10 279	2 576	2 599	2 814	11 896	12 357	13 093
Lot-et-Garonne	6 067	6 295	6 494	1 159	1 240	1 210	7 226	7 535	7 704
Pyrénées-Atlantiques	12 644	13 231	13 760	4 268	4 346	4 432	16 912	17 577	18 192

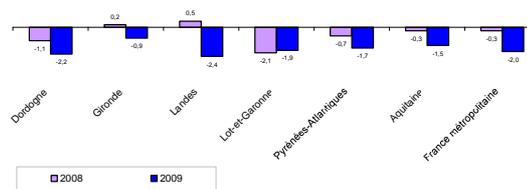
Champ : unités enquêtées de COLTER, salariés hors emplois aidés et aides maternelles ; France métropolitaine et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.

Source : Insee, Enquêtes sur les Personnels des Collectivités territoriales et des Etablissements publics locaux au 31 décembre 2006, 2007 et 2008.

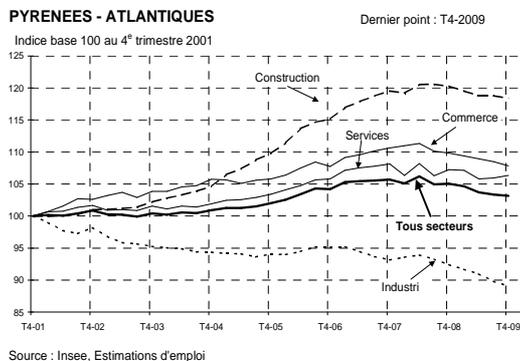
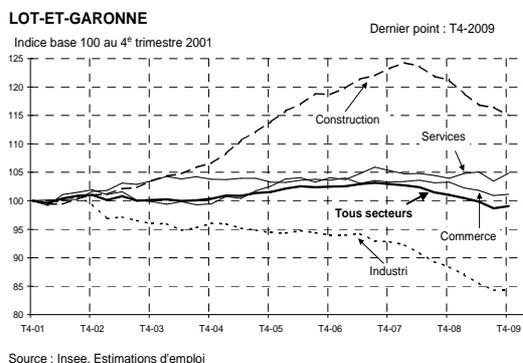
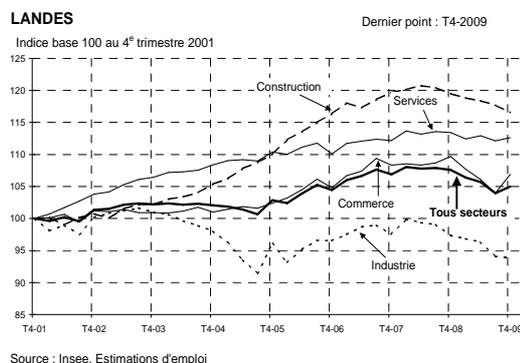
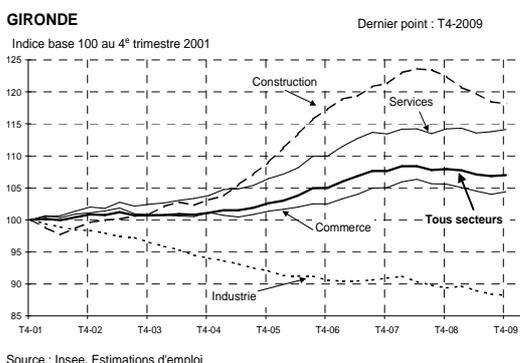
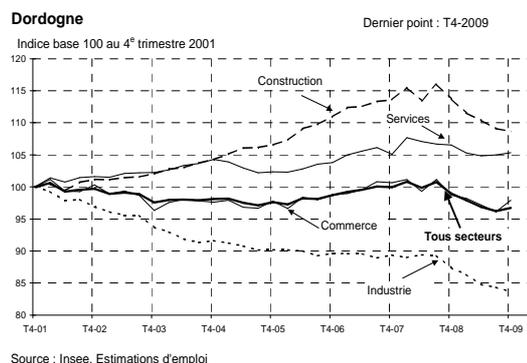
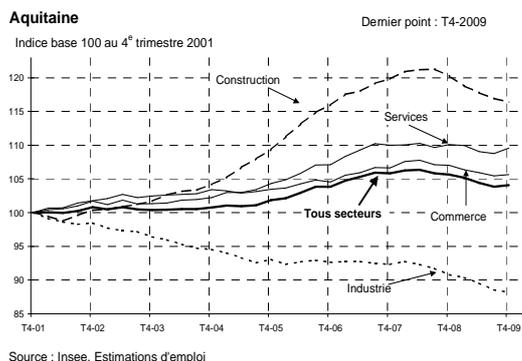
2009, l'emploi salarié marchand départemental en baisse :

En 2009, les effectifs salariés diminuent dans tous les départements de la région. Seule la Gironde perd des emplois à un rythme inférieur à celui de la région. Les Landes et la Dordogne affichent les plus fortes baisses. Au quatrième trimestre 2009, le dynamisme des activités de service dans la quasi-totalité des départements, à l'exception des Pyrénées-Atlantiques, permet à l'emploi salarié de se redresser.

Evolution de l'emploi salarié marchand en 2008 et 2009 *



Source : Insee, Estimations d'emploi.
* hors agriculture, administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et intérim.



Le chômage aquitain progresse encore, à un rythme moins soutenu que l'année passée, mais plus vite qu'en France

En 2009, le chômage augmente très fortement en Aquitaine comme en France. Auparavant, il progressait plus en France qu'en Aquitaine. Depuis un an, de juin 2009 à mai 2010, la progression du chômage ralentit un peu, mais elle est plus vive en Aquitaine qu'en France.

Le taux de chômage régional s'établit à 9,4 % au premier trimestre 2010, à peine plus faible qu'au niveau national (9,5 % en France métropolitaine).

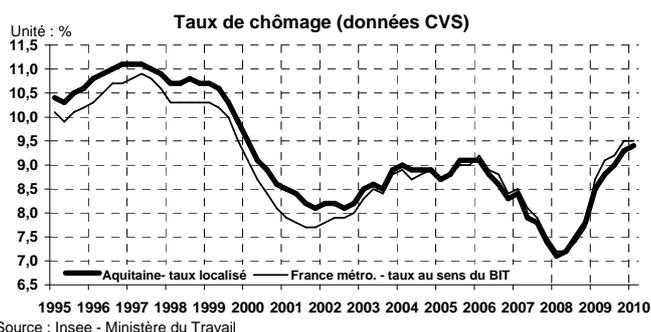
Fin mai 2010, le nombre de demandeurs d'emploi aquitains inscrits à Pôle emploi de catégorie A, B ou C est en hausse de 11,2 % alors qu'il croît de 9,4 % sur un an au niveau national. Plus du tiers sont inscrits depuis au moins 1 an.

Plus d'un quart des inscriptions à Pôle emploi en 2009 résultent d'une fin de CDD.

Les contrats aidés du plan de cohésion sociale augmentent en 2009.

Le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active en Aquitaine, au premier trimestre 2010. Il est inférieur de 0,1 point au taux national. Il augmente de 0,9 point depuis le premier trimestre 2009 dans la région et le taux de 0,8 point en France métropolitaine (2,3 points depuis le premier trimestre 2008).

Le taux de chômage avait régulièrement diminué de mars 2006 à mars 2008. Depuis mars 2008, il progresse et il devrait se stabiliser en 2010.

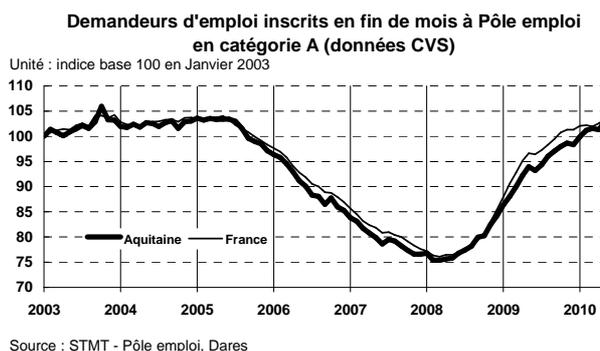


En mai 2010, on compte, en données CVS, 131 900 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (immédiatement disponibles et n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois précédent) en Aquitaine. Sur un an, cette catégorie de chômeurs augmente de 10 700 personnes.

Sur le mois de mai 2010, le nombre de demandeurs progresse en Aquitaine deux fois

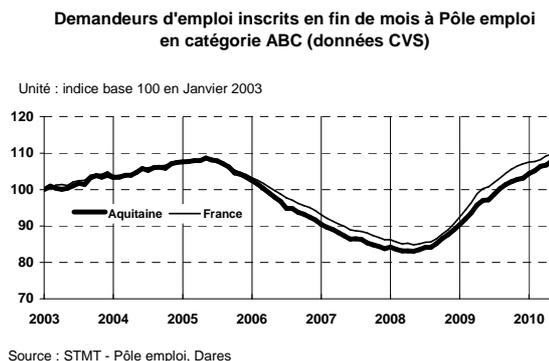
plus vite qu'au niveau national (respectivement 1,7 % et 0,8 %).

Fin mai 2010, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A est en hausse de 9,7 % sur 1 an alors qu'il augmente de 7,1 % au niveau national. En 2009, les hausses dépassaient 20 %.



Un chômeur sur trois inscrit depuis plus d'un an

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant ou non travaillé le mois précédent (catégories A, B, C) s'élève à 203 350 en mai 2010 dans la région. Leur nombre progresse de 11,2 % sur un an (+9,4 % en France métropolitaine). Il augmente sur le mois de mai 2010 de 1,1 %, trois fois plus qu'au niveau national (0,4%).



En Aquitaine, fin mai 2010, 69 500 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an, soit une augmentation de 28 % sur un an, contre 30,4% au niveau national. Ils représentent 34,2 % des demandeurs de catégorie A,B,C en Aquitaine ■

28 % des inscriptions à Pôle emploi en 2009 résultent d'une fin de CDD ¹

En 2009, Pôle emploi enregistre 27 700 demandes d'emploi de plus qu'en 2008, en Aquitaine. Plus d'une inscription sur quatre, dans les entrées dans les catégories ABC, fait suite à une fin de CDD. Elles augmentent cependant modérément, 5 %, par rapport à 2008. Par contre, le licenciement économique ou l'entrée dans la vie active constituent deux motifs pour lesquels les inscriptions augmentent très fortement en 2009.

Les sorties pour reprise d'emploi sont moins nombreuses qu'en 2008, mais l'année se termine mieux qu'elle n'a commencé.

Les premier et troisième trimestres 2009 sont les plus marqués par l'accélération du chômage. Ainsi, en mars 2009 et en août 2009, Pôle emploi comptabilise 20 % d'inscriptions en plus qu'en 2008 aux mêmes périodes.

Plus d'une inscription sur quatre en 2009 à Pôle emploi fait suite à une fin de contrat à durée déterminée (CDD). Elles augmentent cependant modérément, 5 %, par rapport à 2008. Par contre, le licenciement économique ou l'entrée dans la vie active constituent deux motifs pour lesquels les inscriptions augmentent très fortement en 2009. Les inscriptions suite à un licenciement économique (moins de 5 % des inscriptions à Pôle emploi) progressent nettement tout au long de l'année 2009 (29 % par rapport à 2008). Les « premières entrées » correspondent à des Aquitains se présentant pour la première fois sur le marché du travail. Les inscriptions pour ce motif (6,6 % de l'ensemble) progressent de 18 % en 2009 par rapport à 2008. Elles traduisent les difficultés croissantes tout au long de l'année 2009 à accéder à un premier emploi.

Les fins d'inscription pour reprise d'emploi, du mieux en fin d'année

Les fins d'inscription à Pôle emploi pour le motif de reprise d'emploi sont globalement moins nombreuses en 2009 qu'en 2008 (- 4,2 %). Toutefois ce résultat cache deux tendances très distinctes. Entre janvier et juillet, les sorties pour reprise d'emploi sont en recul de 14 % par rapport à l'année précédente. Par contre, entre août et décembre, elles progressent de 11 % par rapport à la même période de 2008.

Avant 2009, rarement le ralentissement de l'activité économique n'avait eu un effet aussi immédiat et intense sur les inscriptions des demandeurs d'emploi ■

Politiques de l'emploi en 2009 : hausse des contrats aidés ²

Les bénéficiaires de contrat initiative emploi dans le secteur marchand et les bénéficiaires de contrat d'accompagnement dans l'emploi sont nettement plus nombreux en 2009 qu'en 2008, année où ils avaient baissé. Ces mesures font partie des quatre principales mesures du plan de cohésion sociale, destinées à aider des publics spécifiques dans leur insertion sur le marché du travail.

Les principales mesures de l'emploi aidé dans le secteur marchand sont le Contrat Initiative Emploi (CIE) et le Contrat d'Insertion – Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA).

Deux fois plus de contrats initiative emploi

Le CIE vise à favoriser le retour à l'emploi durable des personnes en difficulté d'insertion sur le marché du travail. L'employeur bénéficie alors d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale et d'une aide de l'État déterminée en fonction des actions de formation et d'accompagnement. Ce contrat peut être conclu pour une durée maximale de 24 mois (renouvellement compris). En 2009, 3 830 conventions sont signées en Aquitaine, soit deux fois plus qu'en 2008 (2,6 fois plus en France métropolitaine en glissement annuel). Fin 2009, 3 230 personnes bénéficient encore d'un CIE, les trois quarts d'entre elles sont inscrites à Pôle emploi (430 le sont depuis au moins deux ans). Parmi les bénéficiaires, on retrouve 54 % de femmes, 38 % de jeunes moins de 26 ans et 58 % ont un niveau de formation inférieur ou égal au CAP ou au BEP.

Très peu utilisé, le CI-RMA est principalement dédié aux bénéficiaires de minima sociaux ou à leurs ayants droit. Il est conclu pour une durée comprise entre six et dix-huit mois et peut être renouvelé deux fois. Fin 2009, l'Aquitaine compte 270 bénéficiaires, soit une centaine de moins qu'en 2008. Trois quarts des personnes bénéficiant de ce dispositif ont entre 26 et 49 ans. Plus de 88 % sont inscrites à Pôle emploi dont la moitié depuis plus de deux ans. Ces bénéficiaires sont surtout employés dans les commerces (26 %) et dans les très petites entreprises (80 % travaillent dans des entreprises de moins de dix salariés).

La tendance à la baisse est commune à l'ensemble des départements aquitains, elle varie de 23 % dans le Lot-et-Garonne à 65 % dans les Landes.

¹ Extrait de l'article rédigé par Pôle emploi (Aurélien Leroy)

² Extrait de l'article rédigé par la Direccte Aquitaine (Jérôme Scarabello)

Des contrats d'accompagnement dans l'emploi pour le secteur non marchand

En 2009, l'emploi aidé dans le secteur non marchand recouvre essentiellement le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et le Contrat d'Avenir (CAv). Le CAE doit permettre aux personnes en difficulté d'insertion d'accéder pour au moins six mois à un emploi dont la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à 20 heures. La personne embauchée bénéficie d'actions de formation et de validation des acquis de l'expérience. En Aquitaine, 14 670 conventions (entrées initiales et reconductions) sont signées en 2009, soit un tiers de plus qu'en 2008 (48 % en un an en moyenne nationale). Parmi les 11 100 personnes encore dans le dispositif à la fin de l'année, la plupart sont inscrites à Pôle emploi (95 %), les femmes sont majoritaires (71 %) et la moitié (45 %) sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP.

Autre mesure de soutien, le CAv vise à renforcer l'offre d'insertion des bénéficiaires des principaux minima sociaux, revenu minimum d'insertion (RMI), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation parent isolé (API) ou encore l'allocation adulte handicapé (AAH). Il est conclu pour une durée de deux ans, voire trois ans pour les bénéficiaires âgés de 50 ans ou plus et les personnes reconnues travailleur handicapé. En Aquitaine, 3 120 personnes sont embauchées par ce biais en 2009, soit 15 % de moins qu'en 2008.

Un jeune sur trois après le Civis accède à un emploi durable

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus en difficulté d'insertion en emploi durable, car sans diplôme ou très faiblement qualifiés. En 2009, 10 780 jeunes sont entrés dans le dispositif, soit 600 de plus qu'en 2008. Parmi eux, 40 % ont bénéficié d'un Civis dit renforcé, car ils ont terminé leur scolarité avant la terminale ou ils n'ont ni CAP, ni BEP. Au cours de l'année 2009, 10 660 jeunes sont sortis du dispositif, dont le tiers après avoir accédé à un emploi durable (CDI ou CDD d'au moins six mois). À la fin de l'année 2009, 13 080 jeunes sont présents dans le programme.

Emploi des jeunes : des objectifs non atteints pour le dispositif « Plan Jeunes »

Face à la difficulté des jeunes à s'insérer dans l'emploi, en particulier à cause de la mauvaise conjoncture, un plan d'urgence est mis en place au second semestre 2009. Il porte notamment sur la formation, l'apprentissage et la professionnalisation des jeunes. Il se concrétise

en Aquitaine par la conclusion de près de 1 210 CAE jeunes (embauches en collectivités territoriales et associations, hors ateliers et chantiers d'insertion, sans critère de durée) et de 710 CAE passerelle (CAE jeunes pour une durée supérieure ou égale à 12 mois). Pour cette seconde mesure, la région n'a pas réussi à atteindre ses objectifs, à savoir 1 199 contrats. La tendance diffère selon les départements : seuls le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques affichent des résultats plutôt satisfaisants.

Dans le secteur marchand, un peu plus de 1 000 CIE jeunes sont conclus en Aquitaine, soit moins de la moitié des objectifs qui avaient été fixés. Tous les départements aquitains suivent cette tendance, alors qu'au niveau national, ce dispositif enregistre des résultats plus probants. En effet, toutes régions métropolitaines confondues, le taux de réalisation des CIE jeunes est de 70 %.

Autre volet de ce dispositif « plan jeunes », pour soutenir l'embauche des jeunes stagiaires en contrat à durée indéterminée, l'État s'engage à verser aux entreprises une prime exceptionnelle de 3 000 euros : 230 dossiers déposés en Aquitaine au second semestre 2009.

Moins de contrats de formation en alternance

La formation en alternance permet d'allier travail en entreprise et enseignement adapté à une filière. Le contrat de professionnalisation s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi de 26 ans ou plus. L'objectif est de leur permettre d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme reconnu par l'État ou les branches professionnelles et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle.

En 2009, selon la Dares, environ 7 000 contrats sont signés, soit une baisse de 28 % par rapport à 2008. Sur 100 bénéficiaires, 47 sont des femmes et 83 sont des jeunes de moins de 26 ans. Six contractants sur dix ont au moins le BAC.

Seconde mesure de la formation en alternance, le contrat d'apprentissage a pour but de donner aux contractants une formation générale théorique en centre de formation des apprentis (CFA) et une formation pratique du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti signe son contrat. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans avec des dérogations possibles à ces limites d'âge. Selon le Conseil Régional, lors de la campagne s'échelonnant de septembre 2008 à septembre 2009, l'Aquitaine enregistre 12 475 nouveaux contrats, contre 12 780 contrats lors de la campagne 2007-2008 ■

Contraction des échanges en 2009 en Aquitaine, comme en France En 2010, les exportations devraient rebondir

En 2009, la contraction du commerce mondial est considérable. La France n'y échappe pas.

L'Aquitaine subit une baisse de ses exportations de 15 % ainsi qu'une chute de ses importations de 21 %, par rapport à l'année 2008. Cette diminution plus sensible des importations permet à la région de conserver et même conforter son excédent commercial qui se situe au terme de l'année à 2,4 milliards d'euros.

Dans un climat économique difficile, les exportations de produits pharmaceutiques progressent et constituent le second poste à l'export, après les produits aéronautiques en baisse et devant les « boissons ».

Les États-Unis et l'Espagne se disputent la première place des pays clients de l'Aquitaine.

Au premier trimestre 2010, les exportations régionales repartent (+4 % par rapport au 1^{er} trimestre de 2009) et les importations également (+10 %).

La crise a provoqué une contraction sans précédent du commerce mondial. La France n'est pas épargnée : les exportations reculent de 17 % et les importations de 18 % (en valeur). À l'exception notable de la pharmacie, tous les produits sont touchés, plus particulièrement l'industrie automobile et les biens intermédiaires.

Les échanges commerciaux de l'Aquitaine chutent également très fortement, d'autant que l'Espagne, un de ses principaux partenaires, souffre particulièrement de la crise. Les ventes à l'étranger diminuent de 15 % et les achats se réduisent de 21 %.

Néanmoins, le commerce mondial renoue avec la croissance dès le 2^e trimestre 2009. Dans la deuxième moitié de 2010¹, le commerce mondial retournerait vers une croissance moyenne, après le rebond du 2^e trimestre 2009. À l'horizon de la fin de l'année 2010, les exportations françaises resteraient dynamiques. Mais elles ralentiraient peu à peu, dans le sillage du commerce mondial et d'une demande européenne sans tonus. Sur l'ensemble de l'année 2010, elles rebondiraient de 8,6 % après la chute de 2009 (-12,2 % en volume). Dans le même temps, les importations françaises retrouveraient du dynamisme (+6,2 % après le repli en 2009 de 10,6 % en volume).

¹ Note de conjoncture Insee Juin 2010

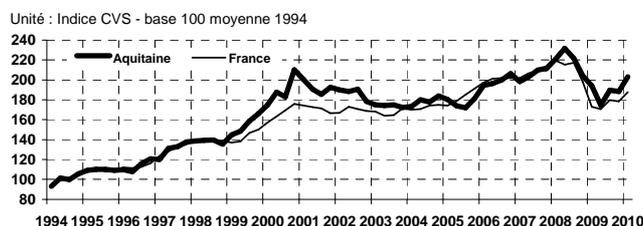
Le recul plus net de ses importations permet à l'Aquitaine d'afficher un solde commercial positif de 2,4 milliards d'euros en 2009. Elle se maintient au douzième rang des régions à l'export comme à l'import. Elle réalise 3,5 % des exportations françaises et 2,5 % des importations.

Rebond en 2010 des exportations aquitaines

Début 2010, en Aquitaine comme en France, les exportations reprennent de la vigueur.

Les exportations de l'Aquitaine dépassent à peine les douze milliards d'euros en 2009. Les produits pharmaceutiques se défendent et progressent légèrement à l'export en valeur (+1,3 %). La dégradation des ventes des produits de la construction aéronautique et spatiale (-16 %), des boissons (-23 %) et des produits de la culture et de l'élevage (-20 %) explique cette baisse des exportations. Le secteur aéronautique a plus de mal en 2009, et il ne renoue pas avec la croissance début 2010.

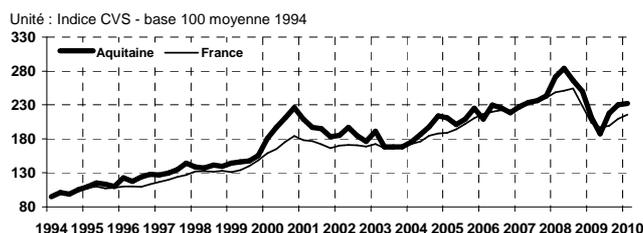
Évolution des exportations en valeur
(FAB, hors matériel militaire)



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

Le montant des importations en 2009 est de 9,7 milliards d'euros. Les replis très nets des achats de produits pétroliers raffinés (-31 %), de produits de la construction aéronautique et spatiale (-33 %) et de produits chimiques, parfums et cosmétiques (-38 %) contribuent en grande partie à cet affaissement.

Évolution des importations en valeur
(CAF, hors matériel militaire)



Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux

Aéronautique, pharmacie, boissons

La baisse globale des exportations de vins contribue à modifier le palmarès régional des produits exportés : après les produits de la construction aéronautique et spatiale qui restent en tête du classement, les préparations pharmaceutiques occupent désormais la deuxième place, devant les boissons (essentiellement les vins), les produits chimiques de base, les produits de la culture et de l'élevage, la pâte à papier (et papiers et cartons) et enfin les équipements pour automobiles. Ces sept produits phares sont porteurs des deux tiers de l'activité de l'économie aquitaine à l'export.

Les produits pétroliers restent le premier poste d'achats de la région.

Principaux partenaires : Espagne et États-Unis

Les échanges régionaux avec l'Espagne et le Royaume-Uni pâtissent de la crise dans ces deux pays, les exportations de la région y diminuent respectivement en 2009 de 22 % et de 24 %. Elles ont repris un peu, aussi en année

glissante d'avril 2009 à mars 2010, les chutes s'atténuent.

En 2009, les États-Unis reprennent la tête du palmarès des pays clients devant l'Espagne. Mais d'avril 2009 à mars 2010, les deux pays sont à égalité.

Les principaux clients sont, dans l'ordre : les États-Unis et l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique (61 % à eux six).

À l'importation, le classement fait la part belle aux pays de l'Union européenne. Le trio de tête des pays fournisseurs de l'Aquitaine est le suivant : Espagne, Allemagne, Royaume-Uni. La Belgique occupe désormais la cinquième place, après les États-Unis (49 % à eux cinq).

D'avril 2009 à mars 2010, 63 % des importations de l'Aquitaine proviennent de l'Union européenne. Il semble se produire un retournement de tendance, puisque depuis quelques années la part des achats de la région aux pays de l'Union européenne baissait ■

Pour en savoir plus

Janvier 2009

Entrée en vigueur du statut d'auto-entrepreneur

La création d'entreprise en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs. Insee première n°1277 - janvier 2010.

Juin 2009

Le revenu de solidarité active (RSA) est étendu à l'ensemble du territoire de la France métropolitaine

Une cartographie de l'emploi régional d'après le recensement de la population de 2006. Insee première n°1280 - février 2010.

Juillet 2009

Baisse de la TVA dans la restauration, elle passe de 19,5 % à 5,5 %

Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions Insee première n°1295 - mai 2010.

Le chômage aquitain dans la tendance nationale, malgré un contexte moins défavorable - Le quatre pages insee Aquitaine n°190 - mai 2010

2009 : les dégâts de la tempête Klaus et peu de filières agricoles épargnées par les baisses de prix

En Aquitaine, la tempête Klaus a touché la région le 24 janvier et a détruit à des degrés divers la forêt. Les filières ostréicole et « volailles de chair » ont aussi souffert de cette tempête. Pour différentes raisons (baisse des cours, réglementation nouvelle) les filières laitière, porcine, bovin viande, céréalière, fruits et légumes sont affectées en 2009.

Les volailles maigres restent une production plus épargnée par les difficultés. La crise économique freine les exportations de vins.

Le revenu net d'entreprise agricole en Aquitaine, calculé par actif non salarié, qui s'était très fortement dégradé en 2008, reste à un niveau très bas en 2009.

Froide en janvier et février¹, l'année 2009 en Aquitaine a connu de mars à décembre des températures supérieures aux normales. Une tempête exceptionnelle touchant la région le 24 janvier a détruit à des degrés divers la forêt ainsi que des parcs ostréicoles. De violents orages de grêle sur la Gironde entre le 11 et 13 mai et de fortes chaleurs du 15 au 20 août impactent l'état des cultures.

Klaus : dégâts sur le massif forestier

Les conséquences de la tempête Klaus sont catastrophiques pour le massif forestier régional : 600 000 hectares touchés dont 223 000 à plus de 40 % et 40 millions de m³ de bois à terre, soit cinq ans d'approvisionnement. L'afflux de bois a rapidement dépassé les capacités de transformation des industriels. Des mesures de soutien de l'État ont été mises en place pour stocker le bois de qualité, par des aides à la création ou à la rénovation d'aires de stockage, par des aides au transport. L'exploitation des bois s'est faite à un rythme supérieur aux prévisions des professionnels. Pour la prévention des incendies, la première urgence a été de dégager 28 000 km de pistes de DFCI pour faciliter l'accès aux parcelles. Le stockage des bois se fait par voie humide sur 47 sites. Fin 2009, 14 millions de m³ sont exploités, 4 millions stockés et 12 000 ha de forêt nettoyés.

Une succession d'événements en 2009 perturbe la production ostréicole. La tempête Klaus en janvier génère d'importants dégâts sur les parcs ; les mortalités estivales ont frappé entre mi-mai et août. De plus les interdictions de commercialisation se sont succédé : onze entre début mai et fin septembre.

¹ Extrait article rédigé par Draaf (Alain Iribarren)

Vendange 2009 : quantité et qualité

La vendange 2009 se place sous le signe de la qualité et elle est satisfaisante en volume. La vendange 2009 en Aquitaine est d'environ 7,5 millions d'hl contre 6 millions en 2008. La baisse de l'activité à l'export se poursuit, en volume et en valeur.

Prix du Bordeaux rouge (le tonneau, tous millésimes)



Source : Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux

Baisse de la surface céréalière

Avec 470 000 ha, les surfaces de céréales baissent en 2009 de 5 %. La production de blé chute de près de 30 %. La campagne 2009/2010 démarre avec des stocks de céréales conséquents de la fin de campagne 2008/2009, sur fond de vive concurrence avec les blés en provenance de l'Europe de l'Est. Malgré un léger raffermissement en fin d'année, les cours des céréales restent au plus bas en 2009, à un niveau non atteint depuis la campagne 2005/2006.

« Réglementation » nouvelle pour la filière fruits et légumes

Les acteurs de la filière « fruits et légumes » subissent des difficultés d'ordre réglementaire et des crises conjoncturelles à répétition. Le marché des fruits et légumes est resté en crise tout l'été, avec une offre abondante confrontée à la baisse du pouvoir d'achat et des pics de production bien supérieurs à la demande.

Dès le 1er juillet, il a fallu appliquer les nouvelles règles européennes de commercialisation qui comportent une norme générale définissant la notion de qualité saine, loyale et marchande... mais seulement dix normes spécifiques pour une série de produits représentant 75 % de la production européenne à savoir la pomme, les agrumes, le kiwi, les laitues et chicones, les pêches et nectarines, la poire, la fraise, le poivron doux, le raisin de table et la tomate. Parmi les 26 produits qui ont perdu leurs normes, figurent plusieurs fruits et légumes impor-

tants en Aquitaine dont la carotte, le melon, l'asperge, la courgette, la noix mais aussi le poireau, le concombre et l'aubergine. Ces produits pourront se trouver sur les étals sans exigence d'homogénéité de lots.

Productions animales : consommation en recul

La chute des prix des céréales en 2009 s'accompagne d'une baisse des cours des aliments pour animaux qui peuvent représenter jusqu'à 70 % des coûts de revient des productions animales. Et dans le même temps, les prix payés aux producteurs régressent encore plus fortement. En cette période de crise, la consommation recule. Les volumes produits sont en repli pour toutes les filières. Seule la consommation de volailles maigres se maintient. Les filières porcine, bovin viande et laitière sont les plus affectées.

Crise du lait de vache

La collecte de lait de vache recule en 2009. L'année 2009 connaît une crise sans précédent. En juin, producteurs de lait et industriels laitiers s'entendent sur le prix du lait. Cet accord prévoit trois prix moyens pour l'année 2009, modulés en fonction de l'activité de l'entreprise qui achète le lait. Le mois de septembre est marqué par une forte baisse de la collecte suite au mouvement de grève d'une partie des producteurs.

La collecte de lait de chèvre poursuit sa hausse (+12 % par rapport à 2008) et celle du lait de brebis reste stable en 2009.

Baisse de la production de volailles de chair

La tempête Klaus provoque la mort de 400 000 volailles et engendre de lourdes pertes financières pour la filière. La hausse de la consommation française en 2008 et 2009 profite essentiellement aux importations. La crise économique et la baisse du pouvoir d'achat entraînent un report de la consommation sur les volailles standard, au détriment des productions de qualité.

Faiblesse des revenus agricoles

Productions végétales et animales sont touchées par la baisse des prix. La valeur de la production agricole régionale, y compris les subventions, reste au niveau déjà très faible de 2008. Elle augmente en Gironde (avec la production viticole) et baisse dans les autres départements. Les charges des agriculteurs baissent en raison du recul des prix du pétrole et de l'alimentation animale.

Le revenu net d'entreprise agricole en Aquitaine, calculé par actif non salarié, qui s'était très fortement dégradé en 2008, reste à un niveau très bas en 2009 ■

La déprise agricole s'accélère

AGRESTE AQUITAINE numéro 38 - juin 2010

L'agriculture continue de perdre du terrain. Ce rythme s'est accéléré par rapport à celui noté entre 1992 et 2004. Au total, entre 2006 et 2009, ce sont plus de 8 000 hectares qui sortent en moyenne chaque année du giron de l'agriculture régionale, contre 6 000 hectares annuellement entre 1992 et 2000 et 7 000 hectares entre 2000 et 2004. Si l'urbanisme continue de gagner sur les terres libérées par l'agriculture, il n'en est plus le premier bénéficiaire.

Des changements d'orientations

Depuis 2000, l'Aquitaine a connu une restructuration importante de plusieurs de ses filières et de ses exploitations. Au premier rang desquelles figure la filière laitière.

40 % des exploitations détenant des vaches laitières en 2000 n'en possèdent plus aujourd'hui. Cette évolution correspond à un repli de 18 % du cheptel laitier aquitain. A la transmission de l'exploitation suite au départ en retraite du dirigeant, ou en raison des coûts de mise aux normes des bâtiments d'élevage mais également compte tenu de la présence quotidienne nécessaire à l'élevage, correspond une transformation de l'orientation de l'exploitation. La production de lait est souvent abandonnée. Dès lors, les surfaces en herbes associées à l'élevage sont réorientées vers des productions végétales. Ainsi, depuis 2006, 12 000 hectares de prairie sont venus accroître les surfaces de grandes cultures.

Toutefois, quelle que soit l'orientation observée, seules les meilleures terres (agronomique ou mécanisable) bénéficient de ce transfert. Précédemment, le reliquat de terres non reconverties vers l'agriculture était soit reboisé, soit entretenu en attente.

Associés à des changements de pratiques

Tel n'est plus le cas aujourd'hui. Les surfaces non reconverties, quand elles ne rejoignent pas directement l'urbanisation, passent rapidement du statut de sols enherbés agricoles à celui de friches. Ainsi sur les 14 000 hectares nets gagnés par ces dernières en 2009, 12 000 étaient recensés en surface en herbe en 2006. Neuf fois sur dix, il s'agissait de prairies peu productives.

Faut-il y voir, dans une agriculture de plus en plus concurrencée, où maîtrise des coûts de production et viabilité économique des exploitations sont de plus en plus prégnantes, un effet de la spécialisation ?

La conjoncture industrielle, dans l'incertitude

La production manufacturière a ralenti au premier trimestre 2010 : + 0,4 % après 1,5 % au dernier trimestre 2009. Celle des biens d'équipement a fortement diminué (-1,6 % après +1,9 %) tandis que celle des biens intermédiaires a décéléré : +0,8 % après 1,4 %.

L'activité reste atone dans les biens de consommation. Elle continue de progresser dans l'industrie automobile.

Juin 2010 : Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin 2010, la conjoncture industrielle s'est légèrement dégradée : l'indicateur synthétique du climat des affaires se replie un peu. Il se situe désormais cinq points en dessous de sa moyenne de longue période

L'indicateur synthétique du climat des affaires



Source :Insee

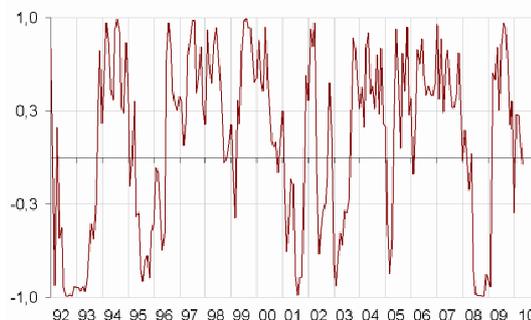
Les entrepreneurs de l'industrie manufacturière estiment que leur activité passée est restée dynamique, toujours à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période. Ainsi, les stocks de produits finis continuent de se reconstituer et atteignent un niveau jugé proche de la moyenne. En revanche, les carnets de commandes sont toujours considérés comme peu fournis, y compris les carnets étrangers même si ceux-ci se regarnissent.

L'indicateur synthétique du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires décrit, en une variable unique, la composante commune des soldes d'opinion sélectionnés. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle. Cette technique permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. Comme pour les autres enquêtes de conjoncture, l'indicateur est normalisé de manière à avoir une moyenne de 100 et un écart-type de 10. L'évolution de l'indicateur synthétique du climat des affaires résume donc la phase conjoncturelle qui influe sur les différents soldes d'opinion des enquêtes de conjoncture : plus sa valeur est élevée, plus les industriels considèrent que la conjoncture est favorable.

L'indicateur de retournement reste dans la zone indiquant une incertitude conjoncturelle.

L'indicateur de retournement de conjoncture



Source :Insee

L'indicateur de retournement de conjoncture

L'indicateur de retournement vise à détecter le plus tôt possible le moment où la conjoncture change d'orientation. C'est une variable qualitative non directement observée. L'indicateur se présente sous la forme d'une courbe, retraçant à chaque date la différence entre la probabilité que la phase conjoncturelle soit favorable et la probabilité qu'elle soit défavorable. Il évolue donc entre +1 et -1 : un point très proche de +1 (respectivement de -1) signale que l'activité est en période de nette accélération (respectivement de nette décélération). Les moments où l'indicateur est proche de 0 sont assimilés à des phases de stabilisation, c'est-à-dire de retour du rythme de croissance de l'activité vers sa moyenne de long terme. Pendant ces phases, les signaux qu'émettent les entreprises sont très variés et ne font donc état d'aucun mouvement prononcé, à la hausse ou à la baisse. La valeur de l'indicateur pour le dernier mois peut être révisée le mois suivant (apport des réponses reçues tardivement), si bien qu'il convient d'attendre au moins deux mois consécutifs pour pouvoir analyser une ample variation comme le signal d'un changement conjoncturel important.

Les perspectives personnelles de production se dégradent

Les perspectives personnelles de production pour les prochains mois se détériorent sensiblement. Pourtant, les perspectives générales, qui représentent l'opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble, restent meilleures qu'en moyenne sur longue période.

Analyse par sous-secteurs

Industries agroalimentaires

En juin, la conjoncture dans les industries de l'agroalimentaire est restée proche de celle de mai. L'activité des derniers mois a continué de progresser à un rythme soutenu. Les stocks de produits finis demeurent jugés faibles, mais les carnets de commandes ne se regarnissent que légèrement. Ainsi, les perspectives personnelles de production diminuent, indiquant que l'activité devrait ralentir au cours des prochains mois.

Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines

Dans les équipements électriques, électroniques, informatiques et machines, l'activité passée est restée dynamique en juin. Les stocks de produits finis sont néanmoins toujours jugés inférieurs à la normale. Par ailleurs, les carnets de commandes globaux et étrangers se dégarnissent à nouveau et sont jugés très légers. Dans ces conditions, les perspectives personnelles de production continuent de se replier ; elles restent toutefois supérieures à leur niveau moyen de longue période.

Matériel de transports

Automobile

Dans la branche automobile, l'activité passée a de nouveau ralenti mais reste en hausse. Les stocks de produits finis se sont ainsi reconstitués et retrouvent leur niveau de long terme. Les carnets de commandes globaux se dégarnissent fortement, et sont désormais jugés très faibles. Les carnets de commandes étrangers se reconstituent un peu, mais restent également très dégarnis. Les perspectives personnelles de production demeurent ainsi à un bas niveau.

Autres matériels de transport

Dans la branche des autres matériels de transport, la situation reste peu favorable. La baisse de l'activité passée s'est poursuivie, mais plus modérément qu'en mai. Les stocks sont toujours considérés comme très lourds. Parallèlement les carnets de commandes demeurent jugés très bas. Dans ces conditions, les perspectives personnelles de production restent dégradées.

Autres industries : chimie, pharmacie....

Dans les autres secteurs de l'industrie, la chimie et la métallurgie présentent en juin des profils assez voisins : l'activité passée a quelque peu ralenti mais son rythme reste soutenu. Le niveau des carnets de commandes globaux et étrangers a peu évolué depuis juin, restant à des niveaux bas dans la métallurgie. Parallèlement, le niveau des stocks demeure jugé faible. Dans ces conditions, au vu des perspectives de production, l'activité progresserait au cours des prochains mois, au même rythme qu'au cours des derniers.

Dans la pharmacie, l'activité des derniers mois a progressé à un rythme inférieur à ce qu'il est en moyenne. Les perspectives de production pour les prochains mois restent à des niveaux élevés face à des carnets de commandes qui se regarnissent légèrement et à des stocks de produits finis jugés très légers. Dans le caoutchouc, les perspectives s'améliorent légèrement mais restent à des niveaux bas : même si les stocks sont jugés très légers, les carnets de commandes sont toujours considérés comme peu étoffés.

Principaux agrégats de l'industrie manufacturière

Branche d'activité	évolution 2009/2008 en volume en %					
	Production (en milliards d'euros)	Production	Valeur ajoutée	2009 Exportations (1)	Importations (1)	Dépense de consommation des ménages
Industries de biens de consommation	119,4	-3,6	-4,7	-2,1	-1,1	0,5
Industrie automobile	68,8	-23,8	-21,4	-25,7	-20,6	4,7
Industries des biens d'équipement	174,6	-7,1	-9,8	-14	-11,2	1,0
Industries des biens intermédiaires	234,1	-15,3	-15,4	-16,8	-18,2	-3,9
Total	596,8	-11,8	-11,9	-14,2	-12,2	0,8

(1) : exportations valorisées FAB (Franco à bord) et importations valorisées CAF (Coûts de l'assurance et du fret inclus) par produit.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Avenia : un nouveau pôle de compétitivité en Aquitaine en 2010

Le Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT) du 11 mai 2010 a labellisé un nouveau pôle aquitain : Avenia.

Il est axé sur la gestion du sous-sol : capture et stockage de CO₂, stockage de l'énergie, géothermie profonde.

Par contre, le pôle Prod'Innov (pôle santé, agroalimentaire, nutrition) a perdu son agrément à l'issue de ce même CIADT.

Les autres pôles de compétitivité restent :

- Aerospace Valley
- Route des lasers
- et Xylofutur.

Zoom sur la métallurgie aquitaine Les sous-traitants de l'aéronautique touchés en 2009¹

La situation dans la métallurgie en Aquitaine est impactée par la crise en 2009 et les perspectives d'amélioration n'apparaissent pas pour tous les secteurs. Début 2009, la construction aéronautique est confrontée à un important recul des commandes lié à la crise économique et financière. Premiers touchés, les constructeurs d'avions d'affaires et d'avions régionaux réduisent leurs cadences de production. Ce retournement dans le secteur aéronautique et ses sous-traitants est nettement visible au premier trimestre 2009 avec une baisse significative du niveau d'activité qui se confirme sur les quatre trimestres suivants.

Des actions d'urgence en faveur de la sauvegarde des emplois et du redéploiement industriel sont mises en oeuvre.

Dans la métallurgie aquitaine, la synthèse des éléments de conjoncture pour l'année 2009 met en avant une forte dégradation d'un ensemble d'indicateurs qui confirme l'impact de la crise sur les entreprises, dans un contexte de repli de la production industrielle mondiale et d'une incidence défavorable de la parité euros/dollars.

La crise en 2009 sur les entreprises de métallurgie

Les effets de la crise en 2009 sur les entreprises sont multiples :

- *une absence de visibilité sur l'ensemble de l'exercice,
- *la baisse des commandes sur l'ensemble des marchés de destination,
- *une très forte baisse d'activité dans le secteur aéronautique,
- *la dégradation des exportations,

- * la baisse continue des investissements,
- * la contraction des prix de ventes,
- * l'effondrement des marges,
- * la dégradation des chiffres d'affaires et des résultats,
- * l'érosion de l'emploi et l'effondrement de l'emploi intérimaire,
- * et des difficultés persistantes pour l'obtention de crédits.

Dans ce contexte, plusieurs éléments viennent atténuer les effets de la crise, comme :

- * la réduction des délais de paiements,
- * les mesures renforcées en faveur de l'innovation de type Crédit Impôt Recherche,
- * les mesures de soutien à la filière automobile
- * et enfin les mesures en faveur de l'emploi, « former plutôt que licencier », dans le cadre de dispositifs particuliers portés par la branche, avec le soutien de l'État et de la Région Aquitaine par le biais d'un accord cadre « Emplois-Compétences ».

Une enquête de conjoncture réalisée par l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) Aquitaine sur le premier trimestre 2010 indique une stabilisation des effectifs dans un volume d'affaires qui semble se stabiliser sur la plupart des marchés de destination. Les marchés aéronautique, spatial et défense restent néanmoins orientés à la baisse.

Aéronautique et sous-traitance : des effets à retardement

En 2008, le niveau d'activité sur les marchés aéronautique et spatial a permis d'amortir les effets de la crise sur les entreprises de la métallurgie, en particulier sur la sous-traitance.

Le retournement est nettement visible au premier trimestre 2009 avec une baisse

¹ Extrait de l'article rédigé par la Directrice (Nicolas Mornet)

significative du niveau d'activité qui se confirmera sur les quatre trimestres suivants. Les effets sur le tissu des sous-traitants sont importants. Le repli de l'activité aéronautique s'explique notamment par la chute sévère liée au repli des marchés de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale, par les reports de certains programmes militaires tels que l'A400 M et par la dégradation d'autres marchés tels que celui des hélicoptères. Début 2009, la construction aéronautique est confrontée à un important recul des commandes lié à la crise économique et financière.

De nombreuses entreprises de sous-traitance subissent de plein fouet l'effondrement de certains marchés et enregistrent une baisse préoccupante de leur niveau d'activité (de 20 % à 60 % selon les secteurs clients et jusqu'à 80 %). L'ensemble de la chaîne de sous-traitance est affecté, jusqu'aux plus petites entreprises, présentes éventuellement sur d'autres marchés mais néanmoins fortement dépendantes.

L'effet cumulatif des baisses de charges sur les différents segments du marché accroît la vulnérabilité des Petites et Moyennes Industries (PMI) sous-traitantes.

Des secteurs dominants, spécialisés et concentrés

Les industries de la métallurgie sont présentes sur l'ensemble du territoire aquitain, dans des proportions qui varient fortement selon les secteurs géographiques et qui sont à mettre en rapport avec la présence de grands donneurs d'ordres ou non. Cette composante du tissu industriel aquitain occupe 54 000 salariés dans 2 500 établissements et représente 48 % du total des emplois industriels en région.

Cette industrie régionale, dont 31 % des effectifs dépendent d'établissements de plus de 500 salariés, compte 83 % d'établissements de moins de 20 salariés (Données fournies par la branche : UIMM Aquitaine).

Elle couvre par ailleurs un large panel de secteurs d'activités et reste confrontée à des réalités économiques ou à des conditions de marchés relativement hétérogènes.

Ces différents secteurs d'activités sont, pour leur grande majorité, agrégés par la Nomenclature d'Activités Française dans huit divisions distinctes :

- 24 : Métallurgie
- 25 : Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements
- 26 : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
- 27 : Fabrication d'équipements électriques

- 28 : Fabrication de machines et équipements n.c.a.
- 29 : Industrie automobile
- 30 : Fabrication d'autres matériels de transport
- 33 : Réparation et installation de machines et d'équipements.

En Aquitaine, les effectifs de la branche sont à plus de 75 % concentrés sur les activités de construction aéronautique, navale et ferroviaire, de fabrication, installation et réparation de machines et équipements et enfin sur la métallurgie et fabrication de produits métalliques.

Des actions pour accompagner les entreprises et préparer l'après-crise

La branche, avec le soutien des pouvoirs publics État et Conseil Régional, déploie des actions d'urgence en faveur de la sauvegarde des emplois et du redéploiement industriel :

- Adoption par le Conseil régional d'Aquitaine d'un moratoire sur les avances remboursables et d'une procédure d'acompte immédiat pour le financement des investissements matériels et immatériels

- Signature d'un accord-cadre État-Région-UIMM Aquitaine permettant d'optimiser les soutiens aux entreprises en articulant les dispositifs de financement des mesures en faveur de l'emploi.

- Prolongation de l'action collective « Croissance PMI », soutenue par l'État et portée par l'UIMM Aquitaine et destinée à favoriser l'accessibilité des marchés pour les PMI, y compris sur des marchés de diversification.

Action collective CRIDEM : Compétitivité Redéploiement Industriel Développement des Entreprises de la Métallurgie

CRIDEM est une action portée par l'UIMM Aquitaine. Ce programme sur trois ans (2010-2012), financé par l'État et la Région, dispose de moyens d'animation dédiés et vise toutes les entreprises de la branche.

Il se décline en trois volets :

**la réalisation d'un diagnostic des besoins stratégiques, entreprise par entreprise,

**la définition des leviers d'adaptation et de progrès dans les domaines comme le marketing industriel, la finance, l'amélioration de la performance, l'innovation, les alliances et regroupements d'entreprises, ...

**la préparation et le suivi des plans d'actions pour chacune des entreprises engagées dans l'action.

Poursuite du fléchissement pour la construction en 2009 En 2010, une tendance à la reprise hésitante

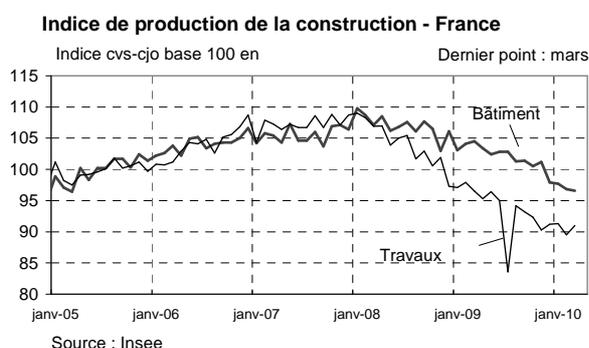
En 2009, en Aquitaine, l'activité dans la construction continue de fléchir.

Les autorisations de construire et les mises en chantier de logements neufs ont encore fortement diminué en une année aux alentours de 20 %. Par contre, leur commercialisation a connu plus de succès qu'en 2008 : +41 %. Les délais d'écoulement des stocks, bien que réduits, restent à un niveau élevé.

Pour les locaux non résidentiels, les surfaces autorisées stagnent et les mises en chantier diminuent de 21 %.

Les derniers chiffres de mai 2010 confirment une tendance à la reprise.¹

En France



La construction en moindre baisse, au delà des effets d'un hiver rigoureux²

La production dans le secteur de la construction s'est de nouveau nettement contractée au quatrième trimestre : -1,6 % après -1,8 % au troisième trimestre 2009. Cette contraction a touché tant le bâtiment que les travaux publics. Dans le logement neuf, la stabilisation des mises en chantier augure toutefois d'une baisse de moins en moins marquée de l'activité. Le secteur des travaux publics serait particulièrement touché par la vague de froid du début d'année, ce qui viendrait peser sur son activité au premier trimestre puis la soutiendrait par contrecoup au deuxième. Au total, la production dans le secteur de la construction se contracterait de nouveau au premier trimestre (-1,7 %) puis elle rebondirait légèrement au deuxième (+0,2 %).

Depuis mi-2008, les ménages réduisent leurs investissements, principalement constitués d'acquisitions de logements neufs. L'investissement en logement continuerait de se contracter moins fortement au deuxième trimestre et renouerait avec la croissance au second semestre.

Les marchés de l'immobilier ont montré des signes de redressement mais des facteurs de fragilité persistent.[...] Le redressement de marché français pourrait également prendre plus de temps que prévu, ce qui pèserait sur l'activité dans la construction et pourrait affecter la confiance des ménages.

Le ralentissement continue pour les logements autorisés et les mises en chantier

En 2009, 360 500 logements ordinaires³ sont autorisés à la construction en France. Ce nombre baisse de 20 % par rapport à l'année précédente. Les autorisations régressent plus fortement dans le secteur du collectif (-28 %) que dans le secteur individuel (-14 %).

Fin mars 2010, les autorisations de construire poursuivent leur recul sur les douze derniers mois par rapport à la même période un an auparavant : la baisse atteint 12 %⁴.

Avec 316 000 logements ordinaires en France en 2009, les mises en chantier diminuent fortement de 17 % par rapport à 2008. La baisse est plus importante pour les ouvertures de chantiers de logements collectifs (-19 %) que pour celles de logements individuels (-16 %). Fin mars 2010, la variation en année glissante reste négative : -15 %.

En Aquitaine

Le recul se poursuit pour les autorisations de construire de logements neufs

En 2009, avec plus de 25 450 logements, les autorisations de construire diminuent de 20 % par rapport à 2008. Cette baisse a été du même ordre que celle observée en France. Fin avril 2010, la variation en rythme annuel reste négative (-13 %).

Le secteur du logement collectif enregistre le repli le plus important : -23 % avec 9 500 unités totalisées en 2009.

Avec 15 970 autorisations, le secteur du logement individuel présente une diminution de 19 % par rapport à 2008.

Baisse accélérée des mises en chantier

Plus de 23 000 logements ont été mis en chantier fin 2009 ; la baisse se poursuit cette année et s'accélère plus vite en Aquitaine (-21 %) qu'au niveau national (-17 %).

Fin avril 2010, la variation en rythme annuel confirme la tendance (-23 %).

Les ouvertures de chantiers de logements collectifs, avec 9 200 unités fin 2009, entraînent

¹ Document Dreal - Le logement - mai 2010

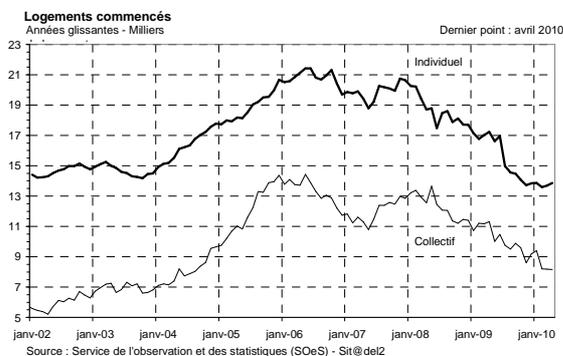
² Extrait de Notes de conjoncture Insee 2010

³ Ne sont pas compris les logements en résidence.

⁴ Source : Sit@del2, SOeS – chiffres et statistiques avril 2010

plus fortement le secteur dans ce repli (-19 %). La baisse en Aquitaine est identique à celle de la France métropolitaine.

Pour le logement individuel, les mises en chantier diminuent un peu plus en Aquitaine (-22 %) qu'en France (-16%) et totalisent 13 850 unités en 2009.



Commercialisation des logements neufs : les ventes repartent à la hausse en 2009

En 2009, près de 5 840 logements ont été vendus, soit une progression de 41 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de ces ventes place favorablement l'Aquitaine par rapport à la France métropolitaine (+ 34 %).

Au premier trimestre 2010, les ventes sont moins élevées qu'à la même période en 2009 (-13 %), mais en rythme annuel la progression se confirme (+ 37 %).

Les ventes d'appartements progressent de 46 %

Commercialisation de l'ensemble des logements neufs

	2008		2009		Evolution 09/08 en %	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
Mises en vente	4 748	93 105	4 446	77 831	-6,4	-16,4
Ventes	4 150	79 400	5 842	106 650	40,8	34,3
Stock de logements proposés à la vente	5 814	110 923	3 787	69 584	-34,9	-37,3

Source : SOeS, enquête sur la commercialisation des logements neufs

en 2009 par rapport à l'année précédente et celles des maisons de 19 %.

La baisse des logements mis en vente se poursuit en 2009 (- 6 %) mais elle est de moins forte ampleur que l'année précédente ; le recul est plus important au niveau national (- 16%).

Au premier trimestre 2010, les logements mis en vente progressent de 37 % par rapport au premier trimestre 2009. La hausse de ces offres se confirme en rythme annuel (+18 %).

Pour l'année 2009, les mises en vente d'appartements ont un niveau presque identique à celui de 2008 (+ 0,5%) tandis que celui des maisons diminue encore (- 30 %).

Sur l'année 2009, les stocks disponibles à la vente baissent de 32 % pour les appartements et de 45 % pour les maisons.

Les délais d'écoulement des stocks ont fortement diminué en une année, mais restent

encore à un niveau élevé. Pour les appartements, ils passent de 16,4 mois en 2008 à 9,9 mois en 2009 et se rapprochent du niveau national (9,8 mois). Pour les maisons, le délai moyen est de 13 mois en Aquitaine, un peu supérieur au niveau français (12,1 mois).

Locaux non résidentiels : stagnation des surfaces autorisées

En 2009, 2,4 millions de mètres carrés de locaux ont été autorisés en Aquitaine, soit un niveau similaire à celui de 2008 (0,5 %).

Fin avril 2010, la variation en rythme annuel présente une tendance à la baisse (-11 %).

Sur l'année 2009, certains secteurs affichent un net repli comme l'industrie (-46 %) et les bureaux(-45 %).

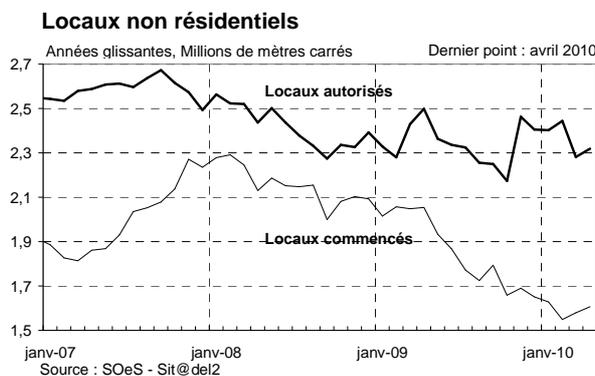
Les surfaces autorisées des locaux de services publics diminuent de 9 %, entraînées par la chute dans le secteur de l'action sociale (-47 %) et de la santé (-43 %). À l'opposé, les surfaces autorisées augmentent pour les entrepôts (+51 %) et les exploitations forestières.

et baisse des mises en chantier

Avec 1,7 million de mètres carrés de bâtiments non résidentiels en 2009, les mises en chantier enregistrent une baisse de 21 % par rapport à 2008. Fin avril 2010, cette tendance se confirme en rythme annuel (-8, .6%)

En 2009, le recul affecte particulièrement le secteur de l'industrie (-45 %) et les bureaux (-35 %). Au contraire, les surfaces des exploitations agricoles (+16 %) et de l'hébergement hôtelier (+5 %) progressent.

Les surfaces mises en chantier chutent de 28 % pour les services publics ; dans cette catégorie, seul le secteur de la santé n'enregistre pas de repli (+12,8 %).



Travaux publics en Aquitaine : baisse du chiffre d'affaires et des investissements en 2009

Fin 2008, le chiffre d'affaires des travaux publics aquitains de 2,26 milliards d'euros diminue de 0,7 % pour la région par rapport à l'année précédente. Il augmente légèrement de 0,4% pour la France entière.

Les chiffres d'affaires des deux principaux secteurs, les travaux routiers et l'adduction d'eau et assainissement, baissent de 5 % en une année.

Travaux publics

Répartition du chiffre d'affaires aquitain en 2008

	en %	
	Evolution	
	2008	2008/07
Travaux routiers	39	-5
Adduction d'eau, assainissement	21	-5
Terrassements	16	9
Réseaux électriques	10	-12
Ouvrage d'art et équipement industriel	8	42
Fondations spéciales, travaux souterrains, travaux maritimes et fluviaux	5	11
Voies ferrées	2	-9

Source : Fédération et Syndicat des Travaux Publics d'Aquitaine

En 2008, les collectivités locales de la région représentent 50 % de la clientèle des entreprises de travaux publics (3 points de moins qu'en 2007). Les perspectives d'investissements en 2009 des conseils généraux sur les routes départementales seraient de 205 millions d'euros, soit une diminution de 13 % par rapport à l'année précédente⁵.

En 2009, l'activité des travaux publics s'est dégradée dans un marché étroit et plus concurrentiel, où la tonicité des commandes publiques ne compense pas l'atonie des offres du secteur privé. L'ensemble des professionnels du BTP a réduit ses dépenses d'investissement, en particulier dans la filière des travaux publics où le repli est plus marqué⁶.

Travaux publics en Aquitaine

	Evolution 2009/2008 en %
Chiffres d'affaires	- 8,5
Investissements	- 36,8

Source : Banque de France

Enquête de tendance réalisées début 2010 auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises ou d'établissements aquitains.

En France, selon les entrepreneurs interrogés en avril 2010, le climat conjoncturel tend à se dégrader dans les travaux publics.

Selon les chefs d'entreprise, le repli de l'activité a été plus prononcé au premier trimestre. La contraction de l'activité s'est accentuée sur la période récente. Les entrepreneurs sont plus nombreux qu'en janvier à juger leurs carnets de commandes inférieurs à la normale pour cette période de l'année⁷.

Habitat social : un parc en stagnation

Au premier janvier 2009, le patrimoine social de l'Aquitaine s'élève à 137 200 logements, en progression de 0,4 % sur un an contre 2,4 % l'année précédente. La crise a rendu les montages financiers plus difficiles à réaliser et incite les bailleurs à différer leurs projets. L'offre locative, 10 logements sociaux pour 100 résidences principales, stagne et demeure nettement inférieure à la densité nationale.

Le parc est à plus des trois quarts composé d'immeubles collectifs. La part de l'habitat individuel continue de progresser. En janvier 2009, le loyer moyen mensuel pratiqué par mètre carré de surface corrigé est de 2,87 €, en hausse de 2,9 %. Le déficit de logements sociaux reste très prégnant. En 2009, un plan de relance et un programme exceptionnel lancés par le gouvernement ont eu un impact positif sur la production de logements sociaux.

Source : Dreal Aquitaine.

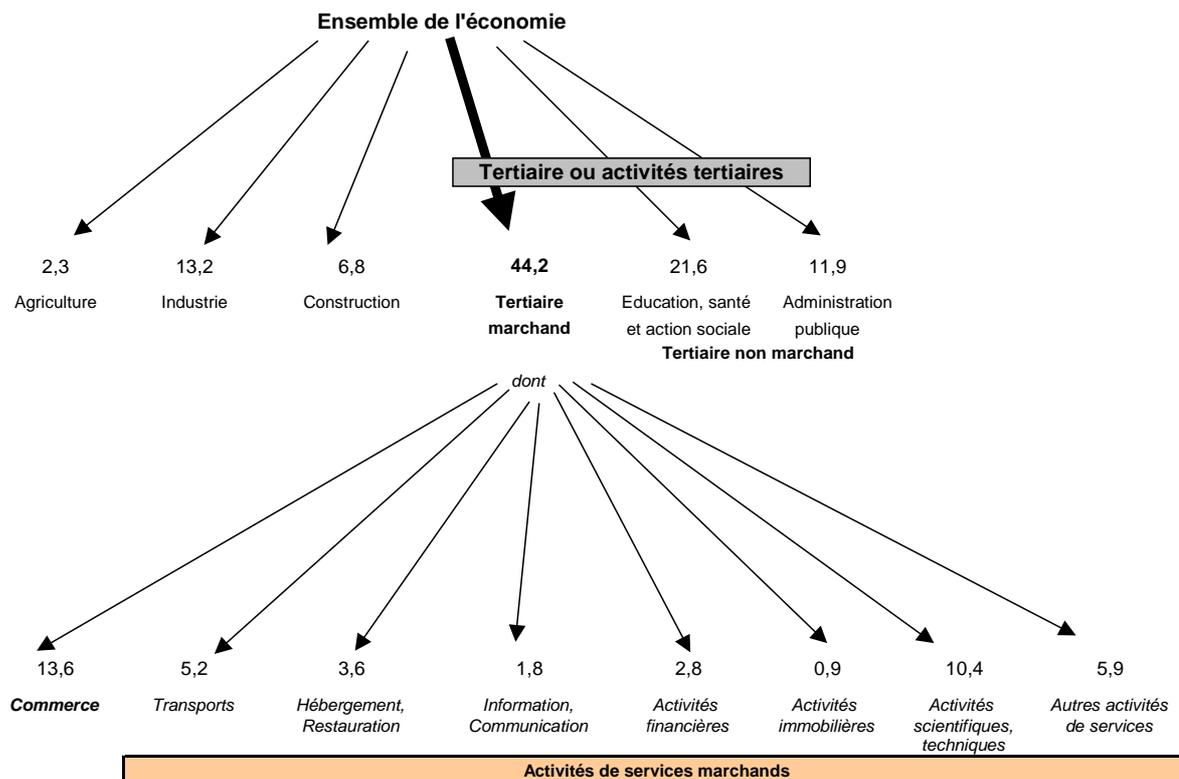
⁵ Budgets primitifs. Ne sont pas pris en compte les budgets des groupements sans fiscalité propre. Source Cebatrama, Observatoire régional du BTP

⁶ Extrait : Banque de France, les entreprises en Aquitaine - 24 mars 2010.

⁷ Insee- Informations rapides – 26 avril 2010

La part des services dans l'économie aquitaine

en % d'emploi salarié au 01/01/2009



Source : Insee - Estimations d'emploi localisées

Moins de voyageurs dans les avions et les TER aquitains en 2009

Chute des transports de marchandises

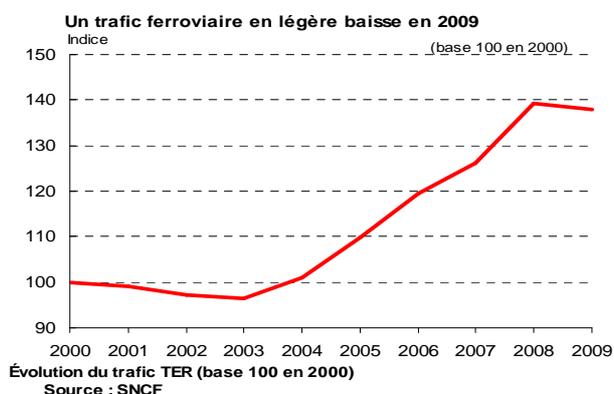
En 2009, les transports, dont l'activité suit le mouvement de l'économie, sont globalement affectés par la chute de la production. Portés par un parc automobile accru et un prix du carburant en moyenne plus bas, les déplacements des ménages réaugmentent, notamment en voiture particulière. Au total, le transport de voyageurs échappe formellement à la récession, mais la baisse du transport en commun est notable.

En Aquitaine, interrompant la tendance passée, le trafic voyageurs subit une baisse importante pour le mode aérien (- 7 %) et plus légère en ce qui concerne le mode ferroviaire (- 1 % pour les TER). Les effets de la crise économique se ressentent et le nombre de passagers internationaux chute. Sur les routes, le trafic en voitures particulières progresse.

Les dépenses de transports dans la consommation des ménages en France reculent en volume en 2009 pour la deuxième année consécutive. Le trafic aérien se contracte sous l'effet du repli du nombre de voyages des résidents français tant en France qu'à l'international. L'activité TGV de la SNCF est en retrait par rapport aux années passées.

En 2009, en Aquitaine, la fréquentation des trains express régionaux (TER) diminue de 1,1 % en nombre de voyageurs*kilomètres, stoppant ainsi la dynamique d'augmentation de fréquentation commencée en 2003. Sur les cinq liaisons TER les plus importantes en trafic, seule la liaison Bordeaux-Arcachon connaît une augmentation. La plus forte baisse de trafic touche la ligne Bordeaux-Hendaye. A l'inverse, Bordeaux-Pau-Tarbes profite de la hausse la plus élevée.

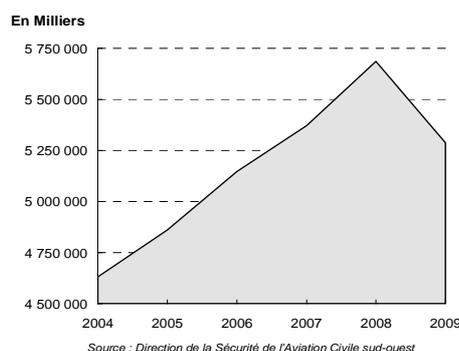
Les raisons de cette inversion de tendance sont multiples : un contexte climatique difficile pour le sud de l'Aquitaine et en particulier les conséquences de la tempête Klaus au début de l'année 2009 ; un volume de travaux sur les voies plus important que les années précédentes ; le contexte économique défavorable en cette période de crise ; et enfin une évolution du système de comptage des voyageurs par la SNCF qui ne prend plus en compte à partir de 2009 des bénéficiaires de la carte Sésame (demandeurs d'emploi).



Moins de passagers étrangers dans les aéroports

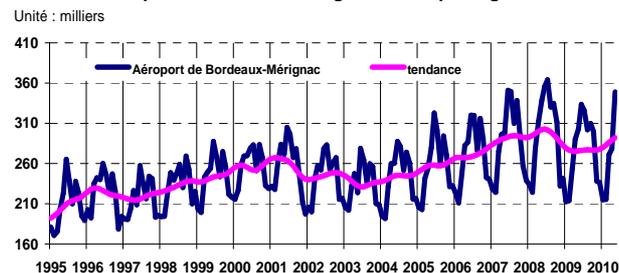
Selon l'Association internationale de transport aérien, le trafic aérien mondial de passagers a baissé de 3,5 % en 2009 par rapport à 2008, ce qui en ferait la plus forte baisse depuis la Seconde guerre mondiale. Sur le territoire national, le recul du nombre de passagers est du même ordre (- 3,9 %). En Aquitaine, le nombre de passagers locaux des aéroports s'élève en 2009 à 5,3 millions de passagers, soit une diminution de 7 % par rapport à 2008. Il repasse en dessous du niveau de 2007.

Le trafic passagers baisse en 2009 dans les aéroports aquitains



En 2009, le trafic de l'aéroport de Bordeaux Mérignac est en baisse de 7 %, due surtout à un fort déficit de passagers internationaux (- 15 % contre - 3 % pour les nationaux) par rapport à 2008. Trois nouvelles liaisons à bas coût sont créées (Bâle, Liverpool et Charleroi). Et douze lignes sont supprimées : 4 lignes par des compagnies nationales et 8 par des compagnies à bas coût. Sur les 4 premiers mois de 2010, le trafic est légèrement en hausse.

Aéroport de Bordeaux-Mérignac : trafic passagers



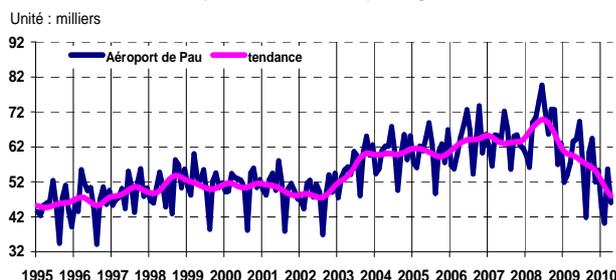
Source : Direction de l'Aviation civile du Sud-Ouest

véhicules-jour en moyenne), sur la RN10 dans les Landes et sur l'A63 augmente en moyenne de 3 % pour revenir à des valeurs équivalentes à 2007. Cependant sur la RN10 à Reignac, le trafic VL diminue de 2 %, et ce pour la première fois depuis 2001 ■

L'aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne perd les liaisons Shannon et Francfort par Ryanair et Copenhague par Sterling, mais gagne deux nouvelles liaisons à bas coût : Marseille par Ryanair et Helsinki par Blue One. Même si le nombre de passagers nationaux augmente de 4,7 %, le trafic total y diminue de 1,6 %. L'aéroport de Pau Pyrénées cumule en 2009 les effets de la conjoncture économique et de la fermeture de l'aérodrome (3 semaines en été) pour des travaux de réfection de piste. Aussi, le trafic de passagers accuse une chute de 15,5 % par rapport à 2008.

Les résultats de début 2010 ne sont pas encourageants.

Aéroport de Pau : trafic passagers



Source : Direction de l'Aviation civile du Sud-Ouest

Pour l'aéroport d'Agen - La Garenne, le nombre prévisionnel de 22 000 passagers pour la deuxième année de la liaison Agen-Paris avec obligation de service public est largement dépassé : 27 000 passagers embarqués en 2009. La situation économique, notamment celle de la Grande-Bretagne, impacte les résultats de l'aéroport de Bergerac-Dordogne-Périgord : baisse du trafic de 7 % en 2009.

Progression du trafic sur l'axe Nord-Sud

La diminution du trafic moyen journalier de Véhicules Légers (VL), observée en 2008¹, ne se confirme pas pour l'année 2009 sur l'axe Nord-Sud. Le trafic sur l'axe A10 (24 000

¹ Extrait de l'article rédigé par la Dreal Aquitaine (Bruno Carré)

Chute des transports de marchandises

En France, les premiers résultats des comptes des transports de l'année 2009, soulignent une chute sans précédent du transport intérieur de marchandises. L'activité reprend au deuxième trimestre 2009, mais sans véritable rattrapage.

La part du transport de marchandises longue distance et de l'international diminue, en raison d'une baisse des exportations liée à la situation économique des pays européens, et des importations en lien avec la réduction de la demande intérieure. Tous les modes de transport sont touchés.

En Aquitaine, le mode maritime enregistre une légère hausse du trafic due à la forte augmentation du Port de Bayonne malgré une diminution du Grand Port Maritime de Bordeaux. Les exportations des bois issus de la tempête Klaus ont soutenu le trafic. Les autres modes de transport subissent les effets de la crise économique. Le fret ferroviaire continue de baisser en 2009. Le trafic Poids Lourds diminue de 10 % et le trafic par transport combiné chute de 30 %.

Le trafic maritime de l'Aquitaine en 2009 progresse de 2,4 % par rapport à l'année précédente, la baisse du trafic du Grand Port Maritime de Bordeaux étant compensée par la hausse du trafic du port de Bayonne. La croissance du trafic maritime, pour l'année 2008, était due à la situation inverse. Dans ces deux ports, en 2009, les importations diminuent tandis que les exportations progressent.

Un résultat en baisse, en 2009, pour le Grand Port Maritime de Bordeaux

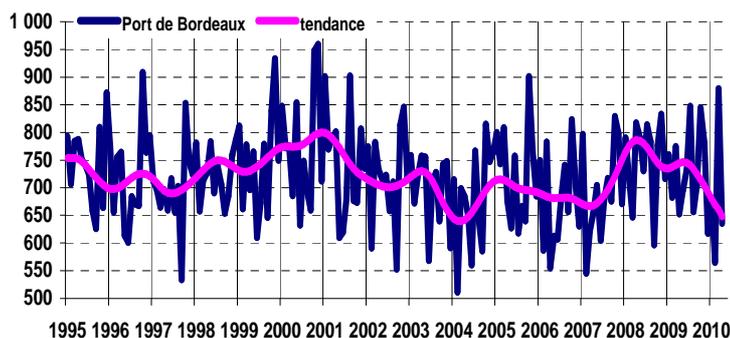
Marquée par les effets de la crise économique, mais aussi par le plan de relance de l'économie et le soutien affirmé des collectivités locales, l'année 2009 s'achève au port de Bordeaux sur un tonnage global de 8,8 Mt, en diminution de 2,9 % par rapport à l'année précédente, année record de la décennie. Le résultat de l'année 2009 reste supérieur à ceux des années antérieures.

Les importations accusent un repli de 6,8 %. Les produits raffinés (tourteaux, huiles...) sont en légère baisse. Mais ces baisses sont largement compensées par le développement de la trituration de graines par la société SAIPOL à Bassens. Dans un contexte international durement touché, les engrais manufacturés chutent de 30 % avec 210 000 tonnes. Néanmoins l'ammoniac importé à Ambès dépasse les 320 000 tonnes, soit une augmentation de 15 %.

Par ailleurs, le ralentissement économique dans le secteur de la construction, déjà constaté en 2008, affecte les granulats (- 22 %), le ciment et les laitiers (- 42 %) et les importations de bois tropicaux (- 74 %). Au terme de la première année complète d'exploitation des nouvelles installations de la SOBIB à Blaye, les importations de bitumes doublent quasiment.

Port de Bordeaux : trafic de marchandises

Unité : milliers de tonnes



Source : Direction des transports maritimes, des ports et du littoral

Trafic majeur de biocarburants

Les exportations d'un tonnage de 2,5 Mt progressent de 9 % pour 2009. Les sorties de pétrole brut retrouvent un schéma logistique efficace et gagnent 30 000 tonnes avec au total 260 000 tonnes exportées. Les biocarburants atteignent 130 000 tonnes et constituent de ce fait un trafic majeur. Les exportations de céréales sont en baisse de 11 %, mais demeurent au-delà du million de tonnes. La baisse des sorties d'huiles est compensée par la croissance des sorties des graines et des tourteaux de tournesol, sous-produits de trituration locale. Les volumes de bois issus de la tempête Klaus de janvier 2009 soutiennent les exportations de bois. Elles progressent de plus de 20 000 tonnes avec un total de 235 000 tonnes.

Record de conteneurs

Ces exportations permettent de soutenir le trafic conteneurisé du port de Bordeaux qui dépasse les 770 000 tonnes (+ 27 %) et atteint en 2009 un record historique tant en tonnage qu'en nombre de conteneurs manutentionnés (80 000 EVP, Équivalent Vingt Pieds, soit + 44 %). Ces exportations de bois vers l'Extrême-Orient permettent la mise en place d'un second service de *feeder* par l'armement CMA-CGM et la desserte d'un nouveau hub européen par MSC Verdon.

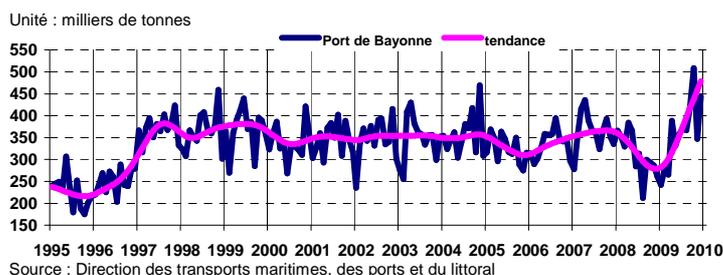
Port de Bayonne : +15 % de hausse de trafic

Le port de Bayonne connaît une hausse de son trafic de 15,2 % avec 4,3 Mt de trafic en 2009. Cette hausse est essentiellement due à une forte augmentation du tonnage des exportations des autres marchandises diverses et des mouvements des autres solides en vrac. De nouveaux trafics font leur apparition : celui du ballast lié à la réfection des voies ferroviaires entre Hendaye et Bayonne et celui du bois des Landes, tombé suite à la tempête Klaus.

Le trafic des liquides en vrac baisse de 7 %. Ce chiffre est dû à un recul des importations des produits pétroliers (- 38 %). Pour les solides en vrac, le trafic est en repli de 3 %. Les mouvements de céréales diminuent de 25 %, ceux des engrais de 35 % (malgré une forte augmentation des exportations).

Les importations de minerais augmentent de 18 % avec un tonnage de 867 000 tonnes.

Port de Bayonne : trafic de marchandises



Trafic routier de marchandises en baisse de 10 %

L'année 2009 est marquée par une forte baisse du trafic du transport routier de marchandises. Après une hausse en 2007 et 2008, les flux totaux en Aquitaine baissent de 10 % pour l'année 2009. La baisse sur les flux de marchandises entrant (venant de France ou de l'étranger) et sortant (partant en France ou à l'étranger) est plus sensible que celle sur les flux internes à la région. Ces données concernent les tonnages réalisés par des utilisateurs de véhicules routiers de transport de marchandises, sous pavillon français, sans considération de la localisation géographique de l'entreprise ou de l'établissement qui utilise les véhicules.

Le trafic des flux intra-aquitains diminue de 8,6 % par rapport à 2008 avec un trafic de 94 millions de tonnes. Le volume du flux de marchandises entrant en Aquitaine est quasiment identique au volume de marchandises sortant de l'Aquitaine, avec une baisse d'environ 16 %.

Trois fois plus de camions sur la nationale 10 au Nord de Bordeaux que sur l'autoroute A 10

En 2009, la baisse du trafic Poids lourds (PL) sur l'axe Nord-Sud engagée en 2008 se confirme. La conjoncture économique en Espagne n'est sans doute pas étrangère à cette tendance. À l'exception de Magescq (avec un trafic PL équivalent à celui de 2008), les autres trafics PL diminuent sensiblement. Le trafic sur l'A 10 Pons connaît la plus forte baisse. Cependant, ce trafic PL ne s'est pas reporté sur la RN 10, puisque, pour la première fois depuis 2002, le trafic PL à Reignac diminue de 4 %. Néanmoins l'écart de trafic entre l'A 10 et la RN 10 continue d'augmenter, il circule près de trois fois plus de PL sur la RN 10 que sur l'A 10.

Le fret ferroviaire toujours en baisse

La baisse de l'activité fret ferroviaire se poursuit en 2009. Le trafic se situe à 6,4 millions de tonnes avec une baisse pour l'Aquitaine de près de 2 millions de tonnes (23 %) par rapport à l'année 2008.

Expéditions et arrivages diminuent. Les expéditions totalisent 2,7 millions de tonnes et diminuent de 18 % entre 2008 et 2009. Les arrivages sont supérieurs aux expéditions, mais ils décroissent de 27 % pour atteindre 2,6 millions de tonnes.

Transport combiné : moins de 500 000 tonnes

L'activité du transport combiné est mesurée à partir des résultats de l'entreprise Novatrans sur les plates-formes de Bordeaux-Hourcade et Bayonne-Mouguerre.

Le transport combiné est le transport de marchandises de bout en bout dans un même conteneur ou une même caisse mobile utilisant successivement plusieurs modes de transport. Chez les professionnels du secteur, l'appréciation du transport combiné est effectuée en unité de transport intermodal (UTI). L'unité de transport intermodal correspond à des conteneurs, caisses mobiles et semi-remorques convenant au transport intermodal.

En 2009, le transport combiné de Novatrans, avec 472 000 tonnes, chute de 30 %. En UTI, le trafic baisse de 35 % et s'élève à 27 000 UTI. Cette diminution importante est due à une chute sensible du trafic sur les deux plates-formes, et en particulier sur la plate-forme de Bayonne-Mouguerre (- 42 % en tonnage et - 46 % en UTI). Les échanges avec l'Espagne ont probablement baissé, étant donné la crise économique particulièrement vive au-delà des Pyrénées ■.

Une situation tendue dans le commerce, mais de nombreuses créations

Dans un contexte de profonde récession, le pouvoir d'achat des ménages progresse de 1,6 % en 2009, notamment grâce à la baisse de l'inflation. La consommation des ménages résiste momentanément soutenue par la prime à la casse dans le secteur automobile.

En Aquitaine, l'emploi dans le commerce se redresse fin 2009 et au premier trimestre 2010.

Au quatrième trimestre 2009, « l'effet automobile » soutient nettement la demande. Les ménages ont anticipé leurs achats de véhicules avant que ne se durcissent, au premier janvier 2010, les conditions d'attribution de la prime à la casse et du bonus-malus. Ce rebond de la consommation automobile a entraîné la consommation en produits manufacturés (+2,9 %).

Mais selon les chefs d'entreprise interrogés en mai 2010 au niveau national, la conjoncture dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile est un peu moins bonne : l'indicateur synthétique du climat des affaires diminue légèrement tout en restant supérieur à son niveau moyen. D'après les détaillants, l'activité a continué de se renforcer ces derniers mois et cette vigueur se maintiendrait : chacun des soldes relatifs aux prévisions de ventes et aux intentions de commandes est désormais supérieur à son niveau moyen. Cependant, cette progression est principalement le fait du commerce généraliste alimentaire.

La situation du commerce spécialisé non alimentaire est moins favorable : l'activité passée est toujours déclarée peu dynamique et cette atonie se poursuivrait au vu des perspectives de ventes et des intentions de commandes. Le secteur spécialisé du « culture-loisirs-luxe » est le plus touché.

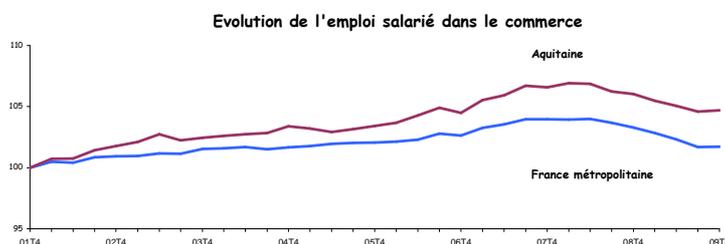
Concernant les entreprises commerciales implantées en Aquitaine, la Banque de France¹ observe en 2009 un ralentissement de l'activité du commerce de gros plus important que celui qui était attendu en début d'exercice ; il impacte l'ensemble des branches. Cette évolution, plus marquée sur le marché domestique qu'à l'exportation, se traduit par une contraction modérée des effectifs. Les pronostics pour l'année en cours tablent sur un rebond mesuré des affaires, qui ne permettrait pas de rétablir les niveaux d'activité précédents. Les effectifs

globaux se sont érodés, mais l'ampleur de cette diminution demeure mesurée.

Redressement de l'emploi dans le commerce

Selon les estimations d'emploi salarié réalisées par l'Insee, les effectifs salariés du commerce qui régressaient depuis le 3^e trimestre 2008 se redressent en fin d'année 2009 et au premier trimestre 2010. Le déficit s'élève à 2 000 emplois pour l'année 2009 (déjà 800 emplois perdus en 2008).

Fin mars 2010, il y aurait 153 900 emplois salariés dans le commerce aquitain.



Source ; Insee, estimations d'emploi

Pour 2010, le niveau de l'emploi du commerce de gros se maintiendrait à son niveau actuel, les recrutements programmés dans le négoce de produits alimentaires compensant les allègements observés dans les autres branches.

Selon l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque de France en mai 2010, l'activité commerciale progresse légèrement par rapport au mois précédent. Les ventes de produits alimentaires et celles des produits industriels s'accroissent de 1,1 %. Parmi ces derniers, le négoce de produits électroniques grand public a fortement augmenté, entraîné par un bond des achats de téléviseurs en vue de la Coupe du Monde de football. Le textile-habillement, la chaussure et le bricolage s'inscrivent en revanche en repli. Le petit commerce constate une hausse de ses courants d'affaires de 1,5 %. Les ventes de la grande distribution ont très légèrement augmenté de 0,5% d'un mois sur l'autre. Les grands magasins ont observé une progression de leurs volumes de +4.9%. Les ventes des hypermarchés ont augmenté de +1.2 % alors que celles des supermarchés se sont tassées de -0.3%. La vente à distance a enregistré un recul de -0.8%.

¹ Extrait de « Les Entreprises en Aquitaine / Bilan 2009 et Perspectives 2010 – Mars 2010 » BANQUE DE FRANCE

Les créations compensent en partie les cessations

En Aquitaine, 44 210 établissements commerciaux exercent leur activité en magasins, sur éventaires et marchés ou par correspondance. En 2009, ils représentent 23 % de l'ensemble des établissements aquitains.

Le nombre de créations d'entreprises commerciales atteint un niveau record en 2009 avec 7 360 nouvelles unités, soit 73 % de plus qu'en 2008. Le nouveau régime d'auto-entrepreneur explique cette augmentation sans précédent, observée dans pratiquement tous les secteurs d'activité. Plus de la moitié des créateurs d'entreprises de 2009 sont des auto-entrepreneurs. Mais en dehors de ce nouveau statut, le nombre de créations dans le commerce diminue de 20 % entre 2008 et 2009.

Le nombre de défaillances d'entreprises commerciales jugées au cours de l'année 2009 est en hausse de 7 % par rapport à l'année 2008, et représente un quart des défaillances d'entreprises aquitaines ■

Le **commerce de détail** consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client (de meubles ou d'électroménager par exemple). La commercialisation d'un bien comprend généralement successivement une activité de commerce de gros (commerce interentreprise) suivie d'une activité de commerce de détail mais certains biens (biens d'équipement) ne font pas l'objet de commerce de détail.

Le **commerce de gros** consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, des utilisateurs professionnels (industriels ou commerciaux) ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues. Les intermédiaires du commerce de gros mettent, quant à eux, en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises (il s'agit des commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, etc.).

Les commerces de proximité en Aquitaine, une réalité pour une commune rurale sur deux

En Aquitaine, le quart de la population rurale manque de commerces de proximité dans sa commune. Cette proportion est la même qu'au niveau national.

La moitié des communes rurales aquitaines ne disposent pas de commerces de proximité.

Boulangeries, boucheries, supérettes, pharmacies, tabacs... autant de commerces de proximité dans lesquels la population se rend fréquemment.

Au 1^{er} janvier 2008, en France métropolitaine, 600 000 commerces, sur un total de 830 000, peuvent être qualifiés de « commerces de proximité ». Leur nombre a légèrement augmenté depuis 2002, mais moins vite que le nombre total de commerces : respectivement 0,6 % et 1,4 % en moyenne par an entre 2002 et 2008. Aussi la proportion de commerces de proximité baisse en six ans et s'établit à 72 % en 2008.

Ces points de vente emploient la moitié des salariés du commerce en 2007 et se retrouvent en grand nombre dans les secteurs de l'alimentation spécialisée, de l'habillement et des magasins populaires.

Repérage du commerce de proximité

Le repérage du commerce de proximité a été défini dans le cadre des travaux du Conseil stratégique du commerce de proximité, installé en 2009. Il regroupe l'ensemble des commerces de quotidienneté et des commerces en pôle de vie.

Le commerce de quotidienneté regroupe les commerces pour lesquels les achats des consommateurs sont quotidiens, ou du moins très fréquents : commerce alimentaire spécialisé (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons, de tabac et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries et pharmacies.

Par ailleurs, dans les grandes communes (en général plus de 10 000 habitants), le commerce se concentre dans certains quartiers, dans certaines rues. La présence des commerces contribue au dynamisme et à la vitalité de ces quartiers. Ils constituent des pôles de vie qui sont caractérisés par la présence d'activités « locomotives », principalement des commerces alimentaires. Dans les grandes communes, ces pôles de vie sont repérés par la présence, dans un rayon de moins de 300 mètres, d'au moins quatre activités du commerce de quotidienneté hors commerce sur éventaires et marchés, traiteur et pharmacie

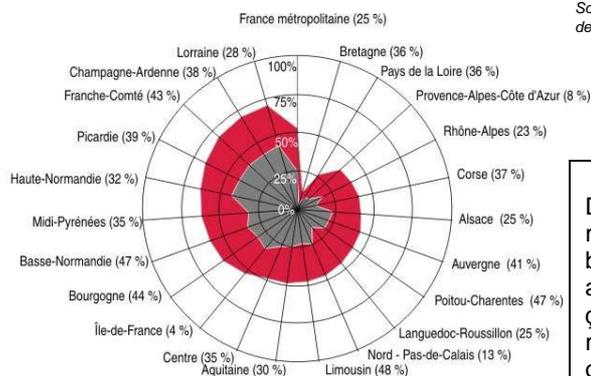
Dans l'urbain, (ensemble des unités urbaines), ces commerces de proximité sont de

taille plus petite que les autres points de vente ; ils emploient en moyenne 2,6 salariés. Leur nombre s'est accru entre 2002 et 2008. Au sein des entreprises qui ne possèdent qu'un point de vente, les commerces de proximité sont plus dynamiques que les autres ; leur chiffre d'affaires croît de 1,1 % en moyenne par an depuis 2001.

Dans le rural (ensemble des communes n'appartenant pas à une unité urbaine) les commerces de proximité sont en légère diminution, mais la moitié des communes rurales du territoire métropolitain en disposent.

Dans l'Ouest de la France, l'équipement des communes en commerces de proximité est quasiment généralisé. Ce commerce de proximité est moins accessible dans les régions les plus montagneuses. En Aquitaine, la moitié des communes rurales ne disposent pas de commerces de proximité. Aussi le quart de la population rurale manque de commerces de proximité dans sa commune et doit se déplacer dans une autre commune.

En Aquitaine, 24 % de la population rurale ne dispose pas de commerces de proximité dans sa commune



■ Part de communes rurales n'ayant pas de commerces de proximité (en %)
 ■■ Part de la population rurale résidant dans une commune sans commerce de proximité (en %)

Un ménage aquitain ne disposant pas de commerces de proximité dans sa commune met en moyenne entre 4 et 4,5 minutes en voiture (aller seulement) pour se rendre dans le commerce le plus proche.

La région Aquitaine dans une situation moyenne pour les commerces de proximité

en %	Part de communes rurales n'ayant pas de commerces de proximité	Part de la population rurale résidant dans une commune sans commerce de proximité	Part de la population rurale
Bretagne	12	4	36
Pays de la Loire	26	9	36
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38	10	8
Rhône-Alpes	39	18	23
Corse	41	12	37
Alsace	41	23	25
Auvergne	43	22	41
Poitou-Charentes	44	21	47
Languedoc-Roussillon	45	15	25
Nord - Pas-de-Calais	47	25	13
Limousin	47	22	48
Aquitaine	48	24	30
Centre	49	26	35
Île-de-France	54	33	4
Bourgogne	58	31	44
Basse-Normandie	60	34	47
Midi-Pyrénées	62	31	35
Haute-Normandie	64	43	32
Picardie	66	42	39
Franche-Comté	69	42	43
Champagne-Ardenne	70	42	38
Lorraine	70	43	28
France métropolitaine	53	25	25

Lecture : dans la région Aquitaine, 48 % des communes rurales n'ont pas de commerces de proximité. Elles abritent 24 % de la population rurale de cette région, laquelle représente 30 % de la population totale de l'Aquitaine en 2006.

Champ : France métropolitaine.

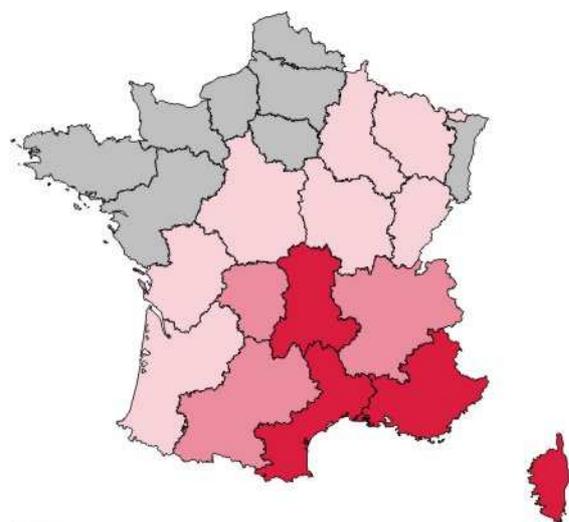
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene 2008), recensement de la population 2006.

Définitions

Dans cette étude, le terme de commerce fait référence à un point de vente appartenant à un ensemble de secteurs d'activité qui diffère du commerce au sens strict de la nomenclature d'activités française puisqu'il comprend des points de vente théoriquement classés dans l'industrie agroalimentaire ou les services. Plus précisément, dans la nomenclature NAF rév. 1 de 2003, il s'agit des secteurs suivants : le commerce de détail (groupes 52.1 à 52.7), l'artisanat commercial (classes 15.1F, 15.8B, 15.8C et 15.8D) et certains services aux particuliers, la restauration (55.3), les cafés-tabacs et débits de boissons (55.4A et 55.4B), les traiteurs (55.5D), les blanchisseries-teintureries de détail (93.0B), la coiffure (93.0D) et les soins de beauté (93.0E). Certains équipements ayant des activités similaires ont été regroupés sous les dénominations suivantes :

- « boulangerie et pâtisserie » : cuisson de produits de boulangerie, boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie ;
- « boucherie et charcuterie » : commerce de détail de viandes et de produits à base de viande, charcuterie ;
- « cafés-tabacs » : cafés-tabacs et débits de boissons.

Temps d'accès moyen à un commerce de proximité pour la population résidant dans une commune rurale sans commerce de proximité



- Plus de 5 minutes
- Entre 4 minutes 30 secondes et 5 minutes
- Entre 4 minutes et 4 minutes 30 secondes
- Moins de 4 minutes

Champ : France métropolitaine.

Sources : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene), recensement de la population 2006 ;

Inra, distancier Odomatrix.

Soutien aux entreprises : créations d'entreprises record et défaillances encore en hausse en 2009

Les activités de soutien aux entreprises (NAF rev2, 2008, cf. tableau ci-dessous), comptent, début 2009, 25 660 établissements, soit 13 % des établissements de la région. Ils sont principalement localisés dans les départements les plus urbanisés, la Gironde (50 %) et les Pyrénées-Atlantiques (21 %).

L'Aquitaine se caractérise par un réseau de petits établissements. Six sur dix n'ont pas de salarié. Trois établissements sur dix emploient moins de dix salariés. Fin 2008, environ 112 680 salariés travaillent dans ce secteur. L'effectif salarié a diminué de 2 360 personnes entre fin décembre 2007 et fin décembre 2008.

Les **activités spécialisées, scientifiques et techniques** regroupent 40,5 % des salariés des services aux entreprises. Seulement 3,5 % travaillent dans la recherche et le développement. Les activités d'architecture, ingénierie, analyses techniques emploient 12 % des salariés, et les cabinets juridiques et comptables 10,5 %.

Les **services administratifs et autres activités de soutien** emploient 59,5 % des salariés des services aux entreprises. Les activités liées à l'emploi (agences de placement de main-d'œuvre et celles de travail temporaire) regroupent un quart des salariés. Les services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement (nettoyage des locaux ou du matériel, aménagement paysager) occupent 18 % des salariés.

▲ Les créations d'entreprises dans ce secteur explosent en 2009 (+ 131 %), activités largement investies par les auto-entrepreneurs. Ainsi 6 320

nouvelles unités sont enregistrées, dont près des deux tiers sous ce nouveau statut. En dehors de ce nouveau régime, les créations de ce secteur diminuent de 19 % entre 2008 et 2009.

▲ En 2009, 330 défaillances d'entreprises de ce secteur sont jugées en Aquitaine, soit une augmentation de 12 % qui survient après une hausse de 27 % enregistrée l'année précédente. Sur le plan national, le nombre de défaillances d'entreprises diminue légèrement : - 0,6 %.

Extrait de la publication : « Les Entreprises en Aquitaine, Bilan 2009 et Perspectives 2010 » de mars 2010 - Banque de France

En 2009, le chiffre d'affaires des services marchands, tiré vers le bas par ses donneurs d'ordres, a globalement reculé de 7,4 %, malgré l'orientation plus favorable des affaires observée en fin d'année. Le ralentissement de l'activité concerne plus particulièrement le transport routier, alors que les autres services aux entreprises résistent mieux. Cette tendance se traduit par un recul général des effectifs plus marqué que dans l'industrie, une modération des politiques d'investissements et une fragilisation de la rentabilité.

Les prévisions favorables font état d'une reprise modérée, avec peu de répercussion sur l'emploi et qui préserverait le niveau actuel des résultats. Le secteur des services aux entreprises a mieux résisté dans l'ensemble, grâce à une bonne tenue des activités de conseil et en dépit du recul prononcé de l'intérim.

Section	Libellé des sections	Code Division	Intitulé
M	Activités spécialisées scientifiques et techniques	69	Activités juridiques et comptables
		70	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion
		71	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques
		72	Recherche-développement scientifique
		73	Publicité et études de marché
		74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
		75	Activités vétérinaires
		77	Activités de location et location-bail
N	Activités de services administratifs et de soutien	78	Activités liées à l'emploi
		79	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes
		80	Enquêtes et sécurité
		81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
		82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises

Le secteur du tourisme résiste en 2009 grâce à la clientèle française

En dépit d'un recul d'activité en 2009 dans l'Hexagone, le secteur du tourisme résiste convenablement à la crise économique grâce à la clientèle française. La France reste toujours la première destination mondiale en fréquentation, avec 74 millions de visiteurs non résidents.

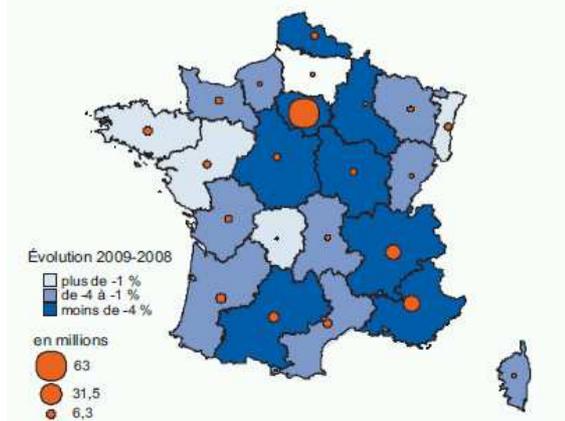
En Aquitaine, l'évolution est plus favorable qu'au niveau national. De mai à septembre 2009, les touristes ont généré 18,3 millions de nuitées, soit 4 % de plus qu'à la saison précédente, grâce à une performance record dans l'hôtellerie de plein air (6 %).

La clientèle étrangère, en particulier les touristes britanniques, a boudé les hôtels aquitains. La clientèle française a accentué sa présence dans la région.

Les premiers résultats de 2010 dans l'hôtellerie sont encourageants. Ils sont meilleurs qu'en 2009.

Sur la saison estivale 2009, l'hôtellerie de plein air enregistre un record historique de 13,5 millions de nuitées, en hausse de 6 % par rapport à 2008.

Nuitées dans les hôtels en 2009



Source : enquête de fréquentation hôtelière - Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Le tourisme en France en 2009

L'hôtellerie de tourisme a pâti de la crise économique mondiale et l'année touristique 2009 en France se distingue par une baisse de la fréquentation hôtelière de 4,9 % par rapport à 2008 et un succès de l'hôtellerie de plein air durant la saison estivale (+ 4,2 %). Dans l'hôtellerie de tourisme, les nuitées françaises, les deux tiers du total, baissent de 1,4 % sur l'année. La fréquentation étrangère chute de 11 %, à cause du contexte économique. Toutes les catégories d'établissements ont souffert de la crise en 2009. Les hôtels classés « deux » et « trois étoiles », qui pèsent le plus, aussi bien par le nombre de nuitées que de chambres, ont été les plus touchés : leur fréquentation a baissé de 5,6 % et 5,0 %. Mais le segment haut de gamme a aussi été très affecté. En revanche, la fréquentation dans l'hôtellerie de plein air progresse (7,2 %) par rapport à la saison d'été 2008, grâce à la clientèle française. La fréquentation étrangère dans les campings recule légèrement (- 1,1 %).

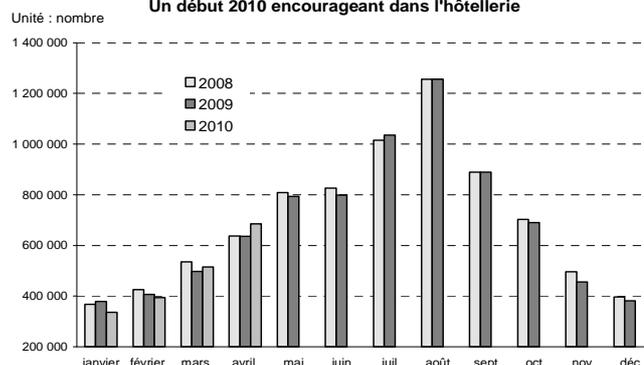
Le tourisme en Aquitaine en 2009

En Aquitaine, l'évolution est plus favorable qu'au niveau national, seulement dix régions affichent un recul de fréquentation hôtelière inférieur à 2 %. Sur l'ensemble de l'année 2009, la fréquentation des hôtels de tourisme chute de 1,7 %, en raison d'un fort repli de la clientèle étrangère (- 13 %). Mais la fréquentation française, soit huit nuitées hôtelières sur dix, augmente de 0,8 %. Le nombre de nuitées diminue davantage au premier semestre (-2,5 %).

Une saison estivale satisfaisante en Aquitaine

Dans un contexte économique difficile, les consommateurs tendent à privilégier le tourisme interne et à se tourner vers des modes d'hébergement moins coûteux. Aussi le bilan touristique de la saison d'été 2009 pour la fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air en Aquitaine est satisfaisant. La région conforte sa position dans le peloton de tête des régions touristiques françaises. Le nombre de nuitées (18,3 millions) pour ces deux modes d'hébergement touristique marchand progresse de 4 % au regard de la saison estivale 2008. Dans l'hôtellerie de plein air, la fréquentation atteint un record alors que dans l'hôtellerie, elle est en quasi-stagnation. Les touristes français soutiennent l'activité des campings, mais également celle de l'hôtellerie. Par ailleurs, les étrangers, en net recul dans les hôtels, montrent un regain d'intérêt pour les campings.

Un début 2010 encourageant dans l'hôtellerie



Source : Insee-Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services

Les premiers résultats de 2010 dans l'hôtellerie sont encourageants, comparés à ceux de 2009. Au niveau national, la reprise de la croissance de la fréquentation hôtelière, amorcée en février se poursuit en mars.

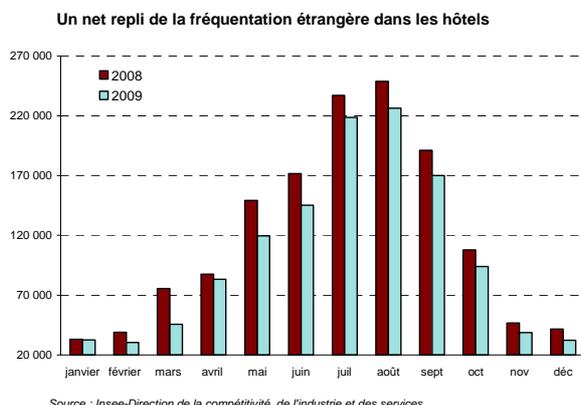
Les hôtels du littoral plus attractifs

Le nombre de nuitées se réduit très légèrement de 0,5 %, après une baisse de 3,5 % en 2008. Seul le mois de juillet est en hausse de 2 % ; la diminution la plus notable se situe en juin : - 3 %. Les hôtels landais et lot-et-garonnais reçoivent moins de clients tandis que ceux de Dordogne font mieux qu'en 2008. Le nombre de nuitées augmente de 2 % dans les hôtels situés en bord de mer, plus particulièrement sur le Bassin d'Arcachon et sur la Côte médocaine. A contrario, il baisse de 1,7 % dans les hôtels des zones intérieures. Dans la zone thermale des Landes, la diminution de 11 % confirme un mouvement observé depuis 5 ans. La fréquentation des hôtels de la ville de Bordeaux, qui recueille 36 % des nuitées de la Gironde, recule de 4,7 %. Elle a surtout souffert du repli de la clientèle étrangère (-12,9 %).

Globalement, la fréquentation des hôtels de catégorie 0, 2 et 3 étoiles s'effrite. Inversement, celle des établissements 1 étoile (14 %) et 4 étoiles ou plus (6 %) se développe. Le nombre de chambres offertes croît faiblement, le taux d'occupation moyen de 62,5 %, en retrait de 2,4 points sur un an, confirme une tendance amorcée depuis deux ans.

Les Britanniques « absents » des hôtels

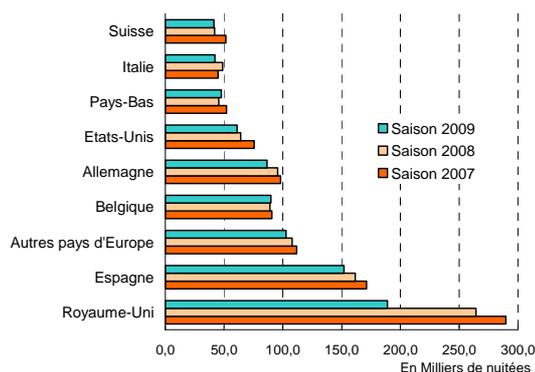
Les touristes étrangers délaissent les hôtels de la région. Toutes les catégories d'hôtels sont touchées par la désaffection de la clientèle internationale. Les baisses de fréquentation s'échelonnent principalement entre 9 % et 18 %, tant au niveau des zones touristiques que départementales, avec cependant quelques exceptions.



Ainsi en Dordogne, la fréquentation ne se rétracte que de 7 %, alors qu'elle chute de 21 % en Lot-et-Garonne et de 23 % dans la zone touristique du Béarn.

La fréquentation des touristes britanniques, très présents habituellement, accuse un déficit notable : le nombre de nuitées chute de 29 %. Depuis le début de la crise, en 2008, la parité de la livre par rapport à l'euro est défavorable aux touristes britanniques.

Fréquentation hôtelière des principales clientèles étrangères



Afflux des touristes français dans les hôtels

A contrario, les touristes français plébiscitent davantage les hôtels aquitains, compensant pratiquement la chute de la fréquentation étrangère. En 2009, le nombre de nuitées des résidents français augmente de 2,5 % et représente 82 % des nuitées hôtelières. Un tiers des nuitées de ces vacanciers sont localisés dans des hôtels en bord de mer et deux tiers dans des zones touristiques intérieures. Ainsi, le Périgord noir et l'intérieur du Pays basque bénéficient largement du gain de fréquentation de la clientèle française.

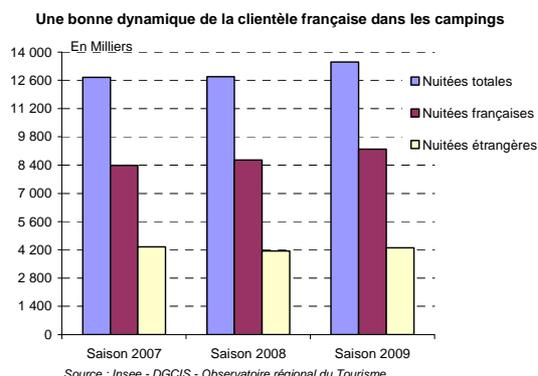
Bonne saison pour l'hôtellerie de plein air

Sur la saison estivale 2009, l'hôtellerie de plein air enregistre un record historique de 13,5 millions de nuitées, en hausse de 6 % par rapport à 2008. Le niveau exceptionnel de 2006, dû aux conditions climatiques très favorables dont avait bénéficié la région, est dépassé. En termes de nuitées, tous les départements affichent de bons résultats. Les campings situés sur le littoral sont les plus attractifs, ils recueillent sept nuitées sur dix. Cependant la fréquentation augmente davantage dans les terrains hors littoral (8 % contre 5 %). Moyennant une forte mobilisation de tous les acteurs, la tempête Klaus, qui a

durement touché l'Aquitaine en janvier 2009, n'a donc pas impacté la saison estivale. Grâce à une météo plus clémente, 2009 s'avère meilleure que 2008 en septembre (14 %) et en août (8 %). Le mois de mai bénéficie des « ponts » de 3 jours des 1^{er} et 8 mai et de la fête de l'Ascension.

Davantage de campeurs français

Dans le contexte de crise économique, le camping attire une clientèle en recherche d'hébergements marchands moins onéreux que l'hôtel ou d'autres formes d'hébergements collectifs. En conséquence, la fréquentation française progresse de 6 %, et les campeurs étrangers montrent un regain d'intérêt pour la région (4 %) après le repli observé en 2008. Certes le niveau d'avant-crise n'est pas encore atteint, mais on s'en approche sensiblement. Les zones hors littoral ont plus profité de cet accroissement de fréquentation. Les campeurs français sont venus plus nombreux dans tous les départements, à l'exception du Lot-et-Garonne (- 10 %). Ces bons résultats confirment l'attrait des campings et la tendance des Français au retour à ce mode d'hébergement en période de crise.



Un tiers de nuitées d'étrangers

Sur l'ensemble des nuitées de la saison 2009 dans les campings aquitains, un tiers provient de la clientèle étrangère. La croissance de la fréquentation étrangère est plus marquée aux mois d'août et de septembre. Des disparités apparaissent à l'échelon départemental ; la fréquentation des étrangers fléchit très légèrement dans les Pyrénées - Atlantiques (- 0,3 %), tandis qu'elle croît de 8 % en Gironde. Au niveau des zones littorales, le recul est net tant sur la Côte basque (- 6 %) que sur le Bassin d'Arcachon (- 3 %). À l'opposé, la Côte médocaine (+ 10 %) et la Côte landaise (+ 4 %) captent plus de clientèle étrangère. La zone intérieure de la Gironde récolte les faveurs de la clientèle internationale (+ 22 %).

Cette augmentation s'explique par l'ouverture en juin 2009 du premier parc d'hôtellerie de plein air urbain de Bordeaux. Ce camping 4 étoiles comporte 193 emplacements, moitié emplacements nus et moitié emplacements locatifs de type mobil-homes, chalets. Sur la saison d'été, les Néerlandais et les Allemands forment toujours les contingents de campeurs étrangers les plus importants et sont venus plus nombreux que par le passé. Cependant, cette dynamique est endiguée par un recul drastique des Britanniques (baisse de 17 %).

Campings : évolution du nombre de nuitées des touristes étrangers selon leur pays de provenance

	Saison 2007	Saison 2008	Saison 2009	09/08 %
Total	4 355,6	4 135,9	4 311,1	4,2
Royaume-Uni	770,5	750,7	620,9	-17,3
Espagne	188,2	224,4	248,3	10,7
Allemagne	1 132,7	1 125,9	1 226,1	8,9
Belgique	285,7	283,8	328,2	15,7
Pays-Bas	1 728,2	1 510,3	1 637,9	8,4
Suisse	114,9	114,1	125,1	9,6
Italie	29,5	27,4	28,5	3,8
Autres pays d'Europe	98,6	92,8	88,1	-5,1
Autres	7,4	6,4	8,0	25,2

Source : Insee - DGCIS - Observatoire régional du Tourisme

Les emplacements locatifs moins sollicités

La fréquentation progresse davantage sur les emplacements nus (7 %) que sur les emplacements locatifs (4 %). À l'instar des années précédentes, les hébergeurs de plein air maintiennent leurs investissements dans les emplacements locatifs offerts : leur nombre est en augmentation (3 %) au détriment des emplacements nus offerts (- 1 %). Le taux d'occupation moyen des emplacements locatifs est en légère baisse et s'établit à 48 %.

Un début de saison 2010 en demi-teinte

Selon la note de conjoncture du Comité régional du tourisme, le niveau de fréquentation de ce mois de mai semble plutôt orienté à la baisse par rapport à mai 2009. La fréquentation française est plus soutenue que la fréquentation étrangère, quelque soit le type de destination. Les professionnels notent de nouveau, en ce début de saison, la diminution de la fréquentation britannique. Les week-ends de l'Ascension et de la Pentecôte réalisent les mêmes scores de fréquentation qu'en 2009 dans l'intérieur et sur le littoral, mais les grandes villes ont été moins fréquentées, ce qui entraîne une baisse de la fréquentation des hôtels et des résidences de tourisme. La majorité des professionnels du tourisme aquitain restent optimistes pour le mois de juin et le niveau des réservations pour la haute saison semble satisfaisant ■

Les enquêtes de fréquentation touristique

L'enquête de fréquentation hôtelière existe dans toutes les régions depuis 1982. Elle est réalisée en partenariat avec la Direction du Tourisme par les directions régionales de l'INSEE. Elle concerne la fréquentation mensuelle des hôtels homologués de 0 à 4 étoiles tout au long de l'année. Jusqu'en 1999, les publications ne portaient que sur les hôtels de 1 à 4 étoiles.

En Aquitaine, cette enquête était réalisée jusqu'en 2000 sur un échantillon d'hôtels. À partir de 2001, un partenariat local avec le Conseil régional d'Aquitaine, la Délégation régionale du Tourisme, le Comité régional et les Comités départementaux du Tourisme permet d'interroger l'ensemble des hôtels homologués de la région.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est réalisée dans toutes les régions depuis 1981 et, depuis 1992, en partenariat avec la Direction du Tourisme. Elle concerne la fréquentation mensuelle des campings de 1 à 4 étoiles, classés avec la mention « tourisme » ou « loisir », pendant la saison d'été (de mai à septembre). L'interrogation concerne l'ensemble des campings de la région.

En raison de la nature du tourisme pratiqué, les zones touristiques définies pour l'hôtellerie, réactualisées en 2001, sont plus nombreuses que celles de l'hôtellerie de plein air. La composition communale d'une zone peut avoir changé sans que son nom soit modifié.

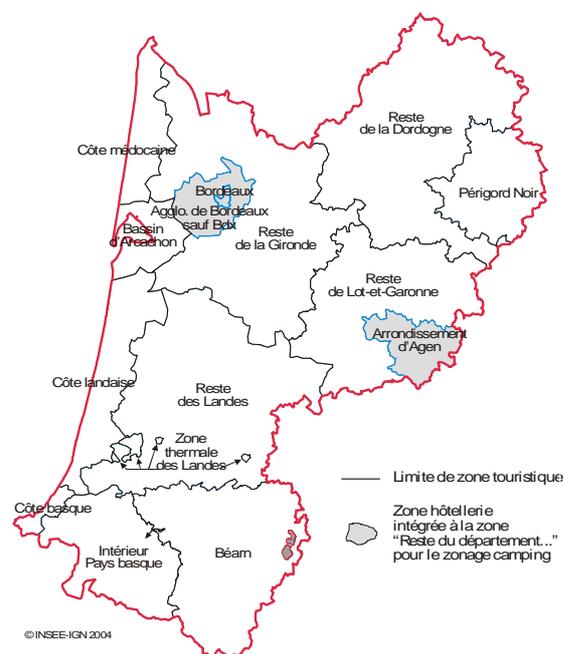
Quelques définitions :

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ou un camping. Ainsi, un couple passant 3 nuits consécutives dans un hôtel correspondra à 6 nuitées de même que 6 personnes ne séjournant qu'une nuit.

Taux d'occupation :

$\frac{\text{nombre de chambres occupées}}{\text{nombre de chambres disponibles}} \times 100$

Emplacements de camping offerts à la clientèle de passage : emplacements destinés à la location, à la nuitée, la semaine ou au mois, pour une clientèle qui n'élit pas domicile dans le camping. Sont exclus les emplacements loués à l'année à un même client, qu'il y séjourne ou pas.



Pour en savoir plus

L'industrie en France - Insee Références web - Édition 2009 - mai 2010

Dossier **Aéronautique - Espace** - Aerospace Valley, Insee Aquitaine et Midi-Pyrénées - décembre 2009

Les comptes prévisionnels de **l'agriculture** pour 2009 - Baisse des prix agricoles, chute du revenu - Insee première n°1271 - décembre 2009.

L'agriculture en 2009 en France et en Europe - Baisse des prix et des revenus Insee première n°1303 - juin 2010.

L'agroalimentaire : un marché intérieur arrivé à maturité -. Insee première n°1283 - février 2010

Les **services marchands** sont sensibles à la conjoncture - Insee première n°1263 - novembre 2009.

L'activité des services marchands régresse en 2009 - Insee première n°1302 - juin 2010

Les petits restaurants ne sont pas dans leur assiette Insee première n°1286 - mars 2010.

Le commerce en France - Édition 2009 - Insee Références - décembre 2009.

Le commerce de proximité - Insee première n°1292 - mai 2010.

Le tourisme 2009 : une saison très favorable pour les campings, une année difficile pour l'hôtellerie - Insee première n°1296 - mai 2010

La clientèle française dope la fréquentation estivale en 2009 - Le quatre pages Insee Aquitaine n°189 - février 2010

Sur le littoral aquitain, le tourisme procure un job d'été à 24 400 saisonniers en 2006. Aquitaine e-dossiers n°1 - janvier 2010.

Statuts d'activité

L'artisanat

Au 1^{er} janvier 2009, l'artisanat regroupe 54 320 entreprises en Aquitaine, représentant 5,7 % du total national (*source : Sirene*). La densité d'entreprises artisanales est plus forte dans la région que la moyenne nationale, et l'Aquitaine occupe toujours le 7^e rang derrière les régions méridionales, le Limousin et Rhône-Alpes. Cette densité artisanale est mesurée par le nombre d'entreprises rapporté à la population estimée au 1^{er} janvier 2009.

Au sein de la région, la répartition des artisans varie selon le degré d'urbanisation des territoires. Ainsi, le département de la Gironde regroupe 40 % des entreprises artisanales de la région, celui des Pyrénées-Atlantiques 21 %. Le département de la Dordogne vient ensuite avec 16 %.

Le bâtiment, premier secteur de l'artisanat

Les entreprises artisanales sont concentrées dans les métiers du bâtiment (44 %) et des services (26 %). Les activités de fabrication autres qu'alimentaire représentent 12 % de ces entreprises et les activités de l'alimentation 5 %. Parmi les services, ceux destinés principalement aux particuliers sont prépondérants. Deux d'entre eux s'imposent par leur importance : d'une part, les soins à la personne, et en particulier les métiers de la coiffure qui s'exercent dans 5 100 salons et instituts. D'autre part, la réparation de véhicules automobiles est proposée dans plus de 2 300 garages et ateliers.

La moitié des entreprises sans salarié

Une entreprise artisanale sur deux exerce dans la région son activité sans salarié. Elles sont plus présentes dans les activités de transport et de services aux entreprises que dans les autres activités. À l'inverse, les entreprises artisanales employant des salariés se retrouvent dans les activités liées au bâtiment, à la fabrication ou encore dans la réparation d'automobiles ou de motocycles.

Six créations sur dix sont des auto-entreprises

La création d'entreprises artisanales progresse en 2009 sous l'effet du nouveau régime d'auto-entrepreneur. Sur 10 810 entreprises créées, six sur dix l'ont été sous ce nouveau statut. La part des auto-entrepreneurs est particulièrement forte dans les activités de ser-

Artisanat, professions libérales

vices, celles de fabrication et, dans une moindre mesure, dans les métiers du bâtiment. Ce dernier secteur concentre 44 % des nouvelles unités artisanales.

L'artisanat subit aussi les affres de la crise économique, bien que résistant mieux que le reste de l'économie. L'artisanat de la fabrication est le plus affecté, mais les autres activités sont aussi réduites. (extrait de TPE - PME.com)■

Les professions libérales

En Aquitaine, l'ensemble des activités libérales regroupe 30 540 unités début 2009.

Les professionnels de la santé sont toujours la composante principale des professions libérales. En majorité, ils n'emploient pas de salariés. Trois sur dix sont des auxiliaires médicaux (infirmières et sages-femmes, ambulances, professionnels de la rééducation, pédicures-podologues). La pratique médicale en libéral est exercée par 3 820 médecins généralistes et par 2 530 spécialistes.

Deux professions libérales sur dix exercent une activité de services principalement destinés aux entreprises. Les activités juridiques et celles d'architecture viennent en tête.

La Gironde concentre la moitié des professions libérales installées en Aquitaine, et les Pyrénées-Atlantiques en regroupent 23 %. Cette proportion est de 10 % pour les départements de la Dordogne et des Landes, c'est dans celui du Lot-et-Garonne qu'elle est la plus faible (8 %)■

Le secteur de l'économie sociale : un salarié sur dix

L'économie sociale intervient dans la plupart des activités de l'économie, à l'exception de l'industrie lourde. Elle se définit par des statuts particuliers et des valeurs de démocratie et de responsabilité sociétale (cf. encadré).

En 2008, 11 600 établissements employeurs et 109 500 salariés relèvent de l'économie sociale. Ce secteur représente 15 % des établissements employeurs de la région et concerne un salarié sur dix.

L'économie sociale rassemble quatre grandes familles d'entreprises : les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations.

Les coopératives représentent 12 % des établissements de l'économie sociale et 15 % des emplois. Fin 2008, 1 430 établissements emploient 16 220 salariés. Sur l'ensemble des coopératives, plus de la moitié de l'emploi relève du secteur crédit. Les coopératives du domaine agricole emploient 23 % des salariés, et un quart des salariés travaillent pour les autres coopératives.

Les mutuelles regroupent 343 établissements, soit 3 % du secteur de l'économie sociale et près de 5 % de l'emploi. Ce sont souvent de grands groupes qui exercent soit dans le domaine de la santé et de l'action sociale, soit dans les activités d'assurance de biens et de personnes.

Les associations constituent la principale composante de l'économie sociale, avec 9 800 établissements employeurs et 85 620 salariés. Elles représentent 84 % des établissements et 78 % de l'emploi.

Plus de la moitié des employés des associations travaillent dans le secteur social. Ce domaine comprend principalement l'aide aux personnes âgées, l'aide aux adultes handicapés et les structures d'aide aux personnes sans emploi.

Les associations d'enseignement ou de recherche occupent 16 % de l'emploi associatif. Il s'agit d'établissements de formation professionnelle pour adultes, d'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Les associations de santé représentent moins de 2 % des établissements associatifs, mais sont des structures de taille importante. Elles occupent 6 % de l'emploi associatif.

Le domaine culture-sports-loisirs se compose de petites structures. Près de 40 % des établissements associatifs relèvent de ces activités, mais ils n'occupent que 8 % des salariés.

Les associations proposant des services aux entreprises emploient 8 % des salariés des associations et représentent 10 % des établissements.

Les secteurs de l'hébergement et de la restauration ou bien des transports sont également présents dans les structures associatives, mais représentent une faible part des emplois, respectivement 1,5 % et moins de 0,1 %.

Les « autres » secteurs rassemblent toutes les associations ne correspondant pas aux catégories précédentes ou « non classées ». La part de ces établissements est de 17 % et ils occupent 7 % de l'emploi associatif.

Les fondations sont au nombre de 30 en 2008. Elles réunissent 2 710 emplois. Elles interviennent principalement dans le domaine de la santé, de l'accueil d'enfants ou d'adultes handicapés■

Le secteur de l'économie sociale

L'économie sociale constitue une entité de l'activité économique qui recouvre des activités très différentes. Ces structures partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes : la liberté d'adhésion, la gestion démocratique avec le principe "une personne, une voix", la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la solidarité, la non-redistribution individuelle des profits et l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Le périmètre de l'économie sociale a été établi en lien avec le réseau des CRES (Chambres Régionales de l'Économie Sociale).

Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques (société mutuelle, SARL ou SA coopérative, association, etc...) dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses.

Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat - Révision 2, Version 2008

Pour en savoir plus

La NAFA (Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat) est la nomenclature permettant de décrire les activités artisanales.

Le champ des activités artisanales a été défini dans la loi 96-603 du 5 Juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (articles 16 à 25), comme celui des activités dont la liste apparaît dans l'annexe du décret n° 2008-565 du 17 juin 2008 portant modification du décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers.

L'Activité Principale de l'Entreprise (APE) est définie selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF). Un code NAF se compose (depuis le 1er janvier 2008) de cinq caractères, quatre chiffres et une lettre.

L'Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) est définie selon la Nomenclature d'Activités Française du secteur des métiers de l'Artisanat (NAFA).

Les codes de la NAFA ont six caractères, quatre chiffres et deux lettres.

Les cinq premiers caractères sont ceux de la NAF. La lettre située en sixième position permet de préciser le contenu du poste NAFA par rapport à la classe NAF. Pour cette sixième position, les conventions sont les suivantes:

Z-Z, concordance exacte du poste de la NAFA avec le contenu de la classe concernée de la NAF.

A, ou -B, ou -C, etc... subdivisions du contenu de la classe NAF en plusieurs postes NAFA (pour une seule classe NAF).

L'ensemble des postes A, B, C, etc... ayant les cinq premiers caractères communs a exactement le même contenu que la classe NAF correspondante.

P, "partiel"; la classe NAF ne se situe que partiellement dans le champ de l'artisanat.

Q, ou -R, ou -S, etc... "partiels multiples"; la classe NAF ne se situe que partiellement dans le champ de l'artisanat et se trouve divisé en plusieurs postes.

La structure de la NAF (sections, divisions et groupes) est reprise dans la NAFA lorsque au moins une activité de la structure concernée appartient au champ de l'artisanat. Par exemple, la Section A : AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE est mentionnée parce qu'une nafa partielle de cette section appartient au champ de l'artisanat, "01.62Z-P Maréchalerie".

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : site de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, la DGCIS (secteurs PME, commerce, artisanat, services et professions libérales)

site : www.pme.gouv.fr

Les professions libérales en 2007 - Insee première n°1282 - février 2010.

1. Cadrage

1.1. International

- 1.1.1. Taux de change - Euro
- 1.1.2. Taux d'intérêt - Euribor
- 1.1.3. Taux de chômage
- 1.1.4. Produit intérieur brut

1.2. Emploi salarié - Masse salariale

- 1.2.1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole
- 1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total
- 1.2.3. Emploi salarié public
- 1.2.4. Évolution des déclarations préalables à l'embauche
- 1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2008
- 1.2.6. Effectifs salariés par sexe et masse salariale par sphère économique par département en 2008

1.3. Marché du travail

- 1.3.1. Taux de chômage, tableau
- 1.3.2. Taux de chômage, graphiques
- 1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie A
- 1.3.4. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C
- 1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A, B, C
- 1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C, D, E
- 1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées
- 1.3.8. Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C)
- 1.3.9. Travail temporaire (nombre de contrats)
- 1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites
- 1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

1.4. Commerce extérieur

- 1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine
- 1.4.2. Produits exportés en valeur
- 1.4.3. Produits importés en valeur

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture, Sylviculture, Productions marines

- 2.1.1. Exploitations agricoles
- 2.1.2. Productions animales
- 2.1.3. Productions végétales
- 2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine
- 2.1.5. Le résultat agricole par département
- 2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles
- 2.1.10¹. Vins : transactions enregistrées par le CIVB
- 2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie
- 2.1.12. Animaux abattus
- 2.1.13. Productions fruitières et légumières
- 2.1.14. Exploitations forestières et scieries par département
- 2.1.15. Récolte de bois et production de sciages par département
- 2.1.16. Évolution de la pêche

¹ Les tableaux 2.1.7. à 2.1.9. ne sont présentés que dans le document de février.

2.2. Industrie

- 2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille
- 2.2.3. Répartition des établissements industriels selon l'activité et le département
- 2.2.4. Créations d'entreprises dans industrie hors IAA
- 2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA
- 2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA
- 2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA
- 2.2.8. Évolution des établissements IAA selon l'activité

2.3. Construction

- 2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille
- 2.3.3. Répartition des établissements de la construction selon le département et l'activité
- 2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction par département
- 2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction en Aquitaine
- 2.3.6. Production de granulats, de béton prêt à l'emploi et consommation de ciment
- 2.3.7. Production de logements
- 2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées
- 2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

2.4. Transports

- 2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille
- 2.4.3. Répartition des établissements de transports par département
- 2.4.4. Créations d'entreprises de transports par département
- 2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports
- 2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports de la région
- 2.4.7. Trafic portuaire
- 2.4.8. Trafic ferroviaire de marchandises
- 2.4.9. Trafic voyageurs sur les lignes principales SNCF
- 2.4.10. Trafic et recettes TER Aquitaine
- 2.4.11. Flux routiers et autoroutiers

2.5. Activité commerciale

- 2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille
- 2.5.3. Établissements du commerce selon l'activité et le département
- 2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce par département
- 2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce en Aquitaine
- 2.5.7. Emploi salarié par activité

2.6. Activités de soutien aux entreprises

- 2.6.1. Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille
- 2.6.3. Répartition des établissements de services par département
- 2.6.4. Créations d'entreprises dans les activités de soutien aux entreprises par département
- 2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les activités de soutien aux entreprises en Aquitaine
- 2.6.6. Emploi salarié dans les services par activité détaillée
- 2.6.7. Emploi salarié dans les services par département

2.7. Tourisme

- 2.7.1. Capacité d'accueil des hôtels par zone touristique
- 2.7.2. Capacité d'accueil des campings par zone touristique
- 2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings
- 2.7.4. Nuitées totales dans les hôtels et les campings
- 2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings
- 2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

3. Statuts d'activité

3.1. Ensemble des entreprises

- 3.1.1. Répartition des établissements par activité
- 3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département
- 3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique
- 3.1.4. Création d'entreprises par secteur d'activité (dont auto-entreprises)
- 3.1.5. Création d'entreprises par département et secteur d'activité
- 3.1.7. Défaillances d'entreprises par département
- 3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

3.2. Artisanat

- 3.2.1. Répartition des entreprises artisanales selon l'activité et la taille
- 3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille et le département
- 3.2.4. Évolution des créations d'entreprises artisanales

3.3. Professions libérales

- 3.3.1. Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement
- 3.3.2. Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement et le département

3.4. Économie sociale

- 3.4.1. Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles
- 3.4.2. Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés par département
- 3.4.3. Répartition des associations employeuses et de leurs effectifs salariés par département

3.5. Données sociales

- 3.5.1. *Accidents du travail*
- 3.5.2. *Bénéficiaires du RSA*
- 3.5.3. *Bénéficiaires d'aides au logement*

4. Comparaisons régionales

- 4.1. Commerce extérieur : exportations et importations
- 4.2. Emploi salarié
- 4.3. Taux de chômage localisé au T1-2010
- 4.5. Taux de création d'entreprises
- 4.6. Bénéficiaires du RMI
- 4.7. Salaires nets annuels moyens
- 4.8. Montant annuel moyen des retraites versées

Signes conventionnels

(p)	données provisoires
...	données non disponibles
///	absence de résultat due à la nature des choses

1.1.1. Taux de change de l'euro

	Taux de conversion	Valeur de l'euro en 2010				
		2009	fév	mars	avril	mai
		Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle			
Euro/Deutschemark	1,95583					
Euro/Franc	6,5596					
Euro/Lire	1936,27					
Euro/Peseta	166,386					
Livre		0,8909	0,8760	0,9016	0,8746	0,8571
Dollar		1,3948	1,3686	1,3569	1,3406	1,2565
Yen (100)		1,3034	1,2346	1,2303	1,2533	1,1583

Source : Eurostat, Banque de France

1.1.2. Taux d'intérêt

France	2008	2009	09/08 en point	2010			
				fév	mars	avril	mai
				Moyenne mensuelle			
				EURIBOR 3 mois			
Taux court	4,64	1,22	3,42	0,66	0,65	0,64	0,69
Taux longs : Taux mensuel de rendement des emprunts d'état	4,31	3,70	0,61	3,53	3,47	3,44	3,14

Source : Banque de France

1.1.3. Taux de chômage¹

	2008		Variation sur un an		2009			2010	
	T4	T4.09	-T4.08	T1.10	-T1.09	T2	T3	T4	T1
	en points				Données trimestrielles, CVS				
France métropolitaine	7,7	1,8	0,4	9,1	9,2	9,5	9,5		
Union Européenne	7,3	1,9	...	8,7	8,9	9,2	...		
Allemagne	7,2	0,3	...	7,7	7,9	7,5	...		
Italie	6,9	1,3	...	7,6	7,9	8,2	...		
Royaume-Uni	6,9	0,9	0	7,8	7,8	7,8	8,0		
Espagne	14,0	5,0	1	17,9	18,6	19	19,2		
Etats-Unis	6,9	3,1	0	9,3	9,7	10	9,7		
Japon	4,1	1,1	0	5,1	5,4	5,2	4,9		

Source : Insee, Ocde

1.1.4. Produit intérieur brut

	2008 ²	2009 ²	2009				2010
			T1	T2	T3	T4	T1
			variation trimestrielle ³				
France	0,1	-2,5	-1,4	0,2	0,3	0,5	0,1
Zone euro	0,4	-4,1	-2,5	-0,1	0,4	0,1	0,2
Allemagne	1,0	-4,9	-3,5	0,4	0,7	0,2	0,2
Italie	-1,3	-5,1	-2,9	-0,3	0,4	-0,1	0,4
Royaume-Uni	0,5	-4,9	-2,6	-0,7	-0,3	0,4	0,3
Espagne	0,9	-3,6	-1,7	-1,0	-0,3	-0,1	0,1
Etats-Unis	0,4	-2,4	-1,6	-0,2	0,6	1,4	0,8
Japon	-1,2	-5,3	-4,2	1,7	0,1	1,1	1,2
Brésil	5,1						
Chine	9,0						
Inde	6,1						

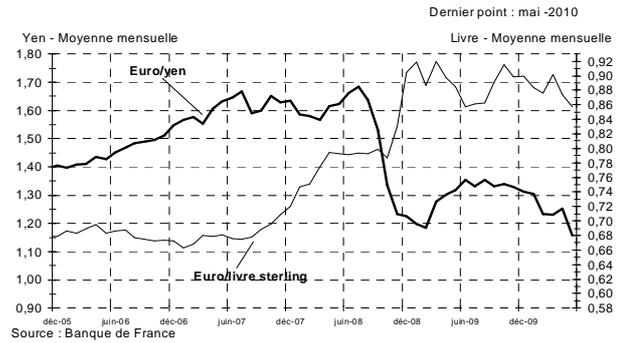
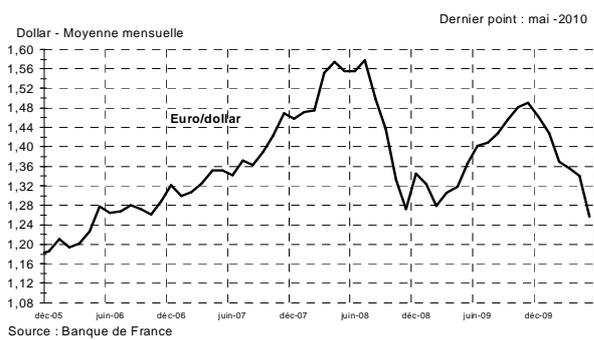
Source : Insee, Eurostat, Banque mondiale (données nationales : Brésil, Chine, Inde)

¹ Les taux de chômage présentés ici sont calculés à partir d'enquêtes auprès des ménages ou des individus.

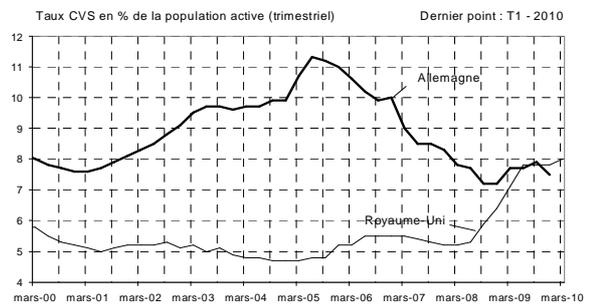
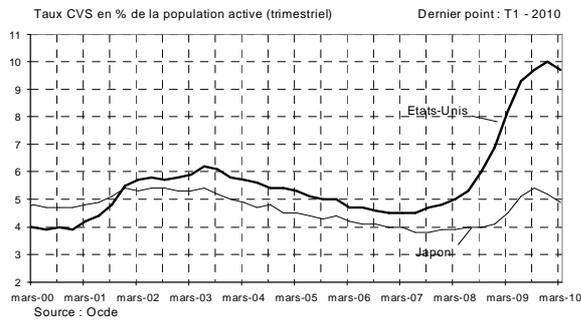
² Taux de croissance du PIB en volume - variation en pourcentage par rapport à l'année précédente. Pour le calcul du taux de croissance du PIB en volume, le PIB à prix constants est évalué avec les prix de l'année précédente et les changements du volume ainsi calculés sont imputés au niveau d'une année de référence. C'est ce qu'on appelle une série chaînée liée. Par conséquent, les mouvements de prix ne contribuent pas à augmenter le taux de croissance.

³ Les taux de croissance par rapport au trimestre précédent sont calculés à partir de données corrigées des effets de calendrier et des variations saisonnières.

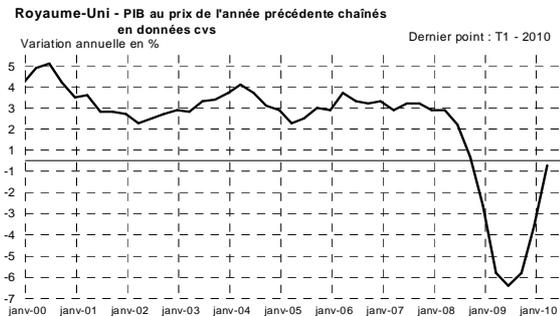
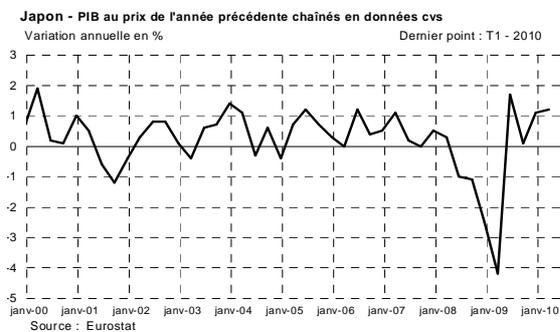
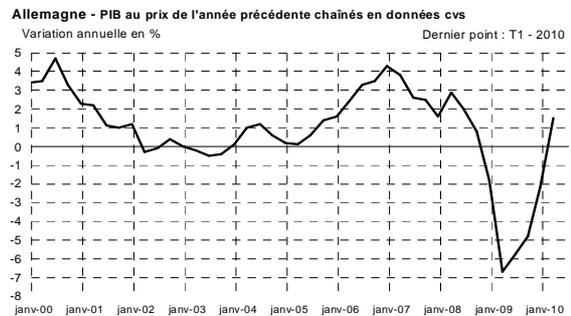
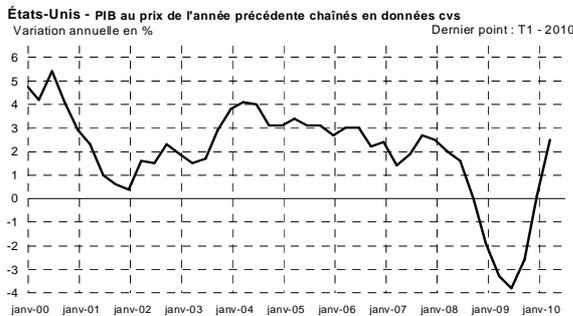
1.1.1. Taux de change de l'euro



1.1.3. Taux de chômage



1.1.4. Produit intérieur brut



PIB : les taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente sont calculés à partir de données brutes

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.1. Evolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand,
hors agriculture, administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et intérim

Unité : %

	2008		2009		2008		2009	
	T4	T4	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	Variation annuelle		Variation trimestrielle*		Variation trimestrielle*			
Dordogne								
Industrie	-2,3	-4,3	-0,1	-2,1	-1,2	-1,8	-0,5	-0,8
Construction	0,2	-4,4	2,2	-2,0	-1,9	-1,0	-1,1	-0,5
Commerce	0,5	-1,1	-0,4	-0,2	-1,0	-0,4	0,2	0,2
Services marchands	-1,7	-0,7	0,3	-1,7	-0,8	-0,1	-2,5	2,8
Total	-1,1	-2,2	0,3	-1,5	-1,1	-0,7	-1,2	0,9
Gironde								
Industrie	-1,8	-1,3	-0,5	-0,6	0,2	-0,6	-0,6	-0,3
Construction	0,9	-3,4	-0,2	-0,8	-1,4	-0,8	-1,0	-0,3
Commerce	-0,4	-1,1	-0,7	-0,2	-0,4	-0,5	-0,5	0,2
Services marchands	0,9	-0,2	-0,7	0,9	-0,1	-0,6	0,0	0,5
Total	0,2	-0,9	-0,6	0,2	-0,2	-0,6	-0,3	0,2
Landes								
Industrie	-0,3	-3,6	-0,3	-1,7	-0,7	-0,4	-2,3	-0,2
Construction	-0,1	-2,4	-0,3	-0,8	-0,5	-0,4	-0,5	-1,0
Commerce	0,2	-0,6	0,4	-0,3	-0,7	0,4	-0,7	0,4
Services marchands	1,5	-2,6	-0,2	0,3	-1,2	-1,3	-2,3	2,2
Total	0,5	-2,4	-0,1	-0,5	-0,9	-0,6	-1,7	0,7
Lot-et-Garonne								
Industrie	-4,8	-4,6	-1,7	-0,9	-1,7	-1,8	-1,3	0,1
Construction	-1,6	-5,1	-1,5	-0,7	-1,8	-1,6	-0,3	-1,4
Commerce	-0,9	-2,0	-0,5	0,0	-0,9	-0,4	-0,9	0,1
Services marchands	-1,3	0,7	-0,4	-0,2	0,7	0,1	-1,5	1,4
Total	-2,1	-1,9	-0,9	-0,4	-0,6	-0,7	-1,2	0,4
Pyrénées-Atlantiques								
Industrie	-0,9	-3,5	-0,7	-1,0	-0,8	-0,7	-1,3	-0,7
Construction	0,7	-1,5	0,0	-0,2	-0,6	-0,7	0,0	-0,3
Commerce	-1,6	-1,6	-1,0	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4	-0,5
Services marchands	-0,6	-0,9	-1,5	0,5	0,0	-1,3	0,4	0,0
Total	-0,7	-1,7	-1,1	-0,1	-0,3	-0,9	-0,2	-0,3
Aquitaine								
Industrie	-1,8	-2,8	-0,6	-1,1	-0,5	-0,9	-1,1	-0,4
Construction	0,4	-3,2	0,1	-0,9	-1,2	-0,8	-0,7	-0,5
Commerce	-0,5	-1,2	-0,6	-0,2	-0,5	-0,4	-0,5	0,1
Services marchands	0,3	-0,5	-0,7	0,4	-0,2	-0,7	-0,4	0,8
Total	-0,3	-1,5	-0,6	-0,2	-0,4	-0,7	-0,6	0,3
France métropolitaine								
Industrie	-2,4	-4,8	-0,5	-0,9	-1,3	-1,3	-1,4	-0,9
Construction	0,5	-3,2	0,2	-0,7	-0,7	-0,9	-0,9	-0,7
Commerce	-0,7	-1,5	-0,3	-0,4	-0,4	-0,5	-0,6	0,0
Services marchands	0,6	-0,7	0,0	0,1	-0,2	-0,3	-0,3	0,1
Total	-0,3	-2,0	-0,2	-0,3	-0,5	-0,6	-0,7	-0,2

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées.

Le champ couvert est celui de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture, intérim, administration, éducation, santé et action sociale.

Sont ainsi exclus : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la MSA (dispersés dans l'agriculture, l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers etc.), l'intérim, l'emploi public (fonction publique d'Etat, fonction publique hospitalière et collectivités territoriales), les salariés des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale du secteur privé.

Depuis l'estimation du deuxième trimestre 2009, l'Insee utilise la nomenclature d'activité «NAF rev2».

*Variation trimestrielle calculée sur les données corrigées des variations saisonnières

Chiffres révisés le 11 juin 2010

1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 31 décembre

	31-déc 2007	31-déc 2008	08/07 %
Dordogne			
Emploi salarié total	125 399	123 548	-1,5
dont emploi salarié agricole	3 045	3 015	-1,0
Part de l'emploi salarié agricole (%)	2,4	2,4	///
Gironde			
Emploi salarié total	561 729	558 638	-0,6
dont emploi salarié agricole	18 762	14 494	-22,7
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,3	2,6	///
Landes			
Emploi salarié total	122 802	122 893	0,1
dont emploi salarié agricole	3 632	3 700	1,9
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,0	3,0	///
Lot-et-Garonne			
Emploi salarié total	106 371	104 622	-1,6
dont emploi salarié agricole	3 290	3 331	1,2
Part de l'emploi salarié agricole (%)	3,1	3,2	///
Pyrénées-Atlantiques			
Emploi salarié total	230 182	227 972	-1,0
dont emploi salarié agricole	1 727	1 758	1,8
Part de l'emploi salarié agricole (%)	0,8	0,8	///
Aquitaine			
Emploi salarié total	1 146 483	1 137 673	-0,8
dont emploi salarié agricole	30 456	26 298	-13,7
Part de l'emploi salarié agricole (%)	2,7	2,3	///

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées.

Estimations provisoires pour l'année 2008

A partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau. Le concept central d'Estel - le nombre de personnes en emploi - est proche de celui du BIT. La mesure est datée au 31 décembre de chaque année.

ESTEL estime un nombre de personnes en emploi. Mais à la différence du recensement, l'emploi d'Estel n'est pas déclaratif car appréhendé à partir des sources administratives afin de compter en emploi toute personne dès lors qu'elle a effectué un travail déclaré d'au moins une heure pendant la dernière semaine de l'année ou qu'elle a un lien formel avec son emploi (pour les salariés, il s'agit de repérer les contrats de travail "actifs" fin décembre).

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.3. Emploi salarié public au 1er janvier

	2006	2007	07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	10 615	10 161	-4,3	10,3
Collectivités territoriales ⁽²⁾	11 175	11 966	7,1	13,6
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	6 637	6 929	4,4	14,7
Total	28 427	29 056	2,2	12,4
Gironde				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	51 551	53 594	4,0	54,5
Collectivités territoriales ⁽²⁾	36 853	41 092	11,5	46,6
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	22 789	22 459	-1,4	47,5
Total	111 193	117 145	5,4	50,1
Landes				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	9 386	9 227	-1,7	9,4
Collectivités territoriales ⁽²⁾	10 917	11 917	9,2	13,5
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	4 546	4 823	6,1	10,2
Total	24 849	25 967	4,5	11,1
Lot-et-Garonne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	8 639	8 294	-4,0	8,4
Collectivités territoriales ⁽²⁾	6 793	7 025	3,4	8,0
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	5 183	5 311	2,5	11,2
Total	20 615	20 630	0,1	8,8
Pyrénées-Atlantiques				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	17 444	16 972	-2,7	17,3
Collectivités territoriales ⁽²⁾	15 481	16 202	4,7	18,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	7 362	7 740	5,1	16,4
Total	40 287	40 914	1,6	17,5
Aquitaine				(4)
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	97 635	98 248	0,6	4,9
Collectivités territoriales ⁽²⁾	81 219	88 202	8,6	5,2
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	46 517	47 262	1,6	4,7
Total	225 371	233 712	3,7	4,9
Militaires ⁽¹⁾	20 436	21 195	3,7	6,4
Total (y compris militaires)	245 807	254 907	3,7	5,0
France métropolitaine				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	2 080 037	2 021 516	-2,8	///
Collectivités territoriales ⁽²⁾	1 558 495	1 689 125	8,4	///
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	1 000 232	1 011 039	1,1	///
Total	4 638 764	4 721 680	1,8	///
Militaires ⁽¹⁾	333 151	330 958	-0,7	///
Total (y compris militaires)	4 971 915	5 052 638	1,6	///

extrait du rapport annuel fonction publique (DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation).

Sources: Insee - Dreess - DHOS

Champ : Emplois principaux (hors emplois aidés)

⁽¹⁾ Agents des ministères y compris EPA (Etablissements Publics Administratifs) nationaux. L'information sur le personnel du ministère de la défense n'est pas diffusable par départements.

⁽²⁾ Y compris EPA locaux, Y compris assistantes maternelles.

⁽³⁾ Y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

⁽⁴⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1.2. Emploi salarié

1.2.4. Evolution des déclarations préalables à l'embauche

	2008	2009	09/08 %	2010			
				jan	fev	mar	avr
	<i>Cumul sur l'année</i>			<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne							
Ensemble des déclarations	143 892	139 625	-3,0	6,9	7,8	12,3	10,3
<i>dont travail temporaire (%)</i>	47,2	44,7					
Gironde							
Ensemble des déclarations	820 993	825 360	0,5	11,3	10,5	14,6	13,4
<i>dont travail temporaire (%)</i>	48,1	44,9					
Landes							
Ensemble des déclarations	172 147	162 780	-5,4	1,7	2,8	8,3	7,7
<i>dont travail temporaire (%)</i>	49,7	48,1					
Lot-et-Garonne							
Ensemble des déclarations	143 941	133 345	-7,4	6,0	4,5	6,7	6,9
<i>dont travail temporaire (%)</i>	58,5	55,3					
Pyrénées-Atlantiques							
Ensemble des déclarations	291 872	282 972	-3,0	3,5	6,0	11,0	11,4
<i>dont travail temporaire (%)</i>	47,0	43,5					
Aquitaine							
Ensemble des déclarations	1 572 845	1 544 082	-1,8	8,1	8,2	12,5	11,6
<i>dont travail temporaire (%)</i>	48,9	45,9					

Source : URSSAF

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est imposée à tout employeur qui envisage de recruter un salarié.
Les entreprises de "travail temporaire" effectuent des déclarations spécifiques pour le recrutement des salariés intérimaires.

1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2008

	Sphères économiques		Total
	Présentielle	non présentielle	
Effectifs salariés (au 31/12)			
Dordogne	83 906	30 188	114 094
Gironde	348 140	148 200	496 340
Landes	71 977	33 291	105 268
Lot-et-Garonne	65 848	28 586	94 434
Pyrénées-Atlantiques	148 378	61 983	210 361
Aquitaine	718 249	302 248	1 020 497
Salaires versés (en millions d'euros)			
Dordogne	1 853	845	2 698
Gironde	8 570	5 040	13 610
Landes	1 652	1 017	2 669
Lot-et-Garonne	1 439	837	2 276
Pyrénées-Atlantiques	3 425	2 167	5 592
Aquitaine	16 939	9 906	26 845

Source : Insee - CLAP 2008

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

1.2.6. Effectifs salariés et masse salariale par activité économique en 2008

Nomenclature agrégée A 17	Effectifs salariés (au 31/12)			Salaires versés (millions d'€)
	Hommes (Part en %)	Femmes	Total	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	54	46	29 804	700
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	75	25	12 987	496
Fabrication de matériels de transport	87	13	18 071	751
Fabrication d'autres produits industriels	75	25	68 809	2 036
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution; Cokéfaction et raffinage	79	21	20 462	664
Construction	89	11	78 652	1 788
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	51	49	156 923	3 734
Transports et entreposage	80	20	61 284	1 617
Hébergement et restauration	46	54	39 161	824
Information et communication	61	39	20 634	725
Activités financières et d'assurance	40	60	33 117	1 236
Activités immobilières	41	59	10 550	300
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien*	47	53	91 800	3 036
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	32	68	345 383	8 238
Autres activités de services	38	62	32 860	699
Total*	51	49	1 020 497	26 845

Source : Insee - CLAP 2008

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

*La répartition hommes, femmes est celle des salariés hors intérim

CLAP connaissance locale de l'appareil productif

Le dispositif de connaissance locale de l'appareil productif (CLAP) permet de suivre chaque année par activité détaillée les profils d'emplois et de salaires de zones localisées au lieu de travail.

Ce dispositif s'appuie sur plusieurs sources administratives dont il fait la synthèse, principalement les URSSAF et les Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Pour rendre compte des différentes logiques de localisation des emplois et des salaires sur le territoire, les activités ont été réparties en deux sphères présentielle et non-présentielle.

Les activités « **présentielles** » sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités « **non-présentielles** » sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le champ de CLAP couvre l'ensemble de l'emploi salarié, hormis les emplois domestiques et, pour des raisons de qualité d'information, l'agriculture et la défense.

CLAP fournit des informations sur la localisation de l'activité économique au travers des effectifs et des rémunérations. Le champ de CLAP couvre l'ensemble des entreprises et établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année d'exercice, qu'ils soient employeurs ou non.

Quelle que soit la région, Clap fournit une information homogène sur la localisation des établissements, l'emploi et la masse des rémunérations versées. La source Clap est destinée à l'analyse économique localisée du facteur travail : c'est pourquoi on évalue le nombre de postes de travail des établissements implantés dans une zone et la masse salariale qu'ils versent.

Clap ne se substitue donc pas aux estimations d'emploi réalisées par ailleurs par l'Insee qui privilégie l'évaluation du nombre de personnes ayant un emploi sur une zone.

1.3.1. Taux de chômage

	Unité : %							
	2008	2009	09/08	2009				2010
	T4	T4	Ecart point	T1	T2	T3	T4*	T1 *
	Données CVS							
Nord-Est de la Dordogne	5,5	7,2	1,7	6,1	6,7	6,9	7,2	
Périgueux	7,7	9,2	1,5	8,3	8,6	8,7	9,2	
Terrasson	8,0	9,7	1,7	9,0	9,4	9,5	9,7	
Sarlat-la-Canéda	8,0	9,7	1,7	8,6	9,1	9,3	9,7	
Bergerac	8,8	10,6	1,8	9,7	10,0	10,4	10,6	
Libourne-Montpon-Ste-Foy-la-Grande	8,8	10,6	1,8	9,3	9,8	9,9	10,6	
Langon-Bazas-La Réole	7,7	9,4	1,7	8,2	8,3	8,8	9,4	
Bordeaux-Médoc	9,2	10,9	1,7	9,7	10,0	10,3	10,9	
Bordeaux-Arcachonnais	8,7	10,1	1,4	9,1	9,5	9,6	10,1	
Bordeaux-Entre-deux-Mers	7,1	8,6	1,5	7,6	7,8	8,1	8,6	
Bordeaux-Cubzacais	9,2	11,3	2,1	9,9	10,8	10,9	11,3	
Bordeaux-zone centrale	7,9	9,3	1,4	8,2	8,6	8,8	9,3	
Dax	7,6	9,3	1,7	8,4	8,9	9,0	9,3	
Sud des Landes	9,1	10,7	1,6	9,7	10,1	10,4	10,7	
Mont-de-Marsan-Haute Lande	7,9	8,8	0,9	8,1	8,8	8,6	8,8	
Mont-de-Marsan-Est des Landes	6,1	7,3	1,2	6,5	6,8	7,0	7,3	
Marmande-Casteljaloux	7,8	9,2	1,4	8,3	8,8	8,9	9,2	
Villeneuve-sur-Lot-Fumel	9,4	11,4	2,0	9,9	10,5	10,4	11,4	
Agen	8,2	9,4	1,2	8,7	8,9	8,9	9,4	
Lacq-Orthez	6,2	8,1	1,9	6,9	7,2	7,6	8,1	
Oloron-Mauléon	6,7	8,1	1,4	7,1	7,5	7,7	8,1	
Pau	7,2	8,4	1,2	7,8	8,0	8,0	8,4	
Bayonne-Pyrénées	7,2	8,5	1,3	7,8	8,2	8,3	8,5	
Dordogne	7,9	9,7	1,8	8,8	9,2	9,4	9,7	9,6
Gironde	8,1	9,6	1,5	8,8	9,1	9,3	9,6	9,7
Landes	7,5	9,1	1,6	8,2	8,6	8,8	9,1	9,1
Lot-et-Garonne	8,4	9,8	1,4	9,1	9,4	9,4	9,8	10,0
Pyrénées-Atlantiques	7,0	8,4	1,4	7,8	8,0	8,1	8,4	8,4
Aquitaine	7,8	9,3	1,5	8,5	8,8	9,0	9,3	9,4
France métropolitaine	7,7	9,5	1,8	8,7	9,1	9,2	9,5	9,5

Source : Insee - Taux de chômage localisés

* Estimations provisoires au 4^e trimestre 2009 pour les zones d'emploi et au 1^{er} trimestre 2010 pour départements, région

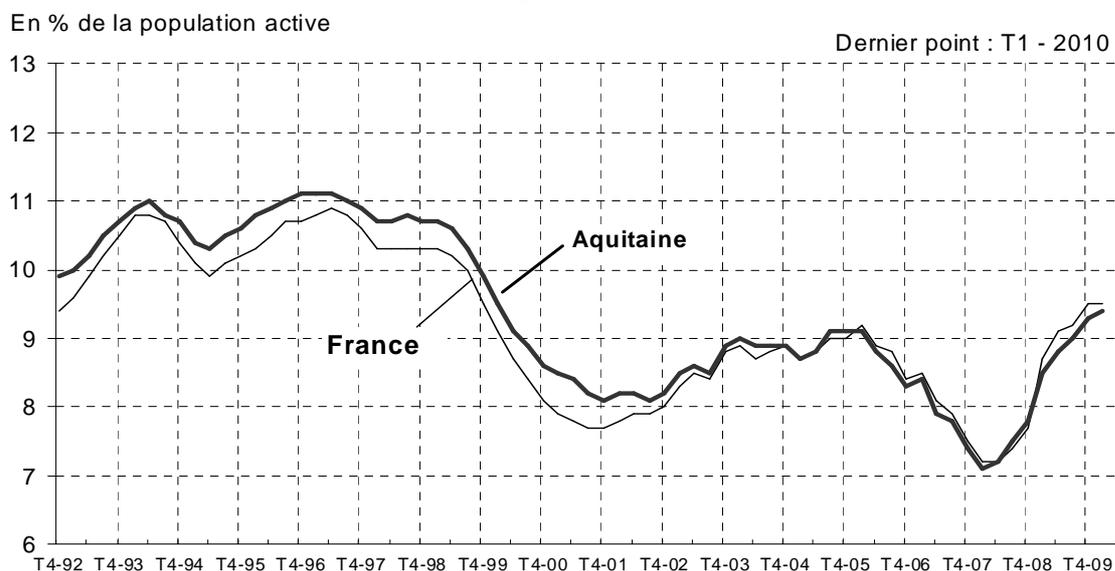
Le taux de chômage pour la France métropolitaine est exprimé en données corrigées des variations saisonnières et en moyenne trimestrielle. Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT) au nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage). Des améliorations ont été apportées à la méthode dans la nouvelle série publiée depuis décembre 2007. Les nouvelles séries ne sont pas comparables à celles publiées précédemment.

Les taux de chômage sont des indicateurs statistiques dont l'estimation fait l'objet de révisions régulières, au moins une fois par an pour tenir compte des derniers résultats d'enquêtes et des sources les plus récentes. Les séries sont recalculées en remontant sur plusieurs années. Il se produit un décalage de quelques semaines entre le calcul et la révision des séries départementales et régionales et celles des séries par zone d'emploi.

Date de dernière mise à disposition des séries : 10 juin 2010 pour régions, départements et 2 avril 2010 pour zones d'emploi.

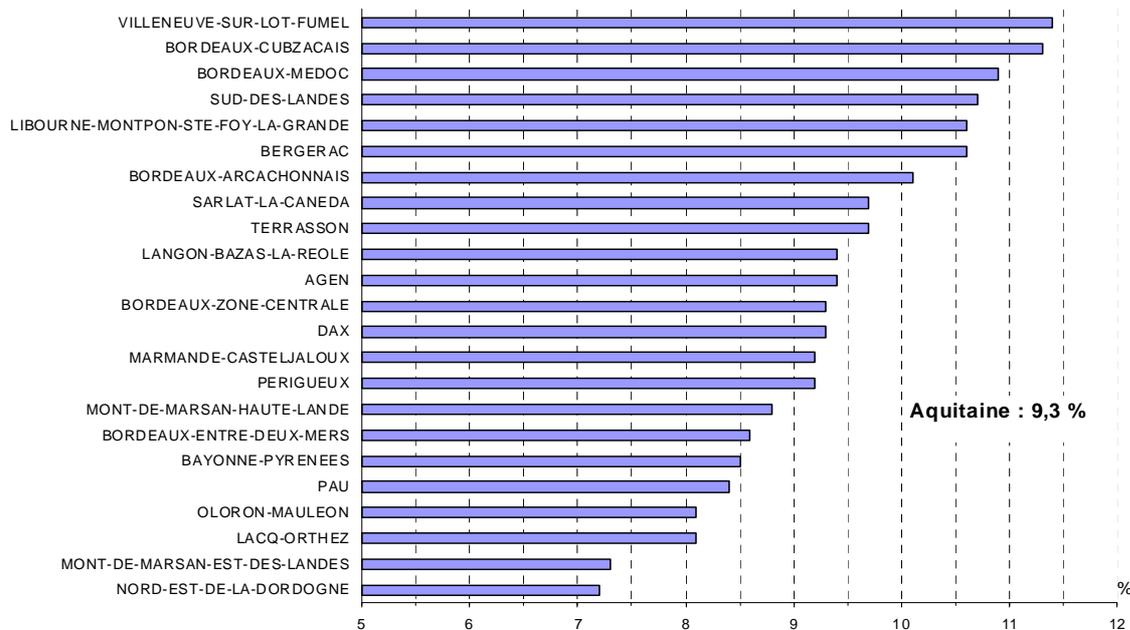
1.3.2. Taux de chômage

Taux de Chômage : Aquitaine - France



Source : Insee

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 - 2009



Source : Insee - Taux de chômage localisés

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie A

	au 31 décembre		09/08 %	2010			
	2008	2009		janv	fev	mar	avr
	<i>Données brutes</i>			<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne	13 890	16 240	16,9	13,0	11,9	11,4	9,8
Gironde	53 770	63 350	17,8	18,1	16,8	15,0	12,1
Landes	12 830	14 800	15,4	13,6	14,2	11,9	8,3
Lot-et-Garonne	11 610	13 160	13,4	14,6	14,7	13,0	10,1
Pyrénées-Atlantiques	21 110	24 370	15,4	13,2	12,4	8,9	6,3
Aquitaine	113 210	131 920	16,5	15,6	14,8	12,9	10,1
France métro. (en milliers)	2 257,8	2 681,4	18,8	16,6	13,2	9,9	8,0

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (soit les catégories 1, 2, 3 hors activités réduites).

1.3.4. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C

	au 31 décembre		09/08 %	2010			
	2008	2009		jan	fev	mar	avr
	<i>Données brutes</i>			<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne	20 430	23 750	16,3	14,0	12,7	13,2	11,8
Gironde	81 520	95 750	17,5	17,8	16,6	15,8	13,6
Landes	20 010	23 070	15,3	14,5	13,4	12,1	10,2
Lot-et-Garonne	17 750	20 170	13,6	13,0	13,4	13,2	10,0
Pyrénées-Atlantiques	33 330	37 970	13,9	12,3	11,6	10,4	8,2
Aquitaine	173 040	200 710	16,0	15,4	14,5	13,8	11,6
France métro. (en milliers)	3 301,4	3 905,6	18,3	16,4	14,3	12,5	10,6

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A,B,C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

1.3.5. Structure des DEFM de catégorie A, B, C au 31 décembre 2009

	Unité : %		
	Femmes	Moins de 25 ans	Chômeurs de longue durée
Dordogne	53,5	18,1	31,4
Gironde	52,0	18,3	31,6
Landes	56,0	17,4	30,8
Lot-et-Garonne	52,4	19,1	31,8
Pyrénées-Atlantiques	53,3	16,5	33,4
Aquitaine	52,9	17,1	31,9
France métropolitaine	49,6	20,2	32,8

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

Note : les chômeurs de longue durée sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

1.3. Marché du travail

1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie A, B, C, D, E

	au 31 décembre		09/08	2010			
	2008	2009		jan	fev	mar	avr
	<i>Données brutes</i>		<i>%</i>	<i>Variation annuelle, données brutes</i>			
Dordogne	23 180	27 200	17,3	14,6	13,4	13,9	13,5
Gironde	92 100	108 570	17,9	17,8	16,9	16,9	15,7
Landes	22 400	26 390	17,8	16,6	15,2	14,7	13,6
Lot-et-Garonne	20 460	23 470	14,7	14,2	14,4	14,4	12,0
Pyrénées-Atlantiques	37 780	43 570	15,3	13,5	12,7	12,2	10,6
Aquitaine	195 920	229 190	17,0	16,1	15,2	15,1	13,8
France métro. (en milliers)	3 708,3	4 436,0	19,6	17,7	16,0	14,7	13,2

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A, B, C, D, E représentent l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

(catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8)

Sources et définitions

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Les publications étaient auparavant, fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories dorénavant utilisées à des fins de publication statistique et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées

		2008	2009	09/08	Evolution annuelle 2010 en %					
					Cumul sur l'année- données brutes	%	jan	fev	mar	avr
							Cumul sur les premiers mois de l'année			
Offres d'emploi										
Aquitaine										
	Ensemble des offres	176 140	166 050	-5,7	20,3	21,6	14,5	17,0		
	<i>dont durables</i>	72 290	65 540	-9,3	38,7	35,8	31,8	30,5		
France métropolitaine										
	Ensemble des offres	3 515 220	2 881 840	-18,0	11,5	14,3	16,8	16,9		
	<i>dont durables</i>	1 551 750	1 233 080	-20,5	13,9	14,7	19,6	21,2		

Entrées à Pôle emploi par motifs (catégories A, B, C)

Aquitaine								
	Fins de contrats à durée déterminée	82 121	86 145	4,9	-11,1	-11,0	-11,5	-12,2
	Fins de missions d'intérim	21 924	19 855	-9,4	-34,7	-31,6	-32,1	-32,6
	Licenciements économiques*	10 037	12 940	28,9	-35,8	-38,2	-40,0	-41,7
	Autres licenciements	36 469	32 471	-11,0	-20,8	-20,0	-18,5	-18,8
	Démissions	16 993	14 369	-15,4	-16,8	-13,8	-13,6	-13,8
	Premières entrées vie active	17 118	20 234	18,2	7,6	10,4	14,3	11,8
	Reprises d'activité	21 184	24 286	14,6	-7,0	-6,8	-3,0	-4,0
	Autres cas	76 887	98 555	28,2	27,3	26,6	27,1	24,6
	Total	282 733	308 855	9,2	-3,1	-2,2	-1,3	-2,5
France métropolitaine								
	Total	5 411 110	6 029 310	11,4	0,3	0,0	0,2	-0,8

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

* Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP

1.3.8. Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C)

		2008	2009	09/08	Evolution annuelle 2010 en %					
					Cumul sur l'année- données brutes	%	jan	fev	mar	avr
							Cumul sur les premiers mois de l'année			
Aquitaine										
		268 820	277 850	3,4	-2,4	2,1	3,5	5,5		
	<i>dont</i>									
	Reprises d'emploi	65 839	63 057	-4,2	-12,5	-8,5	-3,3	-1,9		
	Entrées en stage	22 850	21 991	-3,8	-20,7	-18,2	-12,1	-6,3		
France métropolitaine										
		5 178 360	5 353 530	3,4	12,7	15,0	14,2	13,3		

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

Note : les DEFM de catégorie A, B, C sont les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (soit les catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8).

1.3. Marché du travail

1.3.9. Travail temporaire

	2008	2009	09/08 %	Part en % départ. Aquitaine	Evolution annuelle 2010 en %			
	<i>Cumul sur l'année</i>				jan	fev	mar	avr
					<i>Cumul sur les premiers mois de l'année*</i>			
Travail temporaire ⁽¹⁾								
Dordogne	74 659	69 438	-7,0	10,2	3,6	3,6	8,5	...
Gironde	377 083	344 596	-8,6	50,7	-2,9	1,9	6,3	...
Landes	87 372	82 218	-5,9	12,1	3,9	3,6	5,7	...
Lot-et-Garonne	78 866	67 811	-14,0	10,0	-5,6	0,7	3,5	...
Pyrénées-Atlantiques	138 048	115 869	-16,1	17,0	1,1	3,3	7,4	...
Aquitaine	756 028	679 932	-10,1	100,0	-1,1	2,4	6,4	...

Source : Pôle emploi, DIRECCTE Aquitaine

⁽¹⁾ Nombre de contrats

* Données provisoires

1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites

	au 31 décembre		09/08 %	Part en % départ. Aquitaine	2010			
	2008	2009			jan	fev	mar	avr
					<i>Variation annuelle</i>			
Dordogne	89	49	-44,9	11,5	-24,2	-22,2	-24,2	...
Gironde	268	139	-48,1	32,6	-38,0	-36,7	-36,1	...
Landes	101	75	-25,7	17,6	-1,4	9,2	10,9	...
Lot-et-Garonne	99	77	-22,2	18,1	-28,6	-21,5	-20,2	...
Pyrénées-Atlantiques	151	86	-43,0	20,2	-42,2	-42,6	-42,5	...
Aquitaine	708	426	-39,8	3,6 ⁽¹⁾	-31,2	-28,2	-27,8	...
France métropolitaine	17 300	11 800	-31,8	///	-31,6	-31,2	-30,7	-31,3

Source : Unedic

Champ : nombre de bénéficiaires du régime des préretraites de l'État : allocations spéciales du fonds national de l'emploi (ASFNE), allocations de préretraite progressive (PRP) et allocations complémentaires (ACO).

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlant.	Aquitaine
Flux cumulés de janvier à décembre 2009						
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	0	133	0	0	0	133
Exo. zone de revitalisation rurale (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	155	223	259	101	160	898
Exo. zone Franche urbaine (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	0	754	0	0	0	754
Exo. Association en ZFU (1 ^{er} - 15 ^e salarié)	0	4	0	0	26	30
Contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (2)	39	145	14	48	56	302
Contrats en alternance (3)						
Contrats d'apprentissage (a)	2 036	5 738	1 328	1 444	2 098	12 644
Contrats de professionnalisation	607	3 137	423	426	1 210	5 803
Contrats initiative emploi (4)	576	1 671	464	428	857	3 996
INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE						
Associations intermédiaires (5)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	71	237	68	40	32	448
Entreprises d'insertion (6)	169	537	91	214	69	1 080
AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	1 267	4 151	1 150	815	1 784	9 167
Encouragement au dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	0	0	0	0	0	0
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND						
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	2 775	6 392	1 531	2 007	2 290	14 995
Contrats d'Avenir (8)	409	1 297	294	471	673	3 144
Contrats Emploi Jeune (9)	1	5	3	1	1	11
AUTRES MESURES						
Contrats d'insertion dans la vie sociale - CIVIS (10)	1 355	5 092	1 052	1 417	1 867	10 783
Évolution des flux cumulés 2009/2008						
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	-	-34,2	-	-	-	-34,2
Exo. zone de revitalisation rurale (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	-45,6	-19,8	-45,1	-48,5	-34,2	-39,1
Exo. zone Franche urbaine (1 ^{er} - 50 ^e salarié)	-	-22,8	-	-	-	-22,8
Exo. Association en ZFU (1 ^{er} - 15 ^e salarié)	-	-78,9	-	-	62,5	-14,3
Contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (2)	-30,4	-26,0	-63,2	-29,4	-29,1	-30,9
Contrats en alternance (3)						
Contrats d'apprentissage	2,7	-20,7	-2,1	3,6	-13,2	-12,1
Contrats de professionnalisation	-9,0	-33,2	-23,2	-13,9	-33,2	-29,4
Contrats initiative emploi (4)	114,9	119,3	106,2	76,1	102,1	107,9
INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE						
Associations intermédiaires (5)	-	-	-	-	-	-
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	-12,3	-3,3	-9,3	-18,4	-8,6	-7,6
Entreprises d'insertion (6)	23,4	-0,4	59,6	-5,3	11,3	5,8
AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	15,1	9,6	27,2	-0,4	10,5	11,5
Encouragement au dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	-	-	-	-	-	-
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND						
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	38,4	24,8	67,5	54,5	43,8	37,2
Contrats d'Avenir (8)	-25,1	-9,6	-18,8	-6,7	-19,3	-14,6
Contrats Emploi Jeune (9)	0,0	-50,0	200,0	-75,0	-66,7	-42,1
AUTRES MESURES						
Contrats d'insertion dans la vie sociale - CIVIS (10)	8,4	7,1	0,4	17,1	-2,5	5,9

Source : Ministère du travail : Dares

(1) Nombre de déclarations d'embauches reçues ou acceptées

(2) Nombre de conventions signées

(3) Nombre de nouveaux contrats enregistrés

(4) Nombre de conventions signées, nouvelle formule

(5) Nombre de personnes mises à disposition (en moyenne par mois)

nd : non disponible ; ns : non significatif

(6) Nombre d'embauches en CDD

(7) Nombre de bénéficiaires des aides (ACCRES, EDEN)

(8) Nombre total des conventions initiales et des avenants

(9) Nombre total d'embauches

(10) Nombre d'entrées dans le dispositif

1.4. Commerce extérieur

1.4.1. Pays clients et pays fournisseurs de l'Aquitaine entre avril 2009 et mars 2010

Unité : million d'euros

Zone géographique	Exportations			Importations			Soldes
	12 mois du 2t-2009 au 1t-2010 Valeur	valeur en %	évol sur 1 an (%)	12 mois du 2t-2009 au 1t-2010 Valeur	valeur en %	évol sur 1 an (%)	Valeur
Europe	8 262	67,5	-9,1	7 274	73,5	-10,4	988
Union européenne	7 390	60,4	-7,5	6 213	62,8	-4,7	1 177
<i>dont</i>							
<i>Espagne</i>	1 919	15,7	-14,1	1 667	16,8	4,6	252
<i>Allemagne</i>	1 186	9,7	1,9	974	9,8	-19,4	212
<i>Royaume-Uni</i>	956	7,8	-20,3	884	8,9	-1,2	72
<i>Italie</i>	886	7,2	12,5	427	4,3	-11,2	459
<i>Belgique</i>	570	4,7	-2,2	549	5,5	-3,9	22
<i>Pays-Bas</i>	377	3,1	-1,1	506	5,1	-11,1	-129
<i>Portugal</i>	238	1,9	-19,6	332	3,4	11,5	-93
<i>Suède</i>	163	1,3	8,4	126	1,3	-22,8	37
<i>Irlande</i>	85	0,7	-32,3	79	0,8	-19,7	6
<i>Finlande</i>	27	0,2	15,1	35	0,4	-42,2	-8
<i>Danemark</i>	131	1,1	99,9	61	0,6	-8,5	70
<i>Lettonie</i>	8	0,1	-12,0	4	0,0	-73,7	5
<i>Lituanie</i>	12	0,1	19,2	65	0,7	-25,5	-54
<i>Pologne</i>	178	1,5	-7,6	83	0,8	-5,5	95
Afrique	482	3,9	-13,2	272	2,7	-19,8	210
Amérique	2 380	19,5	-21,7	1 269	12,8	-25,8	1 111
<i>dont</i>							
<i>États-Unis</i>	1 919	15,7	-20,6	870	8,8	-23,5	1 049
<i>Canada</i>	126	1,0	-20,7	145	1,5	-41,9	-19
Proche et Moyen Orient	111	0,9	-10,5	22	0,2	-40,5	89
Asie	951	7,8	4,5	913	9,2	-15,6	38
<i>dont</i>							
<i>Chine</i>	193	1,6	31,0	484	4,9	-11,3	-291
<i>Japon</i>	168	1,4	-21,7	117	1,2	-48,4	51
<i>Hong-Kong</i>	146	1,2	46,3	5	0,0	-11,6	142
<i>Singapour</i>	40	0,3	3,7	3	0,0	-31,4	37
Autres pays (yc. non déterminés)	49	0,4	-2,0	151	1,5	15,6	-102
Total	12 235	100,0	-11,1	9 901	100,0	-14,3	2 334

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 10 juin 2010

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

1. Cadrage

1.4. Commerce extérieur

1.4.2. Produits exportés en valeur

Unité : million d'euros

	2008	2009	09/08 %	12 mois du 2T2009 au 1T2010	2009			2010	Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					Variation annuelle (%)				2T2009 au 1T2010
Aquitaine									
Exportations totales	14 221	12 082	-15,0	12 235	-24,5	-14,2	-8,0	4,7	3,5
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	1 034	831	-19,6	817	-32,9	-19,3	-12,9	-4,8	7,2
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	268	124	-53,7	160	-62,8	-57,0	9,4	189,5	2,5
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	2 806	2 323	-17,2	2 340	-21,9	-17,2	-6,2	2,9	7,0
<i>dont boissons</i>	1 857	1 436	-22,7	1 434	-28,9	-23,2	-11,5	-0,7	16,3
Produits pétroliers raffinés et coke	6	4	-33,3	4	-50,0	-50,0	0,0	100,0	0,0
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 007	784	-22,1	800	-26,6	-24,9	-18,9	8,0	1,2
Produits informatiques, électroniques et optiques	482	361	-25,1	373	-31,8	-27,5	-22,4	12,4	1,6
Équipements électriques et ménagers	137	122	-11,5	124	-28,4	-3,2	6,5	9,0	0,8
Machines industrielles et agricoles, diverses	388	301	-22,4	303	-17,9	-29,5	-23,4	2,0	1,1
Matériels de transport	3 288	2 864	-12,9	2 888	-32,6	-0,1	-15,3	2,7	3,8
Industrie automobile	507	526	3,6	563	-21,8	20,6	108,3	33,4	1,6
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles	2 781	2 338	-15,9	2 325	-34,8	-4,1	-28,3	-1,8	5,9
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	2 725	2 278	-16,4	2 270	-35,5	-3,8	-29,4	-1,1	8,6
Autres produits industriels	5 771	5 119	-11,3	5 192	-16,2	-14,4	-2,5	5,5	3,7
Textiles, habillement, chaussures	535	490	-8,4	480	-4,8	-12,1	-3,8	-6,5	3,1
Bois papier et carton	984	844	-14,2	876	-14,3	-14,9	-4,8	15,7	11,4
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 364	1 170	-14,2	1 169	-26,3	-8,8	-7,4	-0,3	2,8
Produits pharmaceutiques	1 461	1 480	1,3	1 528	2,8	-7,0	3,9	13,0	5,8
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	356	295	-17,1	300	-24,2	-10,7	-14,0	6,8	2,0
Produits métallurgiques et métalliques	803	562	-30,0	548	-35,4	-42,4	-7,6	-10,6	2,2
Produits manufacturés divers	268	278	3,7	292	-8,5	6,6	20,6	19,7	2,8
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	39	33	-15,4	35	-36,4	-41,7	57,1	25,0	1,1

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 10 juin 2010

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

1.4. Commerce extérieur

1.4.3. Produits importés en valeur

Unité : million d'euros

	2008	2009	09/08 %	12 mois du 2T2009 au 1T2010	2009			2010	Part en % Aq / Fr
					T2	T3	T4	T1	
					Variation annuelle (%)				2T2009 au 1T2010
Aquitaine									
Importations totales	12 245	9 671	-21,0	9 901	-33,8	-18,1	-8,0	9,5	2,5
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	355	371	4,5	352	19,7	-15,2	4,3	-17,1	3,6
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	230	146	-36,5	139	-52,2	-15,9	-22,0	-20,0	0,3
Produits manufacturés									
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	1 015	913	-10,0	933	-9,2	-11,9	-5,8	8,1	3,2
<i>dont boissons</i>	203	191	-6,1	202	1,9	0,7	-3,1	30,3	7,6
Produits pétroliers raffinés et coke	1 981	1 358	-31,4	1 345	-48,9	-22,3	-10,6	-3,5	8,8
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 509	1 037	-31,3	1 005	-44,9	-25,5	-25,7	-11,8	1,2
Produits informatiques, électroniques et optiques	650	452	-30,5	434	-51,2	-11,9	-25,6	-14,0	1,2
Équipements électriques et ménagers	195	164	-15,5	163	-22,8	-26,5	-15,6	-2,8	1,0
Machines industrielles et agricoles, diverses	664	421	-36,6	107	-43,4	-35,4	-29,8	-12,5	0,4
Matériels de transport	2 302	1 888	-18,0	2 108	-42,3	9,2	-9,6	53,9	3,2
Industrie automobile	862	919	6,6	1 061	-7,5	23,0	28,6	71,4	2,7
Industries aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, cycles et motocycles	1 440	969	-32,7	1 047	-59,6	-0,1	-29,0	37,5	4,0
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i>	1 415	949	-32,9	1 026	-60,4	0,6	-29,1	37,8	8,2
Autres produits industriels	4 806	3 927	-18,3	3 992	-24,9	-25,4	-1,0	6,3	2,6
Textiles, habillement, chaussures	570	479	-16,0	462	-5,3	-21,6	-20,9	-12,4	1,8
Bois papier et carton	645	560	-13,2	578	-22,2	-12,4	6,3	13,1	5,0
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	1 299	808	-37,8	869	-49,4	-38,9	-30,0	24,2	2,6
Produits pharmaceutiques	797	858	7,7	887	8,9	-20,3	78,3	16,2	4,0
Produits en caoutchouc, plastique, minéraux divers	531	471	-11,3	476	-19,9	-9,2	-4,1	4,1	2,6
Produits métallurgiques et métalliques	611	430	-29,6	400	-36,3	-41,3	-29,3	-22,1	1,4
Produits manufacturés divers	352	321	-8,8	326	-12,6	-14,0	-5,7	5,7	2,0
Produits divers (édition, documents techniques, objets d'art, antiquités)	46	29	-37,0	27	-53,3	-50,0	-18,2	-12,5	0,8

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, 10 juin 2010

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.1. Exploitations agricoles

	2000	2007	évol annuelle 2007/2000 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine - ensemble des exploitations				
Nombre d'exploitations agricoles	56 221	43 850	-3,5	8,6
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 475	1 411	-0,6	8,6
Taille moyenne des exploitations (ha)	26	32	3,0	///
Actifs agricoles familiaux	101 416	77 381	-3,8	8,8
Salariés agricoles permanents	23 500	21 092	-1,5	14,7
Aquitaine - exploitations professionnelles				
Nombre d'exploitations agricoles professionnelles	32 607	26 959	-2,7	8,3
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 281	1 252	-0,3	5,0
Taille moyenne des exploitations (ha)	39	46	2,4	///
Actifs agricoles familiaux	68 038	42 301	-6,6	
Salariés agricoles permanents	22 414	20 658	-1,2	
Nombre d'UTA totales (unité de travail annuel)	81 695	70 649	-2,1	
Nombre moyen d'UTA par exploitation	2,5	2,6	0,7	///
Nombre moyen d'UTA pour 100 hectares	6,4	5,6	-1,8	///

Source : DRAAF - SRISET

Recensement de l'Agriculture de 2000 et enquête Structure 2007

(1) En milliers d'hectares

2.1.2. Productions animales

Unité : poids produit (équivalent-carcasse) en tonnes

Aquitaine	2009	Aquitaine/ France en 2009 (%)
Bovins		
Gros bovins	35 836	2,7
Veaux de boucherie	24 115	13,1
Porcins	71 446	3,2
Ovins	8 392	6,8
Caprins	543	4,8
Volailles		
Canards gras	82 332	51,4
dont foies gras	9 127	49,6
Oies grasses	2 093	48,5
dont foies gras	220	44,1
Poulets de chair	52 836	5,4

Source : DRAAF - SRISET - Statistique agricole annuelle SAA 2009

Note : il s'agit des animaux finis produits dans la région

2.1.3. Productions végétales

	Rendement		Production		09/08
	2008	2009	2008	2009	%
Aquitaine					
Céréales					
Maïs-grain (n.c. semences)	93	89	30 144	29 087	-3,5
Oléagineux					
Tournesol	25	25	1 315	1 539	17,0
Soja	26	25	114	219	92,1
Tabac	28		39	41	5,1
Légumes					
Maïs doux	191	205	4 041	3 067	-24,1
Fraises	185	200	177	179	1,1
Carottes	373	390	1 822	1 872	2,7
Asperges	32	33	46	47	2,2
Tomates	960	980	845	880	4,1
Haricots verts	104	110	896	933	4,1
Fruits					
Prunes à pruneaux	92	129	811	1 355	67,1
Noisettes ⁽¹⁾	15	28	26	58	123,1
Kiwi	214	216	397	403	1,5
Noix ⁽¹⁾	17	21	80	101	26,3
Production de vin					
Ensemble	40	51	5 819	7 364	26,6
dont AOC ⁽²⁾	40	51	5 610	7 034	25,4
Vin rouge et rosé	///	///	5 031	6 303	25,3
dont AOC ⁽²⁾	///	///	4 955	6 152	24,2

Source : DRAAF - SRISSET - SAA (statistique agricole annuelle) 2008 et 2009

(1) Y compris la production des arbres isolés

(2) Volumes revendiqués

Note : les rendements sont exprimés en quintaux/hectare et les productions en milliers de quintaux sauf pour le vin où ils sont respectivement exprimés en hectolitres/hectare et en milliers d'hectolitres.

Pour le tabac, les légumes et les fruits, il s'agit de la production récoltée.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine

Unité : million d'euros courants, %

Aquitaine	2006	2007	2008	2009	09/08 (%)
Produits végétaux	3 189	3 379	3 236	3 141	-2,9
Céréales	536	762	552	464	-15,9
<i>dont blé tendre</i>	77	100	96	53	-44,8
<i>dont maïs</i>	423	611	419	383	-8,6
Oléagineux	44	70	56	53	-5,4
Tabac	16	15	16	16	1,9
Fourrages	213	217	239	252	5,5
Légumes frais	210	220	221	195	-11,8
Fruits	371	365	314	295	-6,1
Vins de qualité	1 579	1 532	1 367	1 614	18,1
Autres produits végétaux	220	200	192	251	30,7
Produits animaux	1 324	1 347	1 464	1 308	-10,7
Gros bovins, veaux	493	475	486	454	-6,6
Porcins	69	66	70	66	-5,7
Ovins	54	50	51	53	3,9
Volailles et œufs	386	439	481	413	-14,1
Laits et produits laitiers	271	266	310	264	-14,8
Autres produits animaux	51	52	58	57	-1,7
Production totale au prix de base	4 756	4 975	4 668	4 693	0,5
<i>dont production de services</i>	244	248	255	244	-4,1
<i>dont subventions sur les produits</i>	152	145	188	181	-3,7
Consommations intermédiaires	2 500	2 667	2 766	2 696	-2,5
Charges de cultures	485	530	551	543	-1,5
Charges animales	622	721	789	731	-7,4
Entretien et produits pétroliers	441	454	497	463	-6,8
Autres consommations intermédiaires	952	962	949	959	1,1
Valeur ajoutée brute	2 256	2 308	1 902	1 998	5,0
Consommation de capital fixe	815	864	925	943	2,0
Ressources					
Valeur ajoutée nette	1 441	1 444	977	1 055	8,0
Subventions d'exploitations	357	360	355	355	0,1
Emplois					
Salaires et cotisations sociales	916	929	902	906	0,5
Impôts sur la production	105	103	104	102	-1,7
Revenu mixte net	778	771	326	402	23,3
Résultat agricole	1 693	1 700	1 229	1 307	6,3
Unités de travail annuel totales (UTAT)	88 496	87 989	87 316	87 316	0,0
Résultat agricole par UTA totales (€)	19 135	19 330	14 070	14 970	6,4
Unités de travail annuel non salariées (UTANS)	47 284	46 054	44 860	44 860	0,0
Revenu net d'entreprises agricole par UTANS (millier d'€)	12,1	12,3	2,7	4,2	56,3
Indice de prix du PIB : évolution n/n-1	102,4	102,5	102,5	101,1	-1,4
Évolution du RNEA par UTANS (en %) en termes réels	24,4	-0,8	-56,7	9,3	///

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 100 en 2005

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2010. Résultats définitifs en 2006 et 2007, semi-définitifs en 2008 et provisoires en 2009.

Production totale au prix de base = produits végétaux + produits animaux + services

Valeur ajoutée brute = production totale au prix de base - consommations intermédiaires

Valeur ajoutée nette = valeur ajoutée brute - consommation de capital fixe

Revenu mixte net = valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - salaires et cotisations sociales - impôts sur la production

Résultat agricole = revenu mixte net + salaires et cotisations sociales

2.1.5. Le résultat agricole par département

Unité : million d'euros courants, %

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Gar.		Pyrénées-Atl.	
	2009	09/08	2009	09/08	2009	09/08	2009	09/08	2009	09/08
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits végétaux										
Céréales	64,5	-15,3	47,2	-8,6	166,2	-15,5	92,8	-23,9	93,7	-11,6
<i>dont blé tendre</i>	13,8	-40,3	2,4	-50,7	1,2	-69,5	34,6	-42,2	1,5	-65,6
<i>dont maïs</i>	37,4	6,3	43,2	-3,1	163,9	-14,1	48,4	-3,8	90,1	-8,5
Oléagineux	14,4	-0,1	3,9	-3,2	1,5	31,5	32,3	-7,9	1,4	32,9
Tabac	5,9	1,3	0,6	-6,9	0,9	3,0	7,5	3,6	1,7	7,9
Fourrages	81,0	5,8	17,3	5,8	15,4	5,5	35,6	5,7	103,2	5,6
Légumes frais	13,4	-17,9	42,3	-7,5	37,2	-22,0	86,3	-10,2	15,3	-1,8
Fruits	70,9	-1,0	24,9	-1,8	22,3	-9,6	170,6	-8,4	5,9	-1,8
Vins de qualité	92,0	51,2	1473,9	16,4	1,9	19,1	31,1	21,2	15,5	19,7
Autres produits végétaux	36,4	4,9	141,5	63,5	17,1	6,6	44,3	2,7	11,9	1,3
Produits animaux										
Gros bovins et veaux	166,2	-8,7	31,5	-7,4	27,7	-3,8	35,2	-5,2	193,6	-5,2
Porcins	15,8	-7,7	4,9	-5,7	7,0	-6,7	7,4	-6,5	31,4	-3,9
Ovins	8,7	6,3	3,8	-0,1	1,3	-1,0	4,1	2,1	34,8	2,4
Volailles et œufs	61,3	-10,6	14,0	-6,4	213,1	-9,8	16,1	-59,4	108,4	-10,8
Laits et produits laitiers	56,8	-17,9	10,3	-23,9	19,4	-27,1	28,3	-22,9	149,7	-8,7
Autres produits animaux	4,9	-0,5	5,8	-0,3	31,4	-0,3	7,2	-0,8	7,8	-2,9
Production totale au prix de base	736,8	-2,1	1 890,9	14,9	597,4	-11,1	648,0	-11,6	820,4	-5,2
<i>dont production de services</i>	44,7	-4,0	69,0	-4,0	35,2	-4,0	49,3	-4,0	46,2	-4,0
<i>dont subventions sur les produits</i>	40,6	-1,2	12,2	2,5	23,5	0,0	56,6	-9,1	49,2	0,0

Source : DRAAF-SRISET - Comptes de l'agriculture en base 2005

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2010. Résultats semi-définitifs en 2008 et provisoires en 2009.

(1) milliers d'euros

Les comptes de l'agriculture retracent l'ensemble de la production agricole, évaluée au prix de base. Ils comprennent la production au prix producteur, la production intra-consommée et les fourrages, les subventions directes sur les produits.

Les consommations intermédiaires sont évaluées aux prix d'acquisition hors subvention et hors TVA déductible. Elles incluent la production intra-consommée afin d'annuler son effet sur la valeur ajoutée et les revenus. Les subventions d'exploitation, l'aide au gel, les indemnités spéciales sont prises en compte dans le calcul du résultat agricole global.

On définit deux indicateurs à partir des soldes comptables:

** le résultat agricole global correspond à la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs.

**le revenu net d'entreprise agricole est le résultat final de l'activité agricole de l'année après déduction de toutes les charges.

La réforme de la PAC modifie en profondeur les comptes de l'agriculture. Dès 2004, de nouvelles subventions sur les produits ont été créées. A partir de 2005, la modulation des aides et les contraintes de conditionnalité des subventions au respect d'un certain nombre de normes agri-environnementales entraînent un tassement des subventions sur les produits. A partir de 2006, le découplage partiel des aides à la production entraînera une forte diminution des subventions sur les produits et un report en versement unique dans le cadre des subventions d'exploitations.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles

Aquitaine	Sommes versées (en milliers d'euros)		
	2 007	2 008	2 009
Mesures du Règlement de Développement Rural			
Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE)	4 277	550	
Contrat d'Agriculture Durable (CAD)	4 645	2 854	
Dotations Jeunes Agriculteurs (DJA)	5 870	7 100	
Mesures			
- boisement agricole		254	
- autres mesures	31 250	19 562	
Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN)	27 780	28 186	
Mesures Agro-Environnementales (MAE)		1 176	
Pré retraite sociale		908	
Remembrement des terres (aides SAFER)		294	
Aides Montagne Bâtiment			
Aides Montagne Mécanisation			
Aide à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles (POA PDRN)			
Formation RDR	19		
Aide à la transmission d'exploitation (ATE)	121		
Aide aux CUMA	35		
Objectif 2 : volet développement rural du DOCUP			
Mesures hors Règlement de Développement Rural			
Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA)	1 842	1 952	
Aides à la restructuration des Exploitations			
- Aide à la Reconversion Professionnelle (ARP)			
- Agriculteurs en difficulté	387	76	
- Transferts de Droits à Prime (TDP)			
Autres aides à l'installation des Jeunes Agriculteurs			
- Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales (PIDIL-Etat)	644	666	
Stage 6 mois (bourse aux stagiaires)	193		
Stage 6 mois (indemnités de tutorat)	43		
Aides à la modernisation des exploitations			
Animation biologique			
Aide à la transformation et à la commercialisation aux IAA (POA IFOP)			
OGAF opération groupée d'aménagement foncier	6		
Programme LEADER PLUS (FEOGA 0)		4 214	
Pôle d'excellence rurale (depuis 2007)	110	477	
PMBE Plan de modernisation des bâtiments d'élevage (depuis 2007)	5 042	6 566	
PVE Plan végétal pour l'environnement (depuis 2007)	320	840	

Source : ASP

Agence Spéciale de Paiement

2.1. Agriculture

2.1.10. Vin : transactions enregistrées par le CIVB

Volume total en vrac (1) (milliers d'hectolitres)	Campagne			Campagne 2009-2010	
	2007-2008	2008-2009	évol. %	Août 2009 à avril 2010	
				Volume	Évolution (%)
Vins rouges	3 086,8	2 444,4	-20,8	18 394,0	14,0
Vins blancs secs	317,4	225,4	-29,0	228,1	15,0
Vins blancs doux	52,7	31,9	-39,5	23,8	5,0

Prix moyen en vrac (1) (€ / tonneau)	Campagne			Campagne 2009-2010	
	2007-2008	2008-2009	évol. %	Août 2009 à avril 2010	
				Prix	Évolution (%)
Bordeaux rouge AOC	998	988	-1,0	921	-7
Bordeaux blanc sec AOC	1 202	1 203	-	1 064	-11
Bordeaux blanc doux AOC	1 021	1 021	-	ns	ns

Source : CIVB Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux

Note : la campagne s'étend d'août à juillet de l'année suivante ; la campagne 2009-2010 commence en août 2009.

(1) Tous millésimes confondus

2.1.11. Livraison de lait de vache à l'industrie

	Campagne			Évol. annuelle 2010-2011 (%)		
	2008-2009	2009-2010	évol. %	avril	mai	juin
	Cumul sur les premiers mois de la campagne					
Quantité (milliers d'hectolitres)	6 263	6 038	-3,6	-0,7	nd	

	Campagne			Évol. annuelle 2010-2011 (%)		
	2008-2009	2009-2010	évol. %	avril	mai	juin
	Variation annuelle en %					
Prix moyen livré (euros/litre)	0,351	0,297	-15,4	18,5	nd	

Source : Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt - SRISSET

Note : la campagne de livraison de lait à l'industrie s'étend d'avril à mars de l'année suivante

La campagne 2009-2010 commence en avril 2009

2.1.12. Animaux abattus

Unité : tonne (en équivalent-carcasse)

	2007	2008	08/07 %	2009	09/08 %
Vaches (vaches de réforme)	16 418	16 567	0,9	16 963	2,4
Veaux	34 782	34 244	-1,5	35 130	2,6
Porcs charcutiers	66 933	64 872	-3,1	64 953	0,1

Source : Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt - SRISSET

Note : il s'agit des années civiles

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.13. Productions fruitières et légumières

Surfaces (en hectares)	2008	2009 (sd)	09/08 %	Part en %
				Aquitaine France en 2009
Pommes de table	4 171	4 160	-0,3	10,1
Toutes pêches	374	342	-8,6	2,3
Poires de table	430	380	-11,6	5,3
Prunes à pruneaux	8 806	10 500	19,2	84,8
Pomme de terre primeur	1 012	960	-5,1	12,6
Fraise	953	899	-5,7	30,6
Asperge	1 427	1 428	0,1	27,1
Tomate	880	898	2,0	17,7
Carotte	4 885	4 800	-1,7	37,2
Vins	145 593	143 056	-1,7	18,2

Rendement (en quintaux/hectare)	2008	2009 (sd)	09/08
			%
Pommes de table	474	479	1,1
Toutes pêches	152	157	3,3
Poires de table	144	291	102,1
Prunes à pruneaux	92	129	40,2
Pomme de terre primeur	178	200	12,4
Fraise	185	200	8,1
Asperge	32	33	3,1
Tomate	960	980	2,1
Carotte	373	390	4,6

Production (en milliers de quintaux)	2008	2009 (sd)	09/08 %	Part en %
				Aquitaine France en 2009
Pommes de table	1 977	1 994	0,9	11,5
Toutes pêches	57	54	-5,3	1,6
Poires de table	62	111	79,0	5,9
Prunes à pruneaux	811	1 355	67,1	85,2
Pomme de terre primeur	180	192	6,7	11,5
Fraise	177	179	1,1	38,7
Asperge	46	47	2,2	24,2
Tomate	845	880	4,1	11,3
Carotte	1 822	1 872	2,7	34,0
Vins (en milliers d'hectolitres)	5 819	7 364	26,6	15,7

Source : DRAAF Aquitaine - SRISSET - Statistique Agricole Annuelle 2008 & Statistique Agricole semi-définitive 2009

2.1.14 Exploitations forestières et scieries

	2007	2008	08/07 %	Part en %	
				départ. Aquitaine	
Dordogne					
Exploitation forestière (a)	70	63	-10,0	25,8	
Scierie (b)	76	77	1,3	41,8	
Gironde					
Exploitation forestière (a)	78	66	-15,4	27,0	
Scierie (b)	53	44	-17,0	23,9	
Landes					
Exploitation forestière (a)	72	66	-8,3	27,0	
Scierie (b)	33	31	-6,1	16,8	
Lot-et-Garonne					
Exploitation forestière (a)	20	18	-10,0	7,4	(a) Nombre d'entreprises ayant une activité
Scierie (b)	14	13	-7,1	7,1	d'exploitation forestière
Pyrénées-Atlantiques					(b) Nombre d'entreprises ayant une activité
Exploitation forestière (a)	30	31	3,3	12,7	de scierie
Scierie (b)	18	18	0,0	9,8	(c) Part en % de l'Aquitaine dans la France
Aquitaine					
Exploitation forestière (a)	270	244	-9,6	6,8	
Scierie (b)	194	184	-5,2	9,4	

Source : SSP - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

2.1.15 Récolte de bois et production de sciages

Unité : millier de mètres cubes

	Ensemble				dont pin maritime			
	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. Aquitaine	2007	2008	08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	280,1	215,0	-23,2	4,3	125,0	99,7	-20,2	2,2
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	329,7	293,2	-11,1	9,0	89,9	92,9	3,3	3,3
Production de sciages ⁽³⁾	188,1	164,6	-12,5	11,6	109,5	96,7	-11,7	7,7
Gironde								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	1 655,1	1 380,2	-16,6	27,8	1 605,8	1 341,6	-16,5	29,0
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	999,1	907,1	-9,2	27,9	912,5	834,1	-8,6	30,0
Production de sciages ⁽³⁾	545,2	488,1	-10,5	34,4	492,1	475,0	-3,5	37,7
Landes								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	3 101,4	3 019,9	-2,6	60,8	3 052,3	2 971,3	-2,7	64,2
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	1 761,4	1 788,5	1,5	55,0	1 695,2	1 712,4	1,0	61,6
Production de sciages ⁽³⁾	735,1	663,5	-9,7	46,8	724,9	648,5	-10,5	51,5
Lot-et-Garonne								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	360,5	287,9	-20,1	5,8	269,4	200,0	-25,8	4,3
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	191,7	210,0	9,5	6,5	128,6	139,2	8,2	5,0
Production de sciages ⁽³⁾	113,9	49,6	-56,5	3,5	77,4	37,1	-52,1	2,9
Pyrénées-Atlantiques								
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	75,9	63,8	-15,9	1,3	6,7	4,7	-29,9	0,1
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	57,3	54,1	-5,6	1,7	5,4	1,7	-68,5	0,1
Production de sciages ⁽³⁾	36,9	37,1	0,5	2,6	0,9	1,2	33,3	0,1
Aquitaine				(c)				(c)
Récolte de bois d'œuvre ⁽¹⁾	5 473,0	4 966,7	-9,3	24,1	5 059,2	4 628,7	-8,5	91,7
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	3 339,2	3 252,9	-2,6	28,3	2 831,7	2 780,3	-1,8	88,9
Production de sciages ⁽³⁾	1 619,1	1 417,4	-12,5	16,2	1 404,8	1 258,5	-10,4	77,4

Source : SSP - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

(1) Grumes : en mètres cubes ronds sur écorce

(2) Bois de trituration pour pâtes et panneaux : en mètres cubes ronds sur écorce pour tous les bois d'industrie

La récolte totale est la somme de la récolte de bois d'œuvre, de bois d'industrie et de bois de feu. Cette dernière, de plus faible volume, n'apparaît pas dans le tableau.

(3) Production des entreprises livrée à des tiers ou transférée dans leurs ateliers (bois tropicaux, merrains, traverses et appareils de voie : en mètres cubes de sciages).

2.1.16. Evolution de la pêche

Apports débarqués en criées	2007	2008	08/07 %	Part en % Aquitaine/ France en 2008
Quantité (tonnes)				
Ports du Pays basque	5 332	3 799	-28,8	
Port d'Arcachon	2 939	2 134	-27,4	
Aquitaine	8 271	5 933	-28,3	2,9
France	234 134	205 026	-12,4	
Valeur (milliers d'euros)				
Ports du Pays basque	12 543	10 069	-19,7	
Port d'Arcachon	17 845	14 188	-20,5	
Aquitaine	30 388	24 257	-20,2	3,9
France	688 991	614 805	-10,8	///

Source : Direction interrégionale des affaires maritimes Poitou-Charentes - Aquitaine, Infomer

Note au lecteur

Utilisation de la source Sirene

En théorie, à partir d'un parc existant l'année (n-1), on peut calculer le parc de l'année (n) en y ajoutant les créations et en y retranchant les cessations.

En pratique, ce raisonnement ne peut pas s'appliquer à partir des éléments dont on dispose dans les chapitres traitant du secteur secondaire, du secteur tertiaire et des entreprises, à savoir :

- l'évolution du parc d'établissements à partir du répertoire Sirene (REE),
- l'évolution des créations d'entreprises à partir du répertoire Sirene,
- l'évolution des défaillances d'entreprises (en date de jugement) à partir du Bodacc¹.

Ce raisonnement ne peut donc pas s'appliquer pour trois raisons.

Premièrement, on dénombre un stock d'établissements dont on mesure des flux d'entreprises en création ou en défaillance ; ce qui est loin d'être comparable.

Deuxièmement, les défaillances ne sont qu'une partie des cessations. Une entreprise peut cesser son activité sans pour autant connaître des difficultés de bilan justifiant une ouverture de redressement judiciaire publiée au Bodacc. Les séries de défaillances ne peuvent donc être rapprochées des statistiques issues de Sirene.

Troisièmement, la nature administrative de Sirene fait que les cessations sont connues tardivement, soit par les déclarations des entreprises, soit par les enquêtes de mises à jour. Le volume des cessations est donc étroitement lié à la gestion du répertoire Sirene. Les séries de cessations ne sont pas utilisables pour apprécier l'évolution conjoncturelle du secteur.

Toutefois, l'évolution du parc des établissements, à condition d'être évaluée sur des ensembles suffisamment agrégés tant au niveau des secteurs que des tailles d'établissements, reste pertinente sur le plan économique et traduit bien les mouvements conjoncturels de hausse et de baisse.

Le champ retenu pour les données de stock d'entreprise et d'établissement et de créations est le « champ des activités marchandes hors agriculture ».

Les activités de location de logements, locations de terrains et location d'autres biens immobiliers ne sont pas intégrées dans les tableaux relatifs aux entreprises artisanales. Cela représente 190 unités en Aquitaine.

¹ *Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales*

2. Secteurs d'activité

2.2. Industrie

2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille

Unité : établissement

Nomenclature Agrégée A 38	2009				Total	Part (%)
	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 salariés ou plus		
Aquitaine						
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3 496	399	88	3	3 986	25,8
Industries extractives	193	72	6	1	272	1,8
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	694	66	21	1	782	5,1
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	1 494	250	59	2	1 805	11,7
Cokéfaction et raffinage	9	2	0	0	11	0,1
Industrie chimique	135	57	34	1	227	1,5
Industrie pharmaceutique	12	9	10	3	34	0,2
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques	731	175	37	0	943	6,1
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	695	254	44	0	993	6,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	148	25	15	2	190	1,2
Fabrication d'équipements électriques	85	30	8	1	124	0,8
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	391	94	22	1	508	3,3
Fabrication de matériels de transport	153	45	22	10	230	1,5
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	3 167	227	37	2	3 433	22,2
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	733	90	35	1	859	5,6
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	871	139	40	0	1 050	6,8
Ensemble établissements industriels	13 007	1 934	478	28	15 447	100,0
(en %)	84,2	12,5	3,1	0,2	100,0	

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives

2.2. Industrie

2.2.3. Répartition des établissements industriels par département et par activité

Unité : établissement

Nomenclature Agrégée A 38	2009					Aquitaine
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	723	1 333	539	530	861	3 986
Industries extractives	71	74	32	37	58	272
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	123	280	99	56	224	782
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	330	753	233	174	315	1 805
Cokéfaction et raffinage	1	5	2	0	3	11
Industrie chimique	34	83	33	29	48	227
Industrie pharmaceutique	0	20	0	4	10	34
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques	148	352	118	128	197	943
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	112	385	98	107	291	993
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	19	115	8	7	41	190
Fabrication d'équipements électriques	18	63	4	5	34	124
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	60	224	44	68	112	508
Fabrication de matériels de transport	21	105	27	35	42	230
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	503	1 305	397	356	872	3 433
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	119	322	69	89	260	859
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	182	403	117	144	204	1 050
Ensemble établissements industriels	2 464	5 822	1 820	1 769	3 572	15 447
(en %)	16,0	37,7	11,8	11,5	23,1	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives

2.2.4. Créations d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	84	190	126,2	12,4
Gironde	250	593	137,2	38,8
Landes	76	203	167,1	13,3
Lot-et-Garonne	58	171	194,8	11,2
Pyrénées-Atlantiques	144	371	157,6	24,3
Aquitaine	612	1 528	149,7	6,1
France métropolitaine	11 268	25 088	122,6	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	122	167	36,9	5,0
France	2 739	3 319	21,2	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA - Industries Agro Alimentaires

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	24	27	12,5	12,3
Gironde	60	80	33,3	43,1
Landes	18	27	50,0	14,0
Lot-et-Garonne	40	48	20,0	15,3
Pyrénées-Atlantiques	38	38	0,0	15,3
Aquitaine	180	220	22,2	6,9 (1)
France métropolitaine	2 521	3 209	27,3	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	57	65	14,0	6,5
France	1 084	1 006	-7,2	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.2.8. Établissements des IAA selon l'activité (a)

Unité : ratio par salarié en milliers d'euros

Aquitaine	2006	2007	Structure en 2007		Part en % Aquitaine France
			%		
			Aquitaine	France	
Industrie des viandes					
Nombre d'établissements	111	110	33,4	24,9	8,9
Effectif salarié moyen (1)	6 389	5 910	31,0	29,5	5,6
Investissement / salarié	4,1	3,6	///	///	///
Rémunération / salarié	22,8	22,0	///	///	///
Industrie des produits d'élevage					
Nombre d'établissements	10	8	2,4	2,8	5,7
Effectif salarié moyen (1)	1 583	1 609	8,4	3,0	15,2
Investissement / salarié	5,2	3,8	///	///	///
Rémunération / salarié	22,9	22,8	///	///	///
Industrie des fruits et légumes					
Nombre d'établissements	35	33	10,0	4,9	13,6
Effectif salarié moyen (1)	2 340	2 371	12,4	6,8	9,7
Investissement / salarié	10,2	9	///	///	///
Rémunération / salarié	22,9	25,8	///	///	///
Industrie laitière					
Nombre d'établissements	16	17	5,2	11,8	2,9
Effectif salarié moyen (1)	2 107	2 222	11,7	14,8	4,2
Investissement / salarié	9,7	8,4	///	///	///
Rémunération / salarié	31,1	27,1	///	///	///
Fabrication d'aliments pour animaux					
Nombre d'établissements	18	18	5,5	8,6	4,2
Effectif salarié moyen (1)	506	452	2,4	4,6	2,8
Investissement / salarié	8,5	21,5	///	///	///
Rémunération / salarié	25,5	30,1	///	///	///
Industrie des boissons					
Nombre d'établissements	59	55	16,7	13,0	8,5
Effectif salarié moyen (1)	1 906	1 914	10,0	9,4	5,7
Investissement / salarié	13,3	14,6	///	///	///
Rémunération / salarié	28,2	28,8	///	///	///
Autres industries alimentaires					
Nombre d'établissements	82	51	15,5	34,0	3,0
Effectif salarié moyen (1)	3 882	2 325	12,2	32,0	2,0
Investissement / salarié	7,9	5,0	///	///	///
Rémunération / salarié	25,7	27,4	///	///	///
Ensemble des IAA					
Nombre d'établissements	331	329	100,0	100,0	6,6
Effectif salarié moyen (1)	18 713	19 053	100,0	100,0	5,3
Investissement / salarié	7,4	8,4	///	///	///
Rémunération / salarié	25,0	25,1	///	///	///

Source : SCEES - AGRESTE - Enquête annuelle d'entreprise (EAE)

(a) établissements de production appartenant à des entreprises exerçant à titre principal une activité IAA, entreprises employant 20 salariés ou plus.

(1) Les personnes sont comptées en fonction de leur temps de travail réel.

2.3. Construction

2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille

Unité : établissement

	2009				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	498	469	121	21	1 109
Travaux de génie civil	285	115	145	57	602
Construction de routes et de voies ferrées	44	33	58	28	163
Construction de réseaux et de lignes	54	28	70	24	176
Construction d'autres ouvrages de génie civil	187	54	17	5	263
Travaux de construction spécialisés	13 507	9 615	1 323	91	24 536
Démolition et Préparation des sites	735	415	94	9	1 253
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux	3 796	2 271	344	46	6 457
Travaux de finition	5 827	3 561	447	13	9 848
Autres travaux de construction spécialisés	3 149	3 368	438	23	6 978
Construction (nc. promotion immobilière)	14 290	10 199	1 589	169	26 247
(en %)	54,4	38,9	6,1	0,6	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.3.3. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et le département

Unité : établissement

Nomenclature Agrégée A 38	2009				
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques
Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	207	516	146	60	180
Travaux de génie civil	72	256	81	58	135
Construction de routes et de voies ferrées	23	71	23	16	30
Construction de réseaux et de lignes	27	68	24	19	38
Construction d'autres ouvrages de génie civil	22	117	34	23	67
Travaux de construction spécialisés	3 957	9 966	2 882	2 755	4 976
Démolition et Préparation des sites	224	411	131	179	308
Travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux	968	2 692	771	690	1 336
Travaux de finition	1 429	4 120	1 193	1 031	2 075
Autres travaux de construction spécialisés	1 336	2 743	787	855	1 257
Construction (nc. promotion immobilière)	4 236	10 738	3 109	2 873	5 291

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction

	2008	2009	Unité : entreprise	
			09/08 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	447	717	60,4	14,5
Gironde	1 549	2 390	54,3	48,4
Landes	338	554	63,9	11,2
Lot-et-Garonne	314	465	48,1	9,4
Pyrénées-Atlantiques	532	812	52,6	16,4
Aquitaine	3 180	4 938	55,3	6,3 (1)
France métropolitaine	53 334	78 129	46,5	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction

	2008	2009	Unité : entreprise	
			09/08 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	750	797	6,3	5,5
France	12 866	14 541	13,0	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.3. Construction

2.3.6. Production de granulats, ciment et béton prêt à l'emploi en Aquitaine

Unité : millier de tonnes

	2008	2009	09/08		Evolution annuelle 2010 en %			
			%		jan	fév	mars	avr
			Aquitaine	France	Cumul sur les premiers mois de l'année			
Granulats								
Sables et graviers d'alluvions	13 080	11 070	-15,4	-15,3	-5,6	-10,1	-10,0	-8,7
Granulats calcaires et éruptifs	8 270	7 870	-4,8	-6,0	6,5	8,5	5,6	4,4
Béton prêt à l'emploi	2 323	2 104	-9,5	-16,9	-6,1	-7,0	-4,9	-0,6

(milliers de m³)

Sources : Union nation. des ind. de carrières et matériaux de construction (Unicem)

Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE)

2.3.7. Production de logements en Aquitaine

Unité : logement ordinaire

	2008	2009	09/08		Evolution annuelle 2010 en %			
			%		janv	fév	mars	avril
			Aquitaine	France	Cumul sur les premiers mois de l'année			
Logements individuels								
Autorisés	19 606	15 970	-18,5	-13,5	24,7	8,3	20,7	20,6
Commencés	17 682	13 846	-21,7	-16,1	2,2	-12,5	-4,2	0,4
Logements collectifs								
Autorisés	12 333	9 482	-23,1	-27,8	-68,1	-43,2	-19,6	-6,5
Commencés	11 404	9 202	-19,3	-18,6	52,5	-52,2	-39,8	-32,5
Total des logements								
Autorisés	31 939	25 452	-20,3	-20,3	-18,2	-13,9	-58,6	-70,0
Commencés	29 086	23 048	-20,8	-17,2	18,4	-31,7	-19,4	-13,6

Source : Service de l'observation et des statistiques (SOeS) - Sit@del2

À compter d'avril 2009, les permis de construire sont recensés dans une nouvelle base de données nommée Sit@del2. Les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier font l'objet de modifications par rapport aux séries publiées précédemment.

2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

Unité : million d'euros

	2006		2007		2008		08/07	
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France
Montant des travaux	2 104	37 207	2 279	40 877	2 264	41 036	-0,7	0,4

Source : Fédération régionale des travaux publics

2. Secteurs d'activité

2.3. Construction

2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées -

Unité : millier de m²

Surface en milliers de m ²	2008	2009	09/08		Evolution annuelle 2010 en % ⁽¹⁾			
			%		janv	févr	mars	avr
			Aquitaine ⁽¹⁾	France				
Locaux autorisés	2 391	2 405	0,5	-10,7	-1,2	13,7	-19,0	-10,5
Hébergement hôtelier	70	51	-26,6	14,5	-70,1	17,4	44,9	66,5
Bureaux	401	221	-45,0	-18,8	-56,2	3,7	10,6	14,6
Commerces	381	280	-26,6	1,4	2,6	74,1	75,4	24,6
Artisanat	0	///	///	///	///	///	21,8	-7,4
Industrie	544	294	-46,0	-47,4	-60,0	-44,9	-19,5	-18,6
Exploitation agricole ou forestière	162	435	///	-14,8	///	///	-65,0	-62,4
Entrepôts	403	610	51,3	-7,3	-53,4	-37,8	-18,3	61,8
Service public ou d'intérêt collectif	431	394	-8,7	9,9	2,4	-3,9	-24,1	-9,2
<i>dont</i>								
Enseignement-recherche	91	106	16,7	...	-62,8	-41,0	-50,7	-28,9
Action sociale	79	42	-46,6	...	-9,1	-46,1	-58,8	-47,2
Transport	2	8	///	...	-87,3	-87,3	-97,2	-82,8
Ouvrages spéciaux	13	36	///	...	///	///	93,4	64,6
Santé	186	106	-43,2	...	39,2	-11,9	-28,4	-19,6
Culture loisirs	60	96	61,3	...	-1,0	2,6	0,0	59,8
	2391							
Locaux commencés	2 092	1 650	-21,1	-22,8	-21,7	-35,6	-17,3	-8,6
Hébergement hôtelier	25	26	4,7	-18,9	///	///	///	///
Bureaux	284	185	-35,0	-28,1	-30,6	-49,1	-20,5	-12,9
Commerces	299	212	-29,0	-16,8	-14,4	-47,6	-26,2	-14,6
Artisanat	0	43	///	///	///	///	///	///
Industrie	474	261	-45,0	-39,8	-87,2	-78,0	1,0	-3,0
Exploitation agricole ou forestière	337	389	15,6	-38,6	-74,3	19,1	3,6	5,5
Entrepôts	246	226	-8,1	8,9	-2,0	-47,3	-50,5	-35,3
Service public ou d'intérêt collectif	428	308	-28,0	-9,9	66,3	-23,6	-25,4	-10,8
<i>dont</i>								
Enseignement-recherche	106	71	-33,1	...	///	///	67,2	97,9
Action sociale	83	47	-43,6	...	///	-64,4	-60,9	-62,5
Transport	0	4	///	...	///	///	///	///
Ouvrages spéciaux	39	13	-67,0	...	-47,7	15,1	34,2	48,1
Santé	103	116	12,8	...	-38,9	-53,6	-58,0	-45,9
Culture loisirs	95	57	-40,7	...	51,4	-21,4	-22,4	-27,5

Source : SOeS - Sit@del2

(1) Certaines évolutions annuelles, calculées sur le cumul des données des premiers mois, sont peu significatives.

Les chiffres sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire et aux mises en chantier transmises par les directions départementales de l'équipement (DDE) et par les communes instructrices. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'évènement est enregistré dans la base de données Sit@del.

Sont pris en compte les différentes catégories de locaux. Il est à noter que la notion de local artisanal a été introduite en octobre 2007 lors de la réforme du droit des sols et celle de stockage agricole a été supprimée à cette date. De la même manière, les SHOB des parkings et des aires de stationnement ne sont plus mesurées.

La catégorie service public ou d'intérêt collectif regroupe les catégories transport, enseignement et recherche, action sociale, ouvrage spécial, santé et culture et loisirs.

2.4. Transports

2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille

Unité : établissement

	2009				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Transports terrestres et transport par conduites	2 255	1 126	504	102	3 987
<i>dont :</i>					
<i>Transports ferroviaires (1)</i>	38	60	27	15	140
<i>Autres transports terrestres de voyageurs</i>	1 362	292	91	18	1 763
<i>Transports routiers de fret et services de déménagement</i>	853	774	386	69	2 082
Transports par eau	52	17	1	1	71
Transports aériens	16	9	4	2	31
Entreposage et services auxiliaires des transports	383	251	178	46	858
Ensemble établissements du transport	2 706	1 403	687	151	4 947
(en %)	54,7	28,4	13,9	3,1	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

2.4.3. Répartition des établissements de transports selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2009				
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques
Transports terrestres et transport par conduites	465	1 823	459	401	839
<i>dont :</i>					
<i>Transports ferroviaires (1)</i>	25	50	20	16	29
<i>Autres transports terrestres de voyageurs</i>	231	853	180	131	368
<i>Transports routiers de fret et services de déménagement</i>	208	919	259	254	442
Transports par eau	6	56	2	3	4
Transports aériens	1	19	0	1	10
Entreposage et services auxiliaires des transports	68	452	66	90	182
Ensemble établissements du transport	540	2 350	527	495	1 035

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

2.4.4. Créations d'entreprises dans les transports par département

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	20	42	110,0	10,7
Gironde	141	218	54,6	55,5
Landes	18	37	105,6	9,4
Lot-et-Garonne	22	28	27,3	7,1
Pyrénées-Atlantiques	42	68	61,9	17,3
Aquitaine	243	393	61,7	4,9 (1)
France métropolitaine	7 221	8 078	11,9	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2008	2009	09/08 %	Part en % Aquitaine % France métro.
Aquitaine	76	69	-9,2	4,0
France métropolitaine	1 461	1 725	18,1	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.4. Transports

2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports

	2008	2009	09/08 %	Évolution annuelle 2010 en %			
				jan	fév	mar	avr
<i>Cumul sur les premiers mois de l'année</i>							
Aéroports d'Aquitaine							
Bordeaux-Mérignac							
Passagers (milliers)	3 562	3 322	-6,7	1,1	0,9	3,1	1,0
Fret (tonnes)	27 462	20 730	-24,5	14,9	21,4	25,4	24,9
Pau-Pyrénées							
Passagers (milliers)	814	691	-15,1	-14,1	-19,8	-13,9	-17,7
Fret (tonnes)	1 467	1 057	-27,9	-29,2	-30,5	-42,4	-38,3
Bayonne-Anglet-Biarritz							
Passagers (milliers)	1 028	1 011	-1,6	...	...	...	...
Fret (tonnes)	...	...	...	///	///	///	///
Agen (1)							
Passagers (milliers)	23	28	20,0	...	...	...	...
Bergerac-Dordogne-Périgord							
Passagers (milliers)	294	245	-16,9	...	...	...	...
Périgueux (2)							
Passagers (milliers)	5,2	5,8	10,8	///	///	///	///
Grands aéroports de province							
Passagers (milliers)	43 281	42 025	-2,2	...	...	...	...
Fret (milliers de tonnes)	188	192	1,9	...	...	...	...
<i>Part de Bordeaux-Mérignac</i>							
Passagers (%)	8,2	7,9	///	///	///	///	///
Fret (%)	14,9	10,9	///	///	///	///	///
Aéroports France entière							
Passagers (milliers)	130 150	124 913	-4,0	...	...	...	...
Fret (milliers de tonnes)	2 578	2 351	-8,8	...	...	...	...

Source : Aéroports de Paris et Direction de l'aviation civile du Sud-Ouest

(1) Aéroport d'Agen : la ligne à obligation de service public (OSP) sur Paris (fermée en avril 2007) est réouverte par la compagnie Airlinair depuis le 7 janvier 2008.

(2) Aéroport de Périgueux : ligne à obligation de service public (OSP) sur Paris depuis le 1er avril 2008

2. Secteurs d'activité

2.4. Transports

2.4.7. Trafic portuaire

Unité : millier de tonnes

	2008	2009	09/08	Évolution annuelle 2010 en %			
				jan	fév	mar	avr
				% Cumul sur les premiers mois de l'année			
Grand port maritime de Bordeaux							
Trafic maritime	9 073	8 749	-3,6	-10,4	-13,6	-4,2	-3,8
- Marchandises débarquées	6 776	6 310	-6,9	-18,0	-17,7	-6,8	-8,2
<i>dont</i>							
Bois	79	72	-7,2	-18,7	75,4	13,6	14,8
Tourteaux de soja	139	74	-47,0	-77,5	-35,8	-37,5	-30,5
Combustibles minéraux solides	246	199	-18,8	-	22,9	36,7	44,8
Produits pétroliers	4 412	4 305	-2,4	-33,9	-28,1	-12,5	-14,5
Engrais	300	209	-30,3	266,1	55,3	42,8	44,0
Produits chimiques	453	466	2,7	16,5	6,1	1,6	15,6
- Marchandises embarquées	2 230	2 439	9,4	20,5	2,2	6,0	11,6
<i>dont</i>							
Maïs	997	929	-6,8	8,5	-6,1	5,7	9,8
Bois du pays sciés	31	24	-21,6	-19,2	-7,0	1,6	9,7
Huiles	156	164	5,3	-52,2	-64,3	-58,0	-49,3
Pétrole brut	304	395	29,7	420,9	21,9	11,0	7,9
Minéraux bruts, mat. construction	111	71	-36,2	40,3	213,4	171,9	141,4
Produits manufacturés	207	220	6,4	16,4	3,1	-2,8	-4,4
Port de Bayonne							
Trafic maritime	3 748	4 320	15,3	...	...	...	...
- Marchandises débarquées	1 644	1 567	-4,7	...	...	...	...
<i>dont</i>							
Produits pétroliers	115	187	63,1	...	...	...	...
Engrais	407	205	-49,6	...	...	...	...
Produits chimiques	270	212	-21,4	...	...	...	...
Minerais pour la métallurgie	733	867	18,4	...	...	...	...
- Marchandises embarquées	2 104	2 754	30,9	...	...	...	...
<i>dont</i>							
Maïs	474	355	-25,1	...	...	...	...
Produits pétroliers	223	138	-38,3	...	...	...	...
Soufre	161	210	30,8	...	...	...	...
Produits métallurgiques	984	1054	7,2	...	...	...	...
Ensemble des Grands ports maritimes							
Trafic maritime	339 857	304 546	-10,4	-1,7	...	...	...
<i>Part de Bordeaux (%)</i>	2,7	2,9	///	///	///	///	///
Ensemble des ports métropolitains							
Trafic maritime	383 400	...	...	...	...	...	...
Trafic des autres ports	76 400	...	...	...	...	...	...
<i>Part de Bayonne (%)</i>	4,9	...	///	///	///	///	///

Source : Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

2.4.8 Trafic ferroviaire de marchandises

Unité : millier de tonnes

	2007	2008	08/07 %
Trafic total Aquitaine	12 845	8 280	-35,5
Expéditions Aquitaine	5 338	3 397	-36,4
Dordogne	477	508	6,7
Gironde	734	646	-11,9
Landes	68	72	6,3
Lot-et-Garonne	28	24	-16,1
Pyrénées-Atlantiques	2 366	2 147	-9,3
Réceptions Aquitaine	7 506	4 883	-34,9
Dordogne	287	231	-19,7
Gironde	1 550	1 626	4,9
Landes	77	91	17,6
Lot-et-Garonne	21	16	-23,1
Pyrénées-Atlantiques	3 294	2 920	-11,4

Source : SNCF

2.4.9 Trafic TER de voyageurs

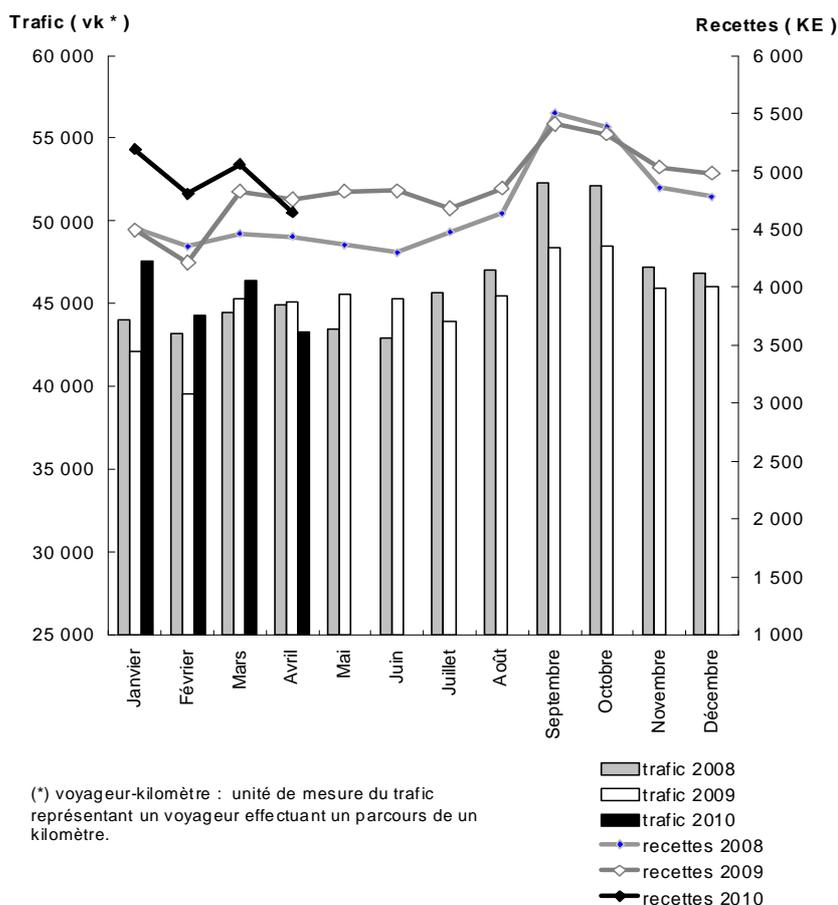
Unité : en millions de voyageurs x kilomètres *

	2005	2006	2007	2008	2009	09/08 (%)
Bordeaux - Agen	76,3	82,4	86,8	96,7	95,3	-1,4
Bordeaux - Arcachon	67,2	71,3	76,0	84,1	86,1	2,3
Bordeaux - Hendaye	69,6	72,6	74,4	76,4	76,1	-0,4
Bordeaux - Périgueux	49,2	56,7	62,1	76,6	69,3	-9,5
Bordeaux - Bergerac - Sarlat	42,8	47,7	49,9	51,9	49,9	-3,8
Bordeaux - Mont de Marsan	26,4	30,5	32,7	38,1	38,8	1,8
Bordeaux - Pau - Tarbes	20,1	21,6	22,2	26,4	29,8	12,9
Bordeaux - Angoulême	15,4	16,7	17,8	20,8	19,1	-8,1
Bordeaux - Pointe de Grave	15,0	15,3	17,4	18,6	18,7	0,5
Bordeaux - St Mariens	10,6	10,5	10,7	11,7	11,9	1,7
Agen - Périgueux	11,0	11,7	12,4	11,4	11,8	3,5
Hendaye - Tarbes	8,3	11,0	10,6	11,1	10,9	-1,8
Périgueux - Brive	7,3	7,9	7,7	7,2	7,8	8,3
Pau - Oloron	3,6	4,2	4,4	4,9	4,6	-6,1
Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port	2,3	2,5	2,8	2,9	2,7	-6,8
Total	425,1	462,6	487,9	538,8	532,8	-1,1

Trafic des Trains Express Régionaux (en millions de voyageurs x kilomètres)
kilomètre.

Source : SNCF

2.4.10 Trafic et recettes TER Aquitaine



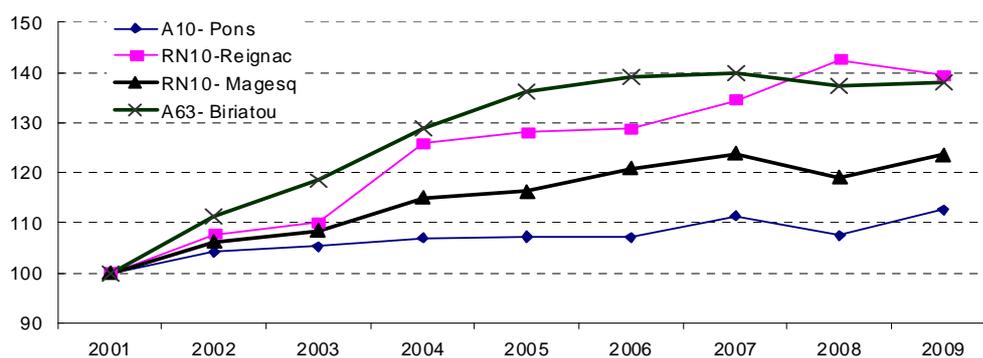
2.4.11. Flux routiers et autoroutiers

Trafic moyen journalier annuel - nombre de véhicules / jour

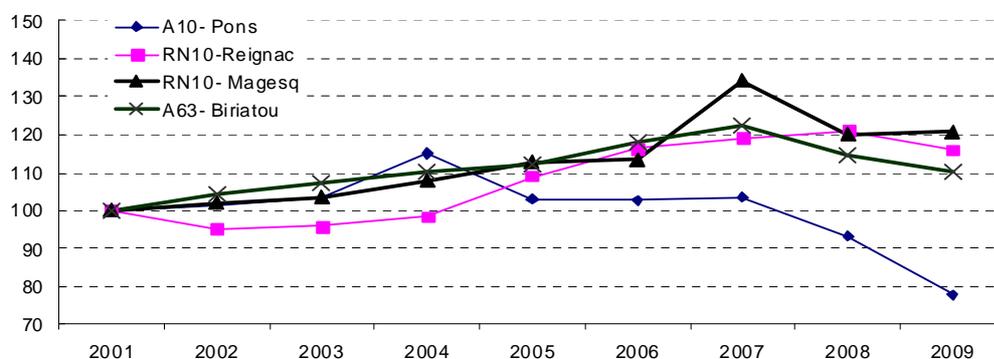
	2007	2008	2009	08/07 %
Véhicules légers				
A10 - Pons	23 722	22 881	23 968	4,7
RN10 - Reignac	11 254	11 917	11 656	-2,2
RN10 - Magesq	18 097	17 416	18 093	3,8
A63- Biriadou	18 057	17 699	17 813	0,6
Poids lourds				
A10 - Pons	3 894	3 510	2 932	-16,5
RN10 - Reignac	8 489	8 629	8 269	-4,1
RN10 - Magesq	9 723	8 696	8 751	0,6
A63 - Biriadou	8 967	8 383	8 089	-3,5

Source : DREAL Aquitaine, CETE du Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute (classes 1 et 2, classes 3 et 4 au péage) et sur RN station de comptage SIR

Évolution trafic des véhicules légers sur l'axe Nord-Sud



Évolution trafic des Poids lourds sur l'axe Nord-Sud



Source : DREAL Aquitaine, CETE du Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute (classes 1 et 2, classes 3 et 4 au péage) et sur RN station de comptage SIR

2. Secteurs d'activité

2.5. Activité commerciale

2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille

	2009				Total	Part en % Aquitaine France
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus		
Aquitaine						
Ensemble du commerce	19 266	18 803	2 871	357	41 297	5,4
(en %)	46,7	45,5	7,0	0,9	100,0	
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	2 018	2 653	436	43	5 150	5,7
<i>dont</i>						
Commerce de véhicules automobiles	609	630	221	40	1 500	4,7
automobiles	1 113	1 531	106	1	2 751	6,5
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	5 958	3 967	1 165	98	11 188	5,1
Commerces de gros :						
Intermédiaires du commerce de gros	2 281	425	60	8	2 774	5,3
Produits agricoles bruts et d'animaux vivants	395	208	52	9	664	5,6
Produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 066	766	236	35	2 103	8,7
Commerce de gros de biens domestiques	685	515	118	20	1 338	3,1
Équipements de l'information et de la communication	148	126	31	3	308	2,8
Autres équipements industriels	439	815	276	5	1 535	4,7
Autres commerces de gros spécialisés	595	965	373	17	1 950	6,4
Commerce de gros non spécialisé	349	147	19	1	516	3,4
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	11 290	12 183	1 270	216	24 959	5,4
<i>dont</i>						
Commerce de détail en magasin non spécialisé	871	826	336	160	2 193	4,7
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	1 933	1 353	45	1	3 332	6,0
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	1 534	1 486	228	34	3 282	6,1
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé	956	870	89	10	1 925	5,6
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	4 885	5 623	339	7	10 854	5,2
<i>dont habillement</i>	1 434	1 842	72	4	3 352	5,2

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)
Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives

*yc. effectif non déclaré

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agroalimentaires. Elles représentent 9,8 % du commerce de détail.

2.5. Activité commerciale

2.5.3. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2009					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Ensemble du commerce	5 343	18 274	4 587	4 505	8 588	41 297
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	725	2 110	610	676	1 029	5 150
<i>dont</i>						
Commerce de véhicules automobiles	188	562	209	192	349	1 500
Entretien et réparation de véhicules automobiles	406	1 154	312	360	519	2 751
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	1 248	5 779	975	1 189	1 997	11 188
Commerces de gros :						
Intermédiaires du commerce de gros	298	1 636	213	244	383	2 774
Produits agricoles bruts et d'animaux vivants	142	91	91	140	200	664
Produits alimentaires, de boissons et de tabac	218	1 282	142	215	246	2 103
Commerce de gros de biens domestiques	93	681	136	118	310	1 338
Équipements de l'information et de la communication	18	190	21	17	62	308
Autres équipements industriels	164	764	125	179	303	1 535
Autres commerces de gros spécialisés	255	901	196	216	382	1 950
Commerce de gros non spécialisé	60	234	51	60	111	516
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	3 370	10 385	3 002	2 640	5 562	24 959
<i>dont</i>						
Commerce de détail en magasin non spécialisé	321	866	292	267	447	2 193
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	466	1 484	352	317	713	3 332
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	410	1 351	398	365	758	3 282
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé	221	838	247	193	426	1 925
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	1 396	4 551	1 295	1 100	2 512	10 854
<i>dont habillement</i>	350	1 345	472	325	860	3 352

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement industries agroalimentaires. Elles représentent 9,8 % du commerce de détail.

2. Secteurs d'activité

2.5. Activité commerciale

2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce

Unité : entreprise

	2008	2009	09/08 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	553	952	72,2	12,9
Gironde	2 166	3 648	68,4	49,5
Landes	489	952	94,7	12,9
Lot-et-Garonne	373	649	74,0	8,8
Pyrénées-Atlantiques	678	1 163	71,5	15,8
Aquitaine	4 259	7 364	72,9	5,9
France métropolitaine	72 477	125 220	72,8	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce

Unité : entreprise

	2008	2009	09/08 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	663	711	7,2	6,0
France	11 584	11 861	2,4	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.5.7. Emploi salarié par activité dans le commerce

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % Aquitaine France
	2007	2008		
Aquitaine				
Ensemble du commerce	163 352	163 917	0,3	3,3
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	21 280	21 007	-1,3	5,3
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	45 324	45 440	0,3	4,6
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (1)	96 748	97 470	0,7	5,2

Source : Unedic

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agroalimentaires. Elles représentent 9,8 % du commerce de détail.

2.6. Services aux entreprises

2.6.1. Répartition des établissements de services (spécialisés, soutien ..) selon l'activité et la taille

Unité: établissement

	2009				Total
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	
Aquitaine					
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	7 775	4 074	616	59	12 524
Activités juridiques et comptables	2 005	1 553	302	11	3 871
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	3 102	701	75	18	3 896
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	2 668	1 820	239	30	4 757
Recherche-développement scientifique	95	40	20	8	163
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 228	846	70	23	3 167
Publicité et études de marché	677	294	54	20	1 045
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 310	291	12	3	1 616
Activités vétérinaires	241	261	4	0	506
Activités de services administratifs et autres activ. de soutien	5 920	3 254	499	131	9 804
Activités de location et location-bail	950	470	96	7	1 523
Activités liées à l'emploi	436	601	54	7	1 098
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	153	265	13	2	433
Enquêtes et sécurité	267	99	57	36	459
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	2 571	662	172	57	3 462
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	1 543	1 157	107	22	2 829
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	16 018	8 214	1 205	221	25 658
(en %)	62,4	32,0	4,7	0,9	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2. Secteurs d'activité

2.6. Services aux entreprises

2.6.3. Répartition des établissements de services selon l'activité et le département

Unité : établissement

	2009					Aquitaine
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	1 060	6 854	1 051	925	2 634	12 524
Recherche-développement scientifique	14	103	14	8	24	163
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	293	1 552	300	261	760	3 167
Activités de services administratifs et autres activités de soutien	1 356	4 303	1 172	934	2 039	9 804
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	2 723	12 812	2 537	2 128	5 457	25 658

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - nomenclature NAF rev.2 2008

2.6.4. Créations d'entreprises dans les services de soutien aux entreprises

Unité : entreprise

	2009		Part en %	
	2008	2009	09/08 %	départ. Aquitaine
Dordogne	318	691	117,3	10,9
Gironde	1 363	3 302	142,3	52,2
Landes	294	671	128,2	10,6
Lot-et-Garonne	194	441	127,3	7,0
Pyrénées-Atlantiques	571	1 216	113,0	19,2
Aquitaine	2 740	6 321	130,7	5,2 (1)
France	57 803	122 037	5,4	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les services de soutien aux entreprises

Unité : entreprise

	2009		Part en %	
	2008	2009	09/08 %	Aquitaine France
Aquitaine	298	334	12,1	5,8
France	5 800	5 765	-0,6	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.6. Services aux entreprises

2.6.6. Emploi salarié par activité détaillée

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % Aquitaine France (1)
	2007	2008		
Aquitaine				
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	30 731	31 457	2,4	3,6
Activités juridiques et comptables	11 718	11 853	1,2	...
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	6 143	6 335	3,1	...
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	12 870	13 269	3,1	...
Recherche-développement scientifique	3 814	3 959	3,8	2,6
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 404	10 213	-1,8	4,2
Publicité et études de marché	4 382	4 267	-2,6	...
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 129	5 009	-2,3	...
Activités vétérinaires	893	937	4,9	...
Activités de services administratifs et de soutien	70 088	67 051	-4,3	4,4
Activités de location et location-bail	3 731	3 989	6,9	...
Activités liées à l'emploi	32 291	27 952	-13,4	...
Activités des agences de voyage, voyagistes, Enquêtes et sécurité	1 710	1 737	1,6	...
Services relatifs aux bâtiments et aménagement	6 198	6 396	3,2	...
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	19 505	19 902	2,0	...
	6 653	7 075	6,3	...
Ensemble Activités de soutien aux entreprises	115 037	112 680	-2,0	4,0

Source : Unedic - (données provisoires pour 2008, rectifiées pour 2007)

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2.6.7. Emploi salarié par département - Soutien aux entreprises

	au 31 décembre		08/07 %	Part en % départ. Aquitaine
	2007	2008		
Dordogne	7 888	7 503	-4,9	6,7
Gironde	64 961	64 232	-1,1	57,0
Landes	9 062	8 332	-8,1	7,4
Lot-et-Garonne	7 747	7 649	-1,3	6,8
Pyrénées-Atlantiques	25 379	24 964	-1,6	22,2
Aquitaine	115 037	112 680	-2,0	4,0 (1)

Source : Unedic - (données provisoires pour 2008, rectifiées pour 2007)

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.1. Capacité d'accueil* des hôtels par zone touristique

	Saison d'été 2009							
	0 ou 1 étoile		2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
Dordogne	46	680	109	1 948	65	1 574	220	4 202
Périgord noir	14	175	59	1 072	33	776	106	2 023
Reste du département	32	505	50	876	32	797	114	2 179
Gironde	50	2 362	132	4 254	77	4 327	259	10 943
Ville de Bordeaux	4	527	11	1 543	4	2 152	19	4 222
Agglo. de Bordeaux (1)	9	1 493	29	1 236	13	818	51	3 547
Bassin d'Arcachon	8	167	32	671	22	480	62	1 319
Côte médocaine (2)	24	60	28	207	11	160	63	427
Reste du département	5	114	32	597	27	716	64	1 427
Landes	22	319	112	2 816	27	1 170	161	4 305
Côte landaise	7	94	50	903	10	319	67	1 315
Zone thermique des Landes	3	76	28	1 333	7	619	38	2 028
Reste du département	12	149	34	581	10	232	56	962
Lot-et-Garonne	16	403	46	1 068	11	178	73	1 649
Arrondissement d'Agen	6	272	16	476	7	106	29	854
Reste du département	10	131	30	592	4	72	44	795
Pyrénées-Atlantiques	59	1 251	194	4 242	91	3 413	344	8 906
Côte Basque	17	591	69	1 758	59	2 377	145	4 726
Intérieur du Pays Basque	9	75	58	1 034	13	254	80	1 362
Béarn	33	586	67	1 450	19	782	119	2 818
Aquitaine	193	5 015	593	14 329	271	10 662	1 057	30 005

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

* Nombre d'hôtels ouverts au mois d'août

* Chambres disponibles en moyenne journalière

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2.7. Tourisme

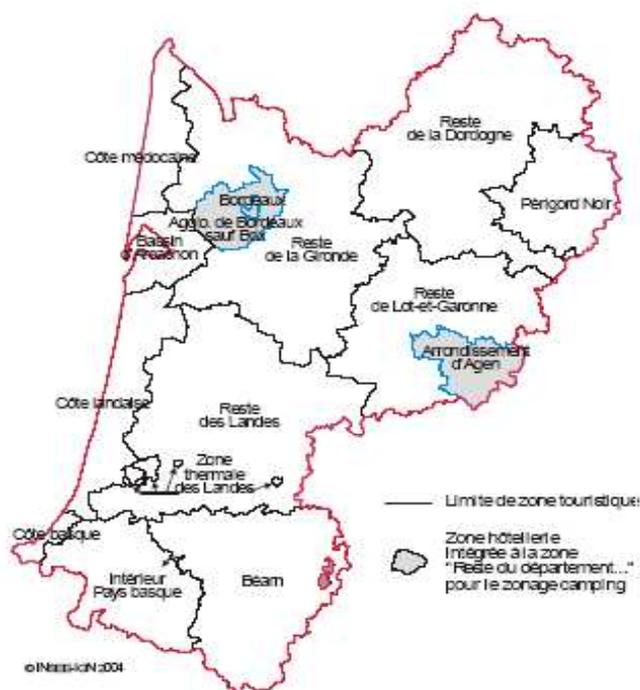
2.7.2. Capacité d'accueil* des campings par zone touristique

	Saison d'été 2009					
	1 ou 2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements
Dordogne	475	5915	438	10374	913	16 289
Périgord noir	262	3 314	337	8318	599	11 632
Reste du département	213	2 601	101	2056	314	4 657
Gironde	330	8760	249	13212	579	21 972
Côte médocaine (1)	191	6 536	93	6930	284	13 467
Bassin d'Arcachon	68	1 447	102	5346	170	6 793
Reste du département	71	777	54	935	125	1 713
Landes	264	5616	401	21383	665	26 999
Côte landaise	166	4 629	311	19720	477	24 349
Reste du département	98	987	90	1663	188	2 650
Lot-et-Garonne	96	826	70	1081	166	1 907
Pyrénées-Atlantiques	292	2877	301	7825	593	10 702
Côte Basque	75	1 333	158	5503	233	6 835
Intérieur Pays Basque	82	640	82	1556	164	2 196
Béarn	135	904	61	767	196	1 671
Aquitaine	1 457	23 994	1 459	53 875	2 916	77 869

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

* Campings ouverts au mois d'août * nombre d'emplacements offerts à la clientèle de passage en moyenne journalière

(1) Hors Bassin d'Arcachon



2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings durant la saison d'été

Unité : %

	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	Écart	Saison	Saison	Écart
	2008	2009	point	2008	2009	point
Dordogne	59,2	57,8	-1,4	30,5	31,6	1,1
Périgord noir	60,1	59,9	-0,2	31,5	33,5	2,0
Reste du département	58,4	55,9	-2,5	26,5	26,8	0,3
Gironde	67,0	65,5	-1,5	28,9	31,4	2,5
Ville de Bordeaux	68,0	64,5	-3,5	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	66,5	65,5	-1,0	///	///	///
Bassin d'Arcachon	71,8	76,1	4,3	31,6	33,3	1,7
Côte médocaine (2)	57,8	60,7	2,9	28,3	30,3	2,0
Reste du département	63,4	60,2	-3,2	25,9	31,9	6,0
Landes	61,4	60,3	-1,1	35,6	37,0	1,4
Zone thermale	66,0	62,1	-3,9	///	///	///
Côte landaise	61,9	62,9	1,0	35,6	37,0	1,4
Reste du département	50,8	53,1	2,3	36,4	36,9	0,5
Lot-et-Garonne	53,4	52,0	-1,4	31,3	29,0	-2,3
Arrondissement d'Agen	55,6	54,0	-1,6	///	///	///
Reste du département	51,0	49,8	-1,2	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	68,8	64,2	-4,6	39,3	40,0	0,7
Côte Basque	77,2	75,1	-2,1	42,6	43,2	0,6
Intérieur du Pays Basque	52,7	51,0	-1,7	34,2	38,1	3,9
Béarn	62,6	52,3	-10,3	27,4	28,9	1,5
Aquitaine	64,9	62,6	-2,3	32,9	34,5	1,6

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2.7. Tourisme

2.7.4. Nuitées des touristes dans les hôtels et les campings

Unité : millier

	Hôtels			Campings		
	Saison 2008	Saison 2009	09/08 %	Saison 2008*	Saison 2009	09/08 %
Dordogne	642,3	661,4	3,0	2 427,9	2 601,4	7,1
Périgord noir	338,0	357,2	5,7	1 897,0	1 974,2	4,1
Reste du département	304,3	304,2	0,0	531,0	627,2	18,1
Gironde	1 703,5	1 711,3	0,5	3 183,8	3 457,4	8,6
Ville de Bordeaux	649,4	618,8	-4,7	///	///	///
Agglo de Bordeaux (1)	500,2	518,5	3,7	///	///	///
Bassin d'Arcachon	262,0	278,2	6,2	1 069,4	1 090,6	2,0
Côte médocaine (2)	70,2	72,6	3,4	1 943,2	2 150,3	10,7
Reste du département	221,7	223,2	0,7	171,2	216,5	26,5
Landes	678,4	647,1	-4,6	4 995,1	5 195,6	4,0
Zone thermale	319,2	285,3	-10,6	///	///	///
Côte landaise	238,8	240,2	0,6	4 660,1	4 853,9	4,2
Reste du département	120,4	121,6	1,0	335,0	341,7	2,0
Lot-et-Garonne	204,8	198,1	-3,3	224,3	227,3	1,3
Arrondissement d'Agen	107,6	103,2	-4,1	///	///	///
Reste du département	97,2	94,9	-2,4	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	1 566,9	1 554,7	-0,8	1 951,7	2 023,8	3,7
Côte Basque	973,3	985,1	1,2	1 427,4	1 451,4	1,7
Intérieur du Pays Basque	199,2	222,9	11,9	343,6	386,6	12,5
Béarn	394,4	346,7	-12,1	180,7	185,8	2,8
Aquitaine	4 795,9	4 772,6	-0,5	12 782,8	13 505,5	5,7

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

* Le nombre de nuitées dans les campings de la saison 2008 a été modifié

Chiffres provisoires pour le mois de septembre 2009 dans les hôtels

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings

Unité : millier

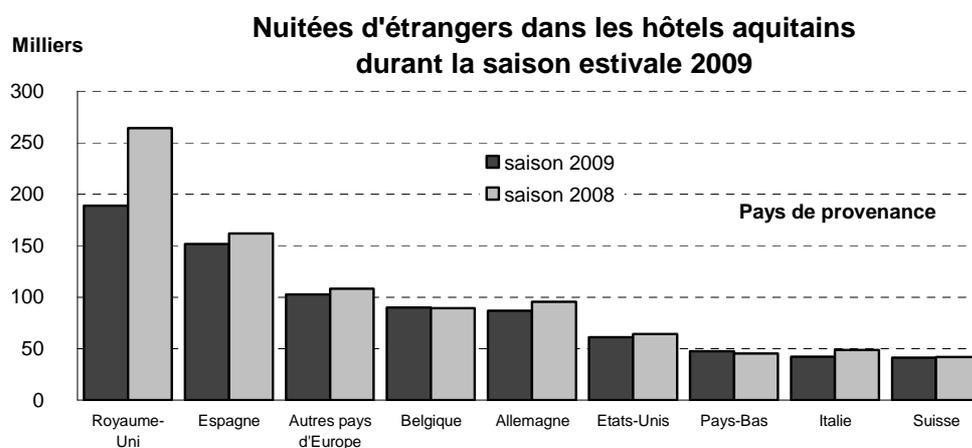
	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	09/08	Saison	Saison	09/08
	2008	2009	%	2008	2009	%
Dordogne	179,0	167,9	-6,2	1 141,7	1 152,8	1,0
Périgord noir	111,7	105,8	-5,3	903,8	857,2	-5,2
Reste du département	67,3	62,1	-7,8	237,9	295,6	24,3
Gironde	386,1	344,2	-10,9	1 142,2	1 231,2	7,8
Ville de Bordeaux	202,7	176,5	-12,9	///	///	///
Agglo. de Bordeaux (1)	65,7	64,1	-2,5	///	///	///
Bassin d'Arcachon	43,1	39,1	-9,3	229,0	221,7	-3,2
Côte médocaine (2)	19,0	16,5	-13,3	845,2	926,8	9,7
Reste du département	55,6	48,0	-13,6	68,0	82,7	21,6
Landes	86,9	71,0	-18,3	1 449,4	1 506,9	4,0
Zone thermale des Landes	13,5	7,4	-45,4	///	///	///
Côte landaise	46,2	39,6	-14,3	1 415,6	1 474,5	4,2
Reste du département	27,2	24,0	-11,9	33,8	32,4	-4,2
Lot-et-Garonne (3)	22,6	17,9	-21,0	76,8	95,3	24,1
Arrondissement d'Agen	10,8	7,1	-34,1	///	///	///
Reste du département	11,9	10,8	-9,1	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	323,4	279,5	-13,6	325,7	324,9	-0,3
Côte Basque	216,8	186,6	-13,9	247,0	233,1	-5,6
Intérieur du Pays Basque (3)	28,8	33,1	14,8	44,2	52,5	18,8
Béarn (3)	77,8	59,8	-23,2	34,5	39,3	13,8
Aquitaine	998,1	880,5	-11,8	4 135,9	4 311,1	4,2

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats



2.7. Tourisme

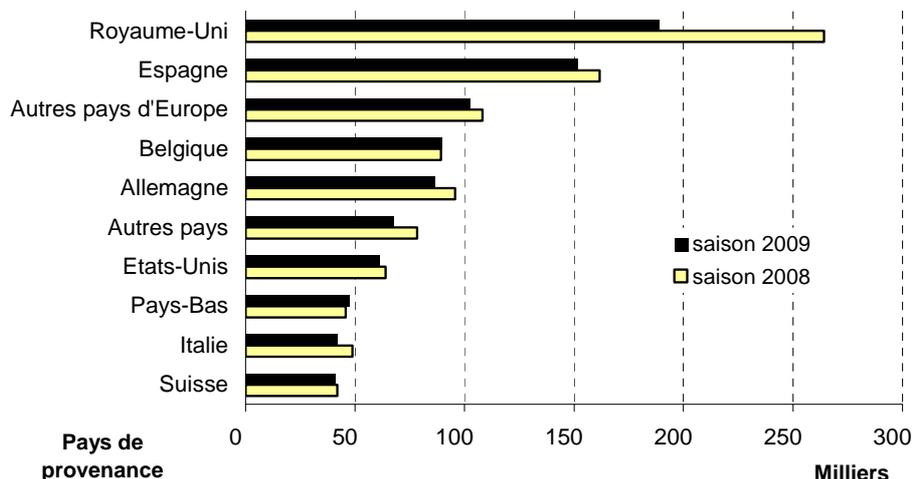
2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

Unité : millier

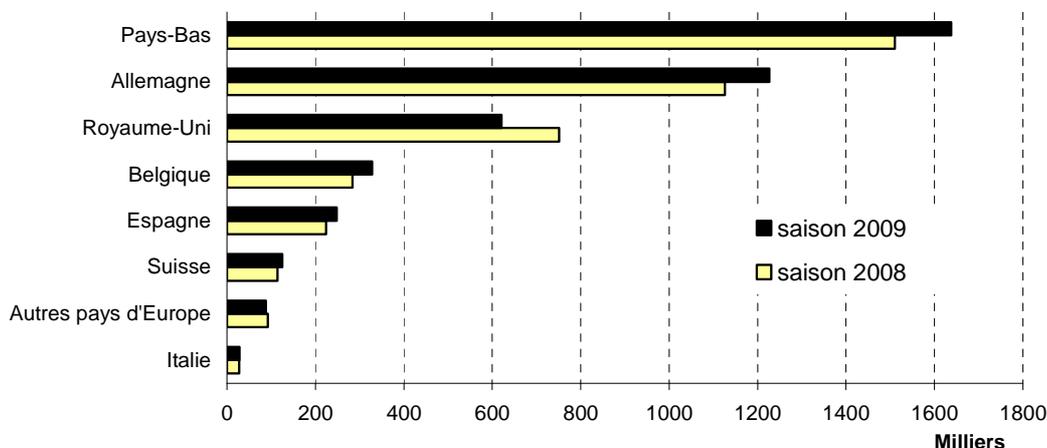
	Hôtels			Campings		
	Saison	Saison	09/08	Saison	Saison	09/08
	2008	2009	%	2008	2009	%
Total	998,3	880,5	-11,8	4 135,9	4 311,1	4,2
Royaume-Uni	264,2	188,9	-28,5	750,7	620,9	-17,3
Espagne	161,7	151,9	-6,1	224,4	248,3	10,7
Allemagne	95,8	86,8	-9,4	1 125,9	1 226,1	8,9
Belgique	89,3	89,9	0,7	283,8	328,2	15,7
Pays-Bas	45,7	47,6	4,1	1 510,3	1 637,9	8,4
Suisse	42,1	41,4	-1,6	114,1	125,1	9,6
Italie	48,9	42,3	-13,5	27,4	28,5	3,8
Autres pays d'Europe	108,1	102,7	-5,1	92,8	88,1	-5,1
États-Unis	64,1	61,2	-4,5	///	///	///
Autres	78,4	67,8	-13,5	6,4	8,0	25,2

Source : Insee - Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - Observatoire régional du Tourisme
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

Nuitées d'étrangers dans les hôtels



Nuitées d'étrangers dans les campings



3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.1. Répartition des établissements par activité

Unité : établissement

	2009					Part en %
	Total 2009	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 salariés ou plus	
Industrie	15 447	13 007	1 934	478	28	8,1
<i>dont Industries agroalimentaires</i>	3 986	3 496	399	88	3	2,1
Construction	27 022	25 235	1 615	172	-	14,1
Commerce (1)	44 209	41 105	2 744	358	2	23,1
Transport et entreposage	6 396	5 140	1 050	199	7	3,3
Hébergement et restauration	13 652	12 801	802	49	-	7,1
Information et communication	3 553	3 225	260	66	2	1,9
Activités financières et d'assurance	8 520	8 071	375	69	5	4,4
Activités immobilières	10 619	10 501	97	21	-	5,5
Services de soutien aux entreprises	25 658	24 232	1 205	213	8	13,4
Enseignements, santé, action sociale	23 824	23 119	568	135	2	12,4
Autres activités de services	12 754	12 512	222	20	-	6,7
Ensemble des activités	191 654	178 948	10 872	1 780	54	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture, hors activités des ménages en tant qu'employeurs et hors activités extra territoriales

(1) y compris commerce de détail hors magasin, sur éventaires et marchés, vente par correspondance

3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département

	2009					Part en % départ. Aquitaine
	Total 2009	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 sal. ou plus	
Dordogne *	24 607	23 180	1 245	179	3	12,8
Gironde *	85 522	79 523	5 066	901	32	44,6
Landes *	21 280	19 946	1 137	191	6	11,1
Lot-et-Garonne *	18 635	17 414	1 054	163	4	9,7
Pyrénées-Atlantiques *	41 610	38 885	2 370	346	9	21,7
Aquitaine *	191 654	178 948	10 872	1 780	54	5,4 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - NAF 2008 Rev 2

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture, hors activités des ménages en tant qu'employeurs et hors activités extra territoriales

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique

	Unité : entreprise	
	2009	Part (en %)
Aquitaine		
Personnes Physiques	84 774	52,4
<i>dont</i>		
<i>Artisan-commerçant</i>	9 383	5,8
<i>Commerçant</i>	21 170	13,1
<i>Artisan</i>	21 456	13,3
<i>Professions libérales</i>	28 019	17,3
Groupement privé (1)	1 333	0,8
Personnes morales (nc. associations)	75 108	46,4
<i>dont</i>		
<i>SARL</i>	62 093	38,4
<i>Société par actions simplifiée</i>	4 457	2,8
<i>Sociétés civiles</i>	3 302	2,0
<i>Société anonyme</i>	1 936	1,2
Total	161 770	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives -

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

(1) Non doté personnalité morale (société de fait, indivision)

3.1.4. Créations d'entreprises* par secteur d'activité

	Unité : entreprise					
	Auto - entrepreneurs					
	2008	2009	09/08 %	Part en % Aquitaine France (1)	Créations en 2009	Variation trimestrielle T1- 2010 / T4 -09 %
Aquitaine						
Industrie	792	1 748	120,7	6,2	901	-1,2
<i>dont Industrie manufacturière</i>	723	1 376	90,3	6,3	857	-3,8
<i>dont IAA</i>	180	220	22,2	6,9	74	,,,
Construction	3 180	4 938	55,3	6,3	2 834	35,7
Services	13 695	25 485	86,1	5,6	14 878	10,7
Commerce, réparation automobile et motocycle	4 259	7 364	72,9	5,9	3 954	21,6
Hébergement et restauration	1 251	1 606	28,4	6,4	582	39,7
Transports et entreposage	243	393	61,7	4,9	95	0,0
Information et communication	436	1 233	182,8	4,1	945	-10,4
Activités financières et d'assurance	587	595	1,4	5,1	92	-10,5
Activités immobilières	867	806	-7,0	5,3	146	23,1
Activités de soutien aux entreprises	2 740	6 321	130,7	5,2	4 102	11,4
Enseignement, santé, action sociale	1 833	2 934	60,1	6,0	1 572	-10,4
Autres activités de services	1 478	4 233	186,4	6,0	3 390	13,9
Ensemble créations	17 667	32 171	82,1	5,7	18 613	14,1

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture et administration

* y compris les auto-entrepreneurs

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1er janvier 2008 à la NAF rév. 1 datant de 2003.

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.5. Créations d'entreprises* par département et secteur d'activité

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques	
	2009	09/08 %	2009	09/08 %	2009	09/08 %	2009	09/08 %	2009	09/08 %
Industrie	217	100,9	673	117,1	230	144,7	219	123,5	409	124,7
dont <i>Industrie manufacturière</i>	182	75,0	589	108,9	177	113,3	171	94,3	257	54,8
dont <i>IAA</i>	27	12,5	80	33,3	27	50,0	48	20,0	38	0,0
Construction	717	60,4	2 390	54,3	554	63,9	465	48,1	812	52,6
Services	3 117	92,8	11 981	80,3	2 917	77,9	2 031	80,9	4 599	72,3
Commerce, réparation automobile et motocycle	952	72,2	3 648	68,4	952	94,7	649	74,0	1 163	71,5
Hébergement et restauration	282	45,4	654	24,6	219	4,8	163	32,5	288	44,0
Transports et entreposage	42	110,0	218	54,6	37	105,6	28	27,3	68	61,9
Information et communication	116	13,5	697	-11,7	109	27,6	70	-12,5	241	-25,3
Activités financières et d'assurance	66	29,4	279	-9,4	62	-1,6	59	5,4	129	18,3
Activités immobilières	102	-2,9	354	-1,4	90	-22,4	56	-22,2	204	-5,1
Activités de soutien aux entreprises	691	117,3	3 302	142,3	671	128,2	441	127,3	1 216	113,0
Enseignement, santé, action sociale	334	114,1	1 466	65,1	310	40,3	195	66,7	629	39,5
Autres activités de services	606	231,1	1 842	184,3	539	168,2	412	207,5	834	167,3
Ensemble créations	4 125	89,9	15 523	82,5	3 773	82,1	2 757	79,6	5 993	77,1

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture et administration

* y compris les auto-entrepreneurs

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1er janvier 2008 à la NAF rév. 1 datant de 2003.

3.1. Ensemble

3.1.7. Défaillances d'entreprises par département

Unité : entreprise

	2008	2009	09/08 %	2009				Part en % départ. Aquitaine
				T1 <i>Variation trimestrielle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Dordogne	340	372	9,4	7,4	-2,1	6,3	24,7	12,9
Gironde	1 411	1 508	6,9	-7,6	-1,2	0,0	0,8	52,3
Landes	265	281	6,0	-8,0	1,2	-20,8	21,3	9,7
Lot-et-Garonne	243	245	0,8	-18,5	-0,8	4,9	-15,6	8,5
Pyrénées-Atlantiques	438	480	9,6	4,9	-1,9	-8,3	-8,2	16,6
Aquitaine	2 697	2 886	7,0	-4,9	-1,2	-2,6	2,6	5,5 (1)

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France métropolitaine

3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

Unité : entreprise

	2008	2009	09/08 %	2009				Part en % Aquitaine France
				T1 <i>Variation trimestrielle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Aquitaine								
Industrie	179	197	10,1	6,6	-6,2	-8,2	-10,7	4,5
<i>dont : industrie manufacturière</i>	173	214	23,7	-6,7	3,6	-10,3	-7,7	5,1
Construction	750	722	-3,7	1,8	-12,2	-3,6	2,1	5,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 083	1 066	-1,6	-8,8	-19,7	4,8	-4,2	5,5
<i>dont commerce</i>	663	711	7,2	4,6	-18,0	1,8	-2,3	6,0
Information et communication	63	66	4,8	-18,8	61,5	-38,1	46,2	4,8
Activités financières et d'assurance	21	37	76,2	-18,2	-11,1	12,5	22,2	4,5
Activités immobilières	96	122	27,1	-14,6	14,3	-40,0	-4,2	5,9
Activités de services	298	335	12,4	-16,1	6,4	-6,0	23,1	5,8
Enseignements, santé, action sociale	58	84	44,8	26,3	-45,8	76,9	4,3	7,9
Autres activités de services	149	147	-1,3	4,9	-23,3	0,0	15,2	5,5
Ensemble des activités	2 697	2 886	7,0	-4,9	-12,0	-2,6	2,6	5,5

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

Les défaillances couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

3. Statut d'activité

3.2. Artisanat

3.2.1 Répartition des entreprises artisanales inscrites au répertoire SIRENE selon l'activité et la taille

Unité : entreprise

Aquitaine	2009				
	Total	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 sal. ou plus
Industries agroalimentaires	2 685	778	990	197	720
Autres industries, énergie	6 821	3 539	1 430	404	1 448
Travail bois, industrie du papier & imprimerie	1 185	539	300	78	268
Métallurgie & fab. produits métalliques sauf machines et équipements	696	217	223	84	172
Fab. textiles, industries habillement, cuir & chaussures	582	448	51	16	67
Fab. produits en caoutchouc et en plastique, & autres produits minéraux non métalliques	543	263	118	51	111
Fabric. de machines & équipements n.c.a.	338	123	104	27	84
Fabrication de matériels de transport	145	54	39	17	35
Gestion eau, déchets & dépollution	124	48	34	9	33
Fab. prod. informat., électronique, & opt.	100	38	27	9	26
Autres industries	3 108	1 809	534	113	652
Construction	23 708	12 760	4 474	817	5 657
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7 436	2 910	4 113	326	87
Transports	1 459	1 121	117	38	183
Services					
Hébergement et restauration	1 151	555	550	36	10
Information et communication	105	71	25	7	2
Activités financières et d'assurance	77	46	28	1	2
Activités immobilières	292	246	44	-	2
Activ. spécialisées scientifi techniques	897	490	371	26	10
Activ. services administratifs soutien	1 868	1 193	548	69	58
Enseignement	25	13	12	-	0
Santé humaine et action sociale	310	46	159	81	24
Arts spectacles et activités récréatives	172	147	21	2	2
Autres activités de services	7 311	4 481	2 745	69	16
Ensemble entreprises artisanales	54 317	28 396	23 108	2 073	740

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - Naf 2008 Rev 2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille par département

Unité : entreprise

	2009				
	Total	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 sal. ou plus
Dordogne	8 657	4 629	3 607	319	102
Gironde	21 450	11 286	9 033	818	313
Landes	6 691	3 409	2 921	267	94
Lot-et-Garonne	6 324	3 307	2 712	218	87
Pyrénées-Atlantiques	11 195	5 765	4 835	451	144
Aquitaine	54 317	28 396	23 108	2 073	740

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - Naf 2008 Rev 2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

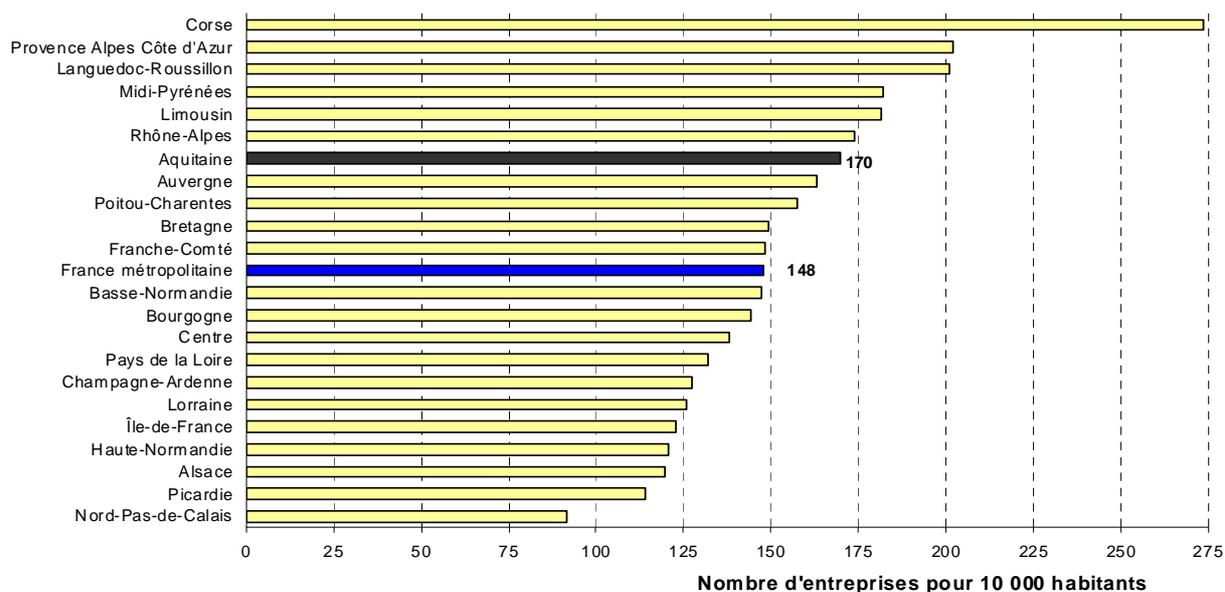
hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3.2.4. Créations d'entreprises artisanales

	2009		
	Total	dont auto-entrepreneurs	% auto-entrepreneurs
Ensemble des activités	10 808	6 849	63,4
<i>dont :</i>			
IAA	158	46	29,1
Autres fabrications	1 051	694	66,0
Construction	4 747	2 757	58,1
Commerce ; répar. automobile & motocycle	757	362	47,8
Transports et entreposage	156	29	18,6
Hébergement et restauration	256	91	35,5
Activités immobilières	23	9	39,1
Information et communication	132	118	89,4
Activités de soutien aux entreprises	1 084	821	75,7
Admin. pub., enseign., santé & act. soc.	77	49	63,6
Autres activités de services	2 355	1 872	79,5

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Densité artisanale par région au 1er janvier 2009



Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements) - Sirene - stock au 1er janvier 2009 - Données semi-définitives

3. Statut d'activité

3.3. Professions libérales

3.3.1. Professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement

Unité : établissement

	2009		
	Total	dont 0 salarié*	dont 1 à 5 salariés
Aquitaine			
Ensemble des activités	30 539	26 297	4 242
Activités pour la santé humaine	18 356	16 106	2 250
Pratique médicale	6 351	5 219	997
Pratique dentaire	2 090	1 260	823
Pharmaciens	186	18	101
Laboratoires d'analyses médicales	184	40	44
Autres activités pour la santé humaine	9 545	9 569	285
Activités de soutien aux entreprises	6 675	5 336	1 182
Activités juridiques	1 782	1 237	489
Activités d'architecture	1 139	862	257
Conseils pour les affaires et la gestion	952	924	26
Activités comptables	404	247	128
Ingénierie, contrôle, analyses techniques	653	511	112
Activités vétérinaires	361	208	133
Traduction et interprétation	303	301	2
Autres activités de soutien aux entreprises	1 081	1 046	35
Activités financières et d'assurance	657	432	225
Enseignement	2 010	1 831	179
<i>dont écoles de conduite</i>	<i>348</i>	<i>215</i>	<i>124</i>
Activités récréatives et culturelles	856	830	26
Autres activités de service	1 985	1 762	380

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - Naf 2008 rev 2

3.3.2. Professions libérales selon la taille de l'établissement et le département

Unité : établissement

	2009		
	Total	dont 0 salarié*	dont 1 à 5 salariés
Dordogne	3 002	2 488	471
Gironde	14 930	12 996	1 757
Landes	2 968	2 544	390
Lot-et-Garonne	2 571	2 137	379
Pyrénées-Atlantiques	7 068	6 132	840
Aquitaine	30 539	26 297	3 837

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc. effectif non déclaré

Stock au 1^{er} janvier 2009 : données semi-définitives - Naf 2008 rev 2

Champ : les pharmaciens quel que soit leur statut, plus les sociétés d'exercice libéral, ainsi que les associés gérants des sociétés civiles professionnelles (SCP) et toutes les personnes physiques (travailleurs indépendants cotisant aux URSSAF), correspondant aux professions habituellement qualifiées de 'libérales'.

3. Statut d'activité

3.4. Économie sociale (employeurs)

3.4.1. Économie Sociale et Solidaire

Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles

	2008*		Part sur ensemble (%)	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Aquitaine				
Coopératives du domaine agricole	376	3 727	3,2	3,4
Coopératives de crédit	824	8 431	7,1	7,7
Coopératives de production	75	979	0,6	0,9
Coopératives autres	157	3 084	1,4	2,8
Coopératives	1 432	16 221	12,3	14,8
Mutuelles régies par le code de la mutualité	264	3 353	2,3	3,1
Mutuelles régies par le code des assurances	79	1 598	0,7	1,5
Mutuelles	343	4 951	3,0	4,5
Associations du domaine social	1 933	45 228	16,7	41,4
Associations du domaine éducation-recherche	1 131	13 946	9,7	12,7
Associations de santé	158	4 928	1,4	4,5
Associations sportives	1 947	3 636	16,8	3,3
Associations de culture-loisirs	1 673	3 327	14,4	3,0
Associations d'hébergement-restauration	242	1 287	2,1	1,2
Associations de transports	8	14	0,1	0,0
Association de services aux entreprises	1 009	7 220	8,7	6,6
Autres associations	1 696	6 038	14,6	5,5
Associations	9 797	85 624	84,4	78,2
Fondations	30	2 706	0,3	2,5
Ensemble Économie sociale et solidaire	11 602	109 502	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

* données provisoires - Changement de nomenclature d'activité entre 2007 et 2008 : passage de Naf rev1 en Naf rev2 (rupture de séries)

3.4.2. Établissements employeurs et effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire par département

	2008*		Part départ./ Aquitaine en %	
	Établissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Établissements	Effectifs salariés
Dordogne	1 437	12 886	12,4	11,8
Gironde	4 714	47 289	40,6	43,2
Landes	1 442	10 293	12,4	9,4
Lot-et-Garonne	1 332	13 154	11,5	12,0
Pyrénées-Atlantiques	2 677	25 880	23,1	23,6
Aquitaine	11 602	109 502	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

* données provisoires - Changement de nomenclature d'activité entre 2007 et 2008 : passage de Naf rev1 en Naf rev2 (rupture de séries)

3.4.3. dont : Associations employeuses et effectifs salariés par département

	2008*		Part départ./ Aquitaine en %	
	Associations employeuses	Effectifs salariés (au 31/12)	Associations employeuses	Effectifs salariés
Dordogne	1 175	8 938	12,0	10,4
Gironde	4 101	37 633	41,9	44,0
Landes	1 163	6 837	11,9	8,0
Lot-et-Garonne	1 073	10 574	11,0	12,3
Pyrénées-Atlantiques	2 285	21 642	23,3	25,3
Aquitaine	9 797	85 624	100,0	100,0

Source : Insee - Clap

Champ : Nomenclature Économie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

* données provisoires - Changement de nomenclature d'activité entre 2007 et 2008 : passage de Naf rev1 en Naf rev2 (rupture de séries)

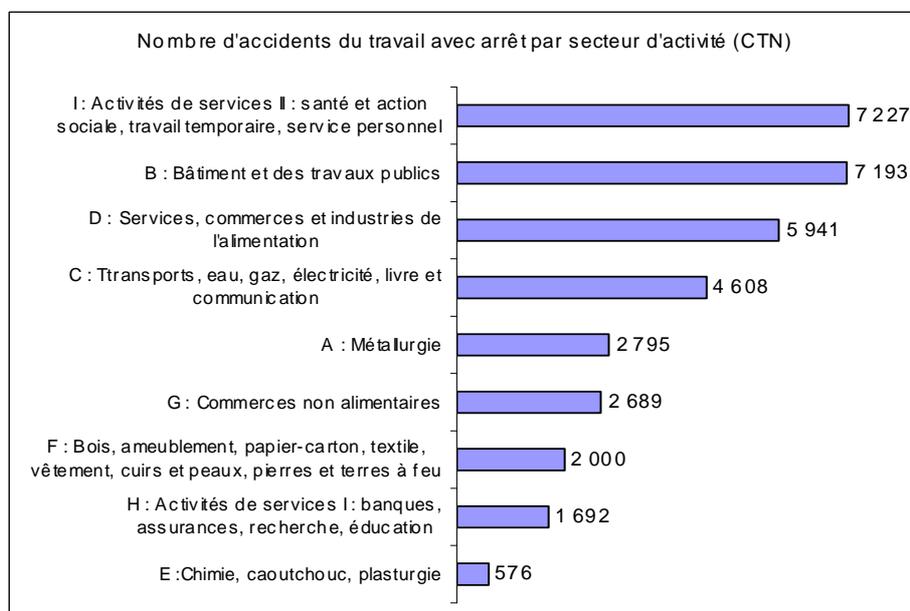
3.5.1 Evolution des accidents du travail

	2006	2007	2008 ¹	2007 - 2008 (%)	
				Aquitaine	France
Nombre de sections d'établissement	119 932	122 341	123 530	1,0	9,4
Nombre de salariés	787 231	817 375	836 980	2,4	1,3
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	33 343	35 002	35 211	0,6	-2,2
Nombre d'accidents graves (Avec incapacité permanente partielle)	2 480	2 220	2 313	4,2	-5,1
dont nombre d'accidents mortels	27	22	28	27,3	-8,5
Nombre de journées perdues (pour incapacité temporaire)	1 618 269	1 642 169	1 791 756	9,1	4,3
Somme des taux d'incapacité permanente partielle	27 374	24 173	25 380	5,0	-7,6
Indice de fréquence ²	42,4	42,8	42,1	-1,8	-3,5

Source : CRAMA

¹ Résultats provisoires en cours de consolidation

² Quotient du nombre d'accident du travail par le nombre de salariés (pour mille salariés)



490 accidents de travail ont été enregistrés dans des catégories forfaitaires

Source : CRAMA

3.5.2. Foyers bénéficiaires CAF du RSA - Revenu de solidarité active

	au 30 juin	au 31 mars	évol %	Part en %
	2009	2010		départ. Aquitaine
Dordogne	9 438	10 424	10,4	12,6
Gironde	33 133	39 597	19,5	47,7
Landes	7 269	8 317	14,4	10,0
Lot-et-Garonne	8 399	9 398	11,9	11,3
Pyrénées-Atlantiques	12 973	15 242	17,5	18,4
Aquitaine	71 212	82 978	16,5	4,8 ⁽¹⁾
France métro.	1 478 357	1 737 458	17,5	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA socle seul	au 30 juin	au 31 mars	évol %	Part en %
	2009	2010		départ. Aquitaine
Dordogne	5 593	5 878	5,1	11,5
Gironde	22 813	24 641	8,0	48,2
Landes	5 063	5 263	4,0	10,3
Lot-et-Garonne	5 334	5 645	5,8	11,0
Pyrénées-Atlantiques	9 116	9 661	6,0	18,9
Aquitaine	47 919	51 088	6,6	4,5
France métro.	1 067 960	1 137 078	6,5	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA activité seul	au 30 juin	au 31 mars	évol %	Part en %
	2009	2010		départ. Aquitaine
Dordogne	2 927	3 245	10,9	15,2
Gironde	6 530	9 816	50,3	45,9
Landes	1 566	2 078	32,7	9,7
Lot-et-Garonne	2 155	2 577	19,6	12,1
Pyrénées-Atlantiques	2 363	3 661	54,9	17,1
Aquitaine	15 541	21 377	37,6	5,1
France métro.	280 280	418 117	49,2	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

RSA socle et activité	au 30 juin	au 31 mars	évol %	Part en %
	2009	2010		départ. Aquitaine
Dordogne	918	1 301	41,7	12,4
Gironde	3 790	5 140	35,6	48,9
Landes	640	976	52,5	9,3
Lot-et-Garonne	910	1 176	29,2	11,2
Pyrénées-Atlantiques	1 494	1 920	28,5	18,3
Aquitaine	7 752	10 513	35,6	5,8
France métro.	130 117	182 263	40,1	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Champ : nombre de bénéficiaires du RSA payés par les CAF

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

RSA en place depuis juin 2009 (rsa socle, rsa activité, rsa socle et activité)

RSA socle : Les foyers bénéficiaires du « rSa socle seul » n'ont pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de leurs membres est en période de cumul intégral

RSA activité : Les foyers bénéficiaires du « rSa activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire.

RSA socle et activité : Les foyers bénéficiaires du « rSa socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire

3.5.3 Bénéficiaires d'aides au logement : APL, ALF et ALS

	au 31 décembre		09/08 %	Part en % départ. Aquitaine	au 31 mars 2010
	2008	2009			
APL : Aide personnalisée au logement					
Dordogne	9 746	9 651	-1,0	9,8	9 270
Gironde	50 963	51 043	0,2	51,9	48 910
Landes	7 873	7 771	-1,3	7,9	7 539
Lot-et-Garonne	7 797	7 841	0,6	8,0	7 538
Pyrénées-Atlantiques	21 969	22 044	0,3	22,4	21 339
Aquitaine	98 348	98 350	0,0	3,9 ⁽¹⁾	94 596
France métro.	2 517 212	2 516 425	0,0	///	2 413 364
ALF : Allocation de logement familiale					
Dordogne	8 484	8 634	1,8	13,5	8 206
Gironde	26 991	27 329	1,3	42,8	25 787
Landes	7 503	7 778	3,7	12,2	7 291
Lot-et-Garonne	8 358	8 473	1,4	13,3	8 041
Pyrénées-Atlantiques	11 736	11 694	-0,4	18,3	11 013
Aquitaine	63 072	63 908	1,3	5,4 ⁽¹⁾	60 338
France métro.	1 185 750	1 189 235	0,3	///	1 107 629
ALS : Allocation de logement sociale					
Dordogne	14 763	15 079	2,1	10,7	14 422
Gironde	72 055	73 039	1,4	52,0	69 317
Landes	11 191	11 563	3,3	8,2	10 867
Lot-et-Garonne	12 391	12 492	0,8	8,9	12 059
Pyrénées-Atlantiques	28 019	28 339	1,1	20,2	26 908
Aquitaine	138 419	140 512	1,5	6,5 ⁽¹⁾	133 573
France métro.	2 147 921	2 164 830	0,8	///	2 020 882

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Champ : nombre de bénéficiaires de l'allocation payés par les CAF.

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

L'aide personnalisée au logement s'adresse à des locataires aux revenus modestes, avec un logement est conventionné ou aux propriétaires qui remboursent un prêt PAP, PAS, ou PC.

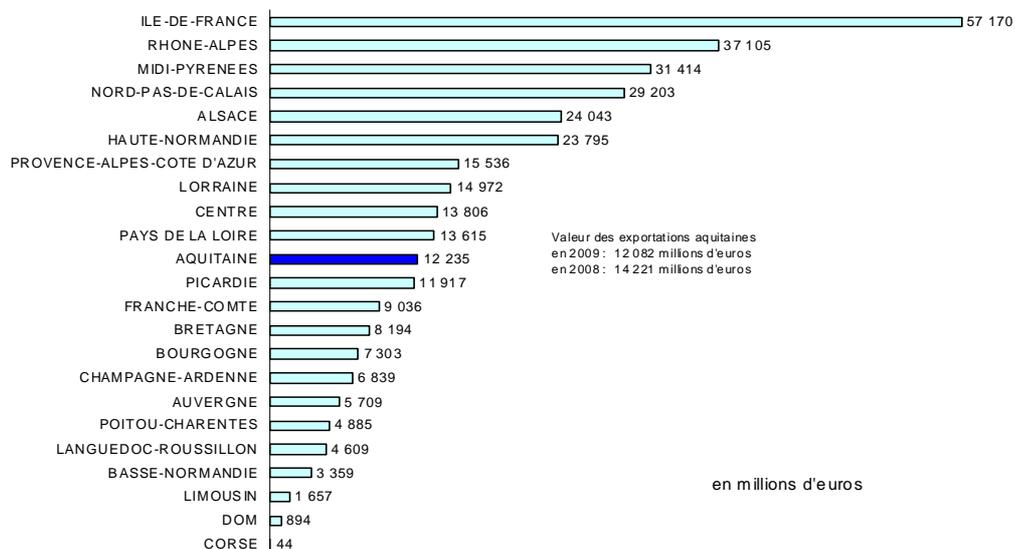
L'allocation de logement familiale (Alf) concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Apl et qui :

- . ont des enfants (nés ou à naître) ou certaines autres personnes à charge
- . ou forment un ménage marié depuis moins de 5 ans, le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des

L'allocation de logement sociale (Als) s'adresse aux ménages qui ne peuvent bénéficier ni de l'Apl, ni de l'Alf.

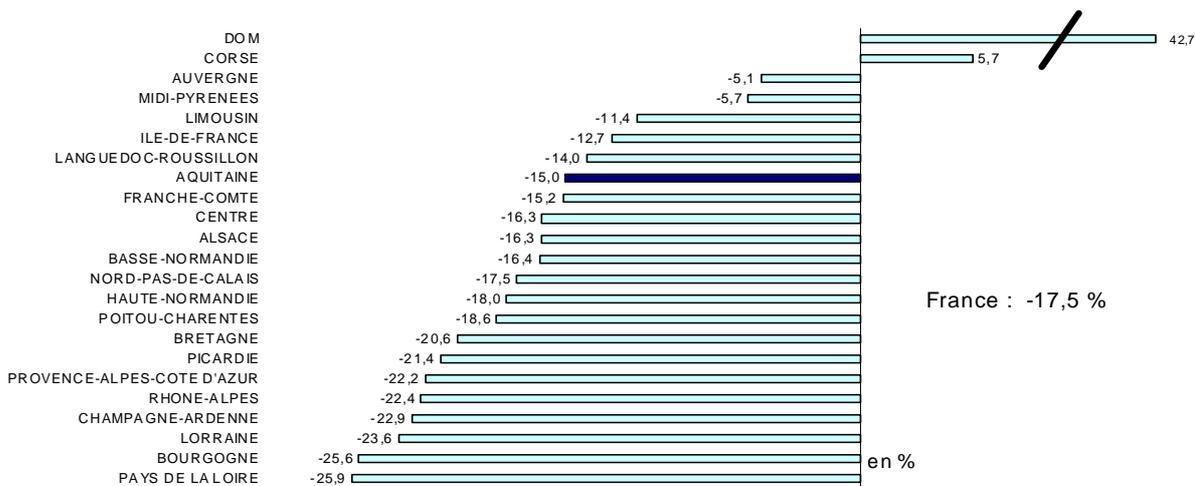
Comparaisons régionales

Valeur des exportations sur 12 mois (2t 2009-1t 2010)



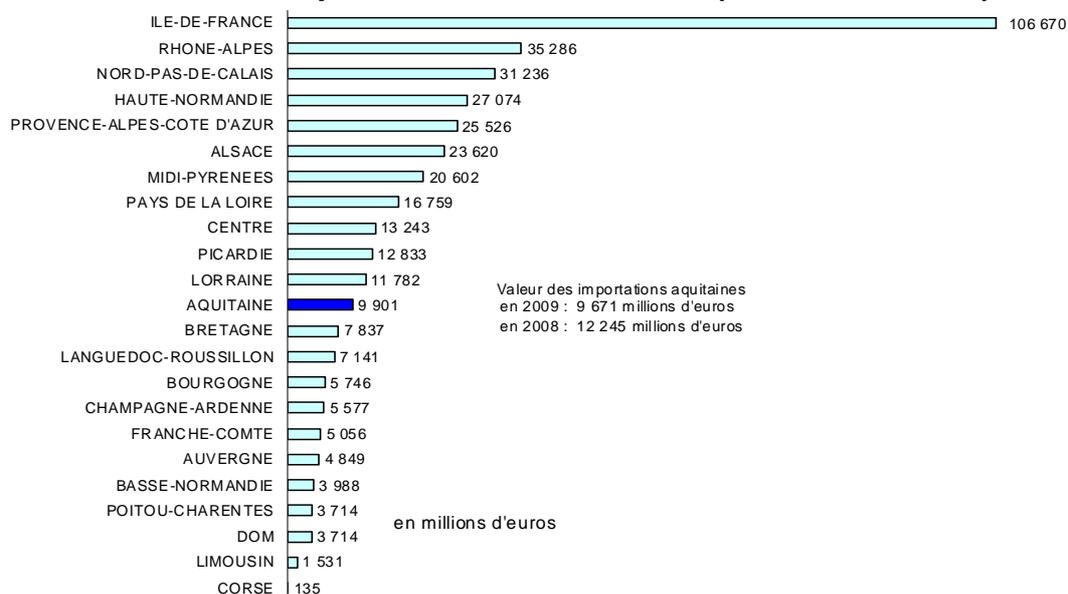
Source : Direction générale des douanes (exploitation 14 juin 2010)

Évolution de la valeur des exportations entre 2008 et 2009



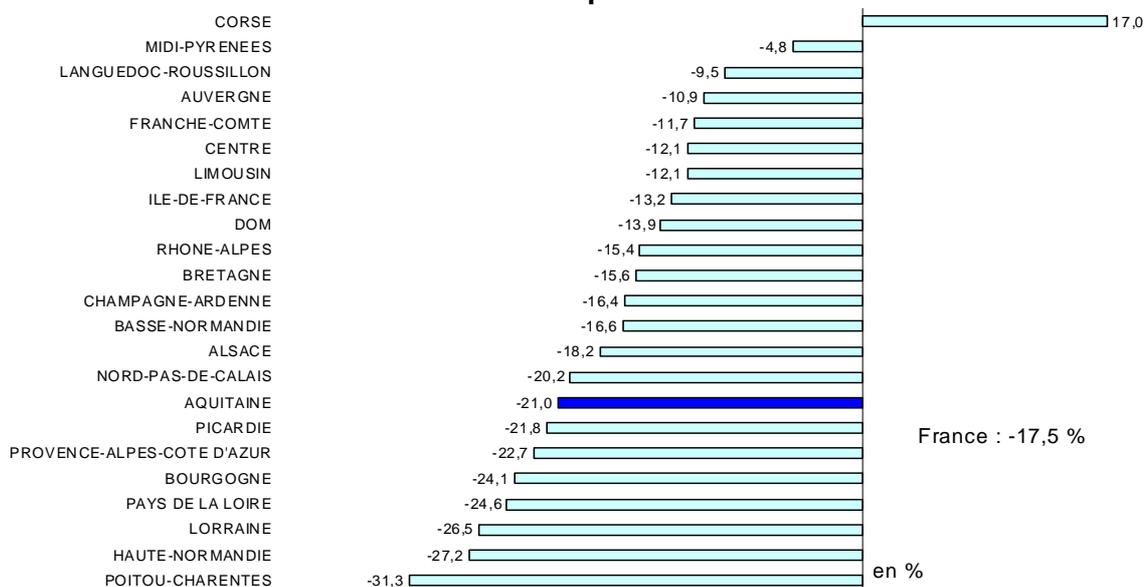
Source : Direction générale des douanes (exploitation 14 juin 2010)

Valeur des importations sur 12 mois (2t 2009-1t 2010)



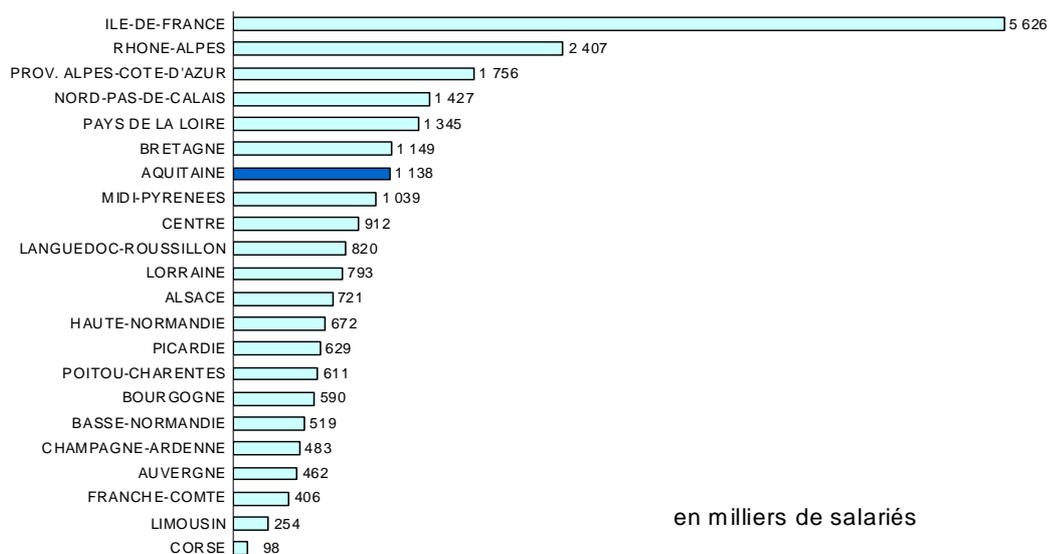
Source : Direction générale des douanes (exploitation 14 juin 2010)

Évolution de la valeur des importations entre 2008 et 2009



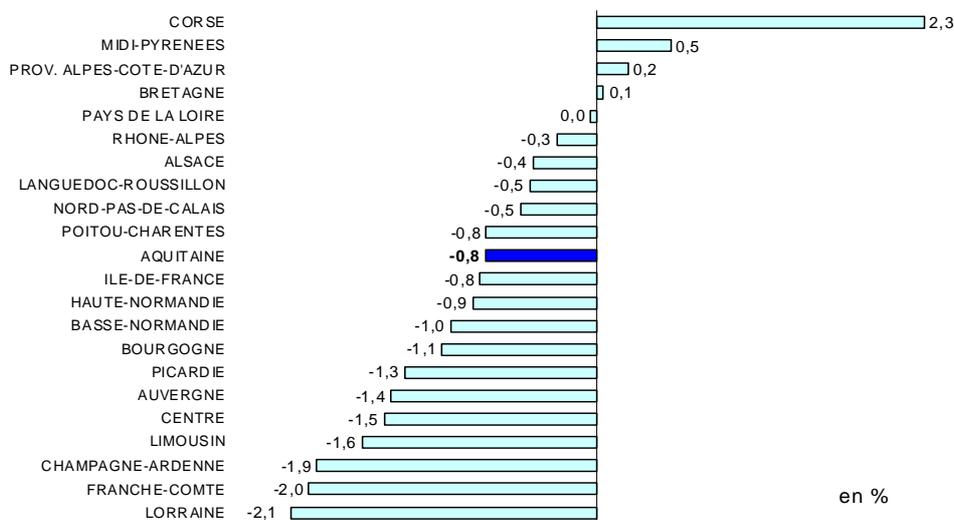
Source : Direction générale des douanes (exploitation 14 juin 2010)

Emploi salarié au 31 décembre 2008



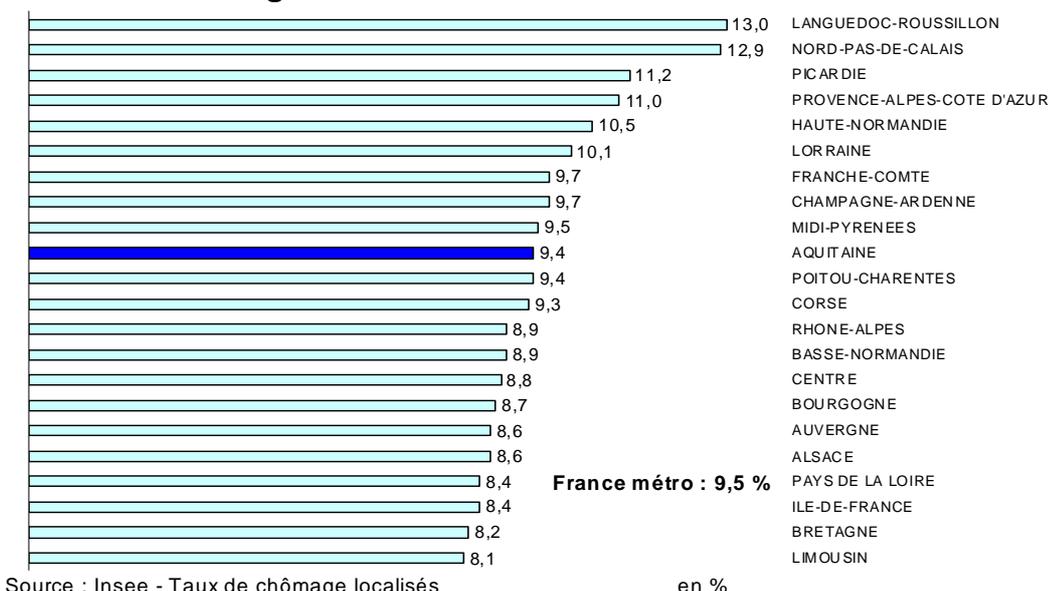
Source : Insee - Estimations d'emploi salarié total (provisoire)

Evolution de l'emploi salarié entre 2007 et 2008



Source : Insee - Estimation de l'emploi salarié total (définitif 2007 et provisoire 2008)

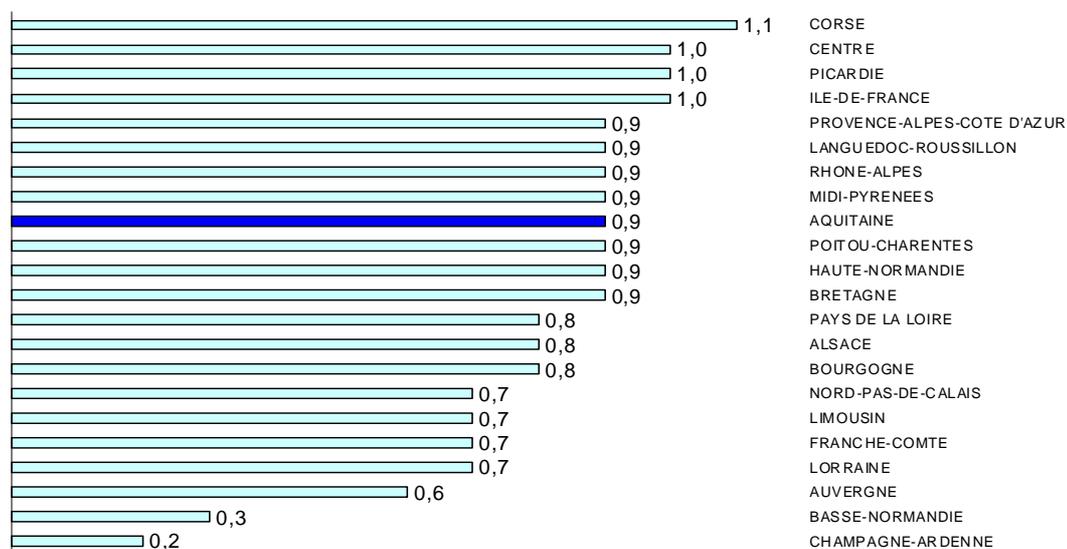
Taux de chômage localisés au T1 - 2010



Source : Insee - Taux de chômage localisés

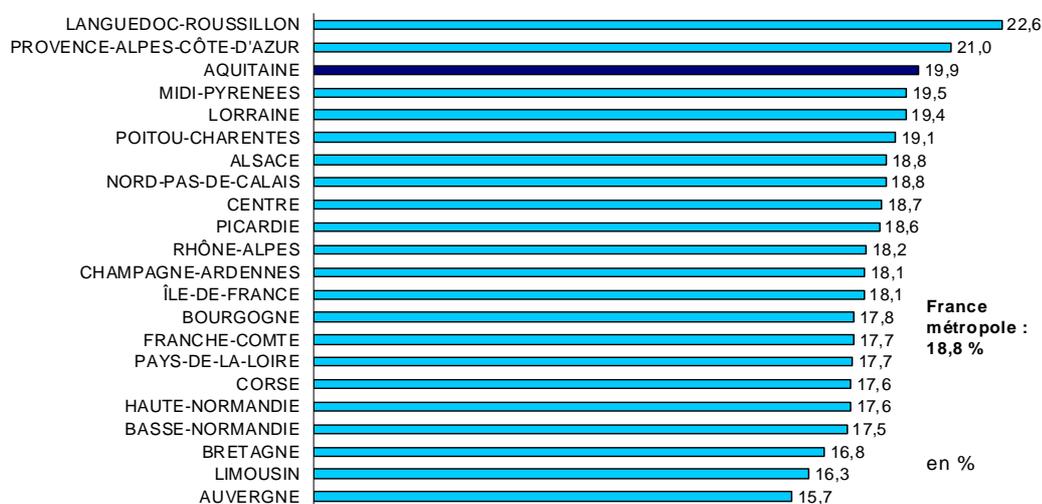
en %

Ecart en points des taux de chômage entre T1 - 2009 et T1 - 2010



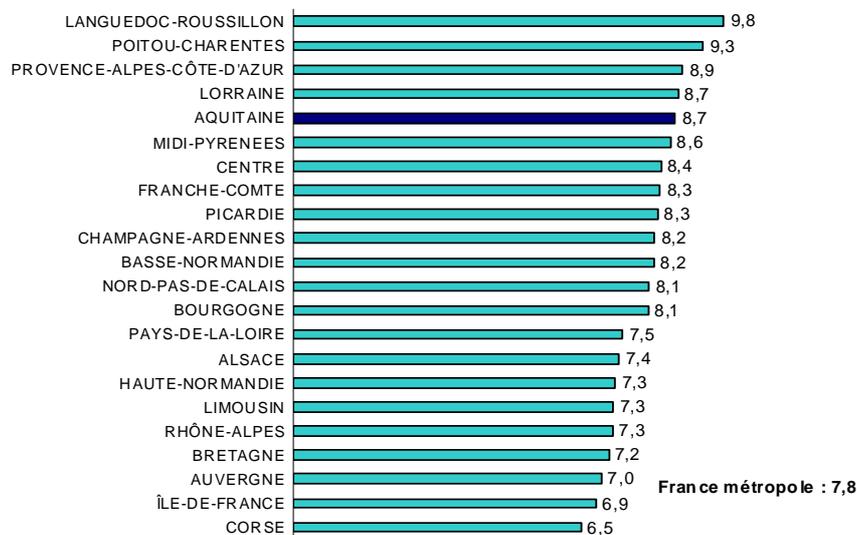
Source : Insee - Taux de chômage localisés

Taux de création en 2009



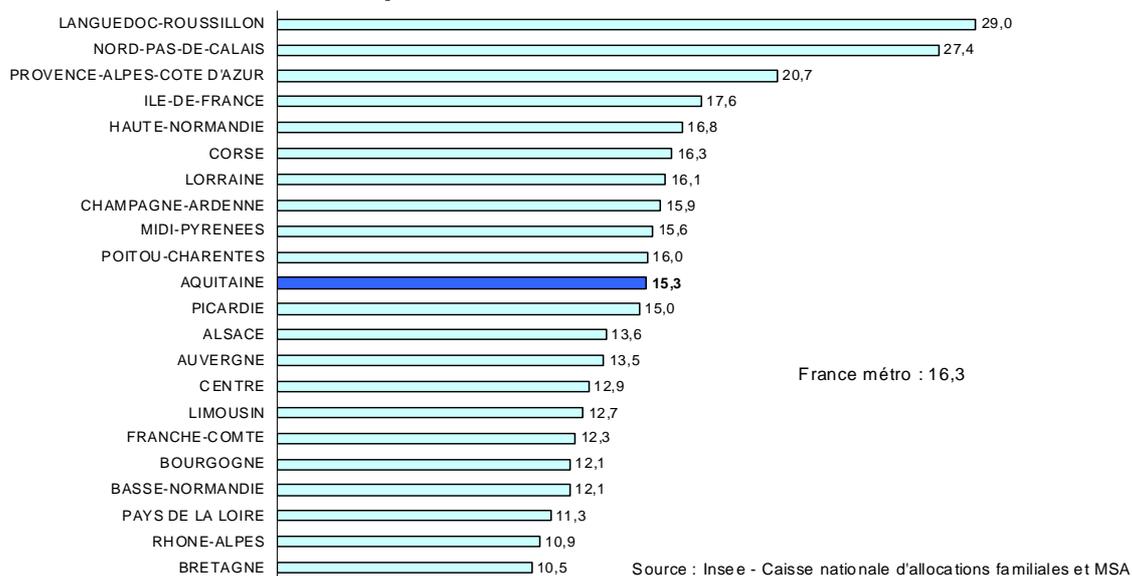
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Écart en points des taux de création entre 2008 et 2009

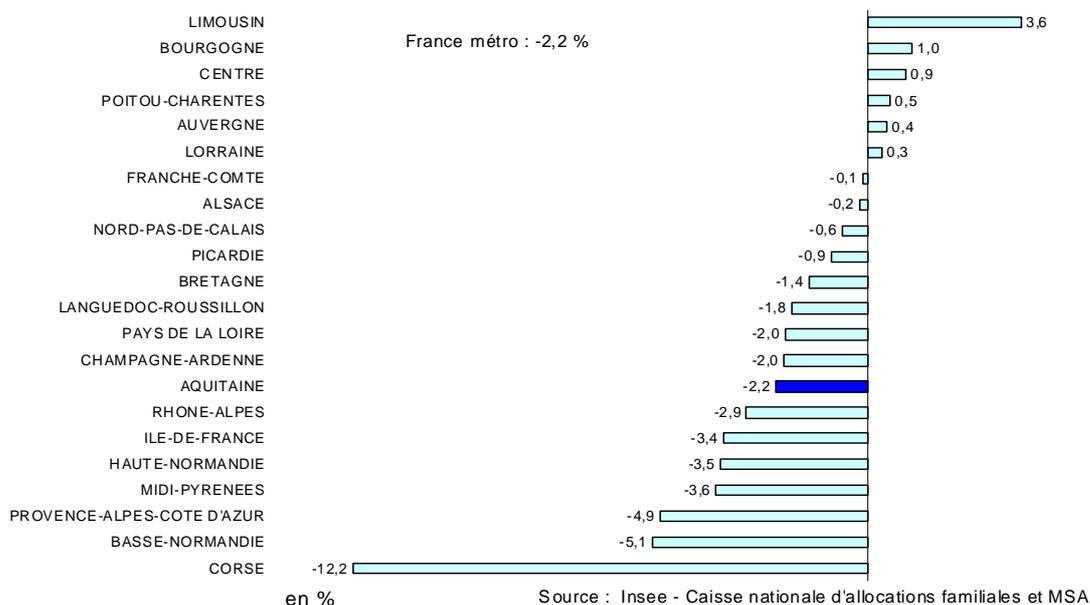


Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Bénéficiaires du RMI pour 1000 habitants en décembre 2008

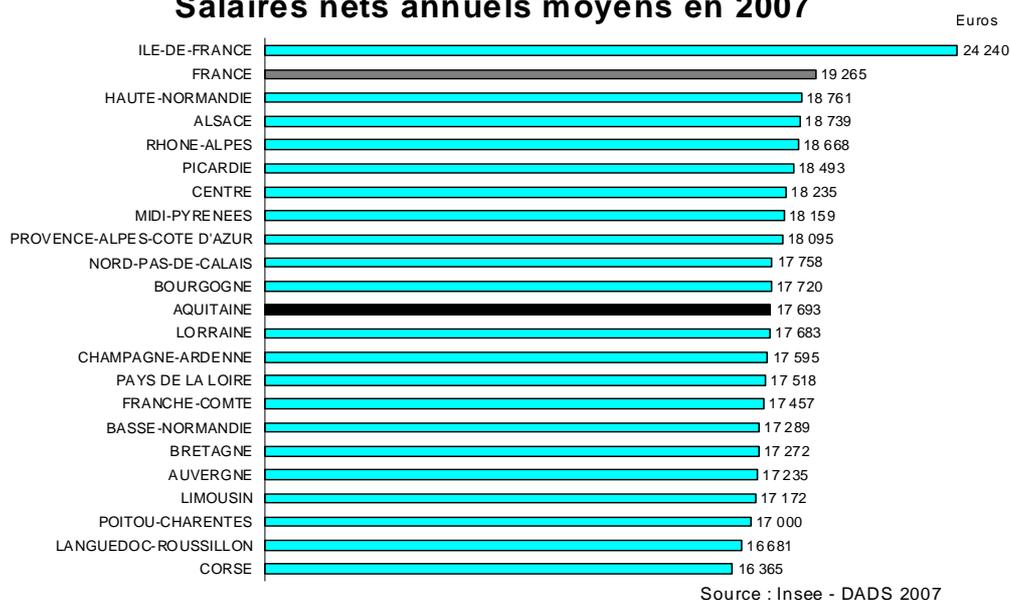


Evolution du nombre de bénéficiaires de déc. 2007 à déc. 2008

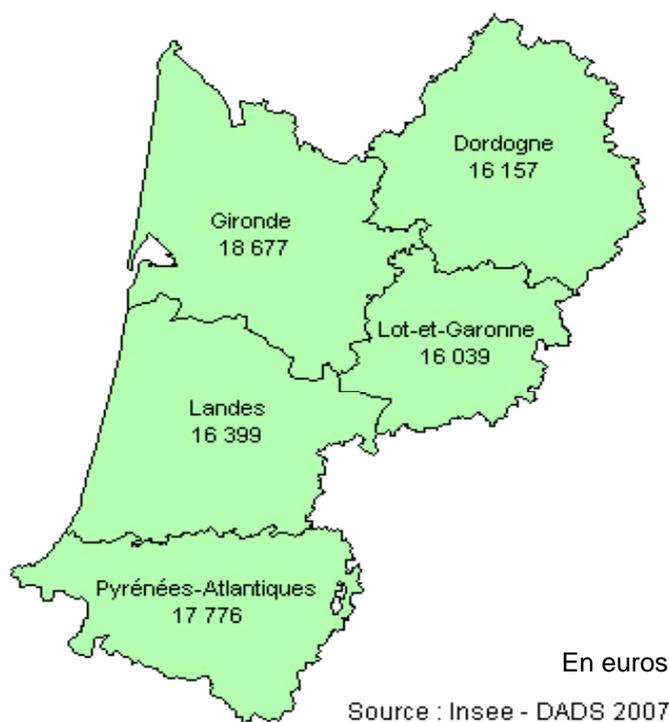


Mise en place du RSA (remplace le RMI) le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine.

Salaires nets annuels moyens en 2007



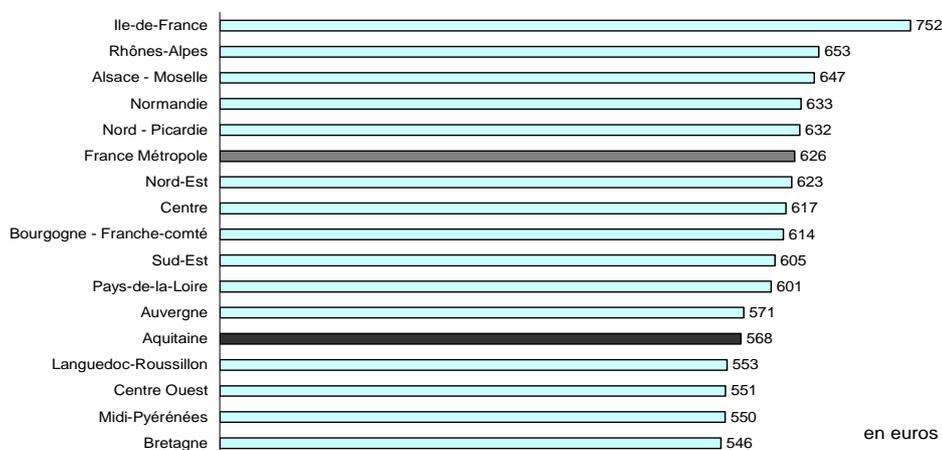
Salaires net annuels moyens en Aquitaine en 2007



Salaires nets annuels moyens : quotient de la masse salariale nette totale perçue au cours de l'année par le nombre total de salariés.

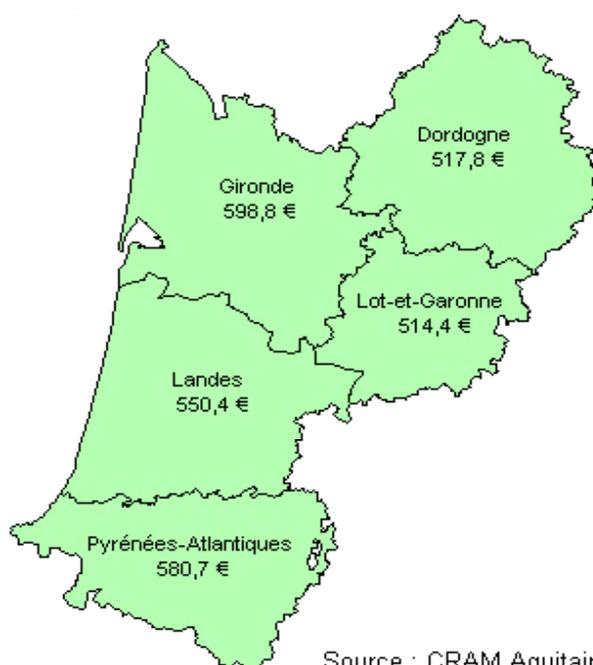
Champ : Le salaire net (de prélèvements sociaux) est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Calculé dans les secteurs privé et semi-public à partir du salaire net fiscal disponible sans la DADS. Il est net de toutes cotisations sociales, y compris CSG (contribution sociale généralisée) et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale). Il ne comprend pas les participations (qui ne sont pas imposables). Le champ de l'exploitation statistique (DADS) couvre l'ensemble des employeurs à l'exception de la fonction publique d'Etat et des particuliers-employeurs. Le champ de la publication des résultats exclut également les apprentis, les stagiaires et les emplois aidés, les agents des collectivités territoriales ainsi que les dirigeants salariés de leur entreprise.

Montant mensuel moyen des retraites versées en 2008



Source : Cnav - Retraités du régime général

Montant mensuel moyen des retraites du Régime général en Aquitaine au 31 décembre 2008



Source : CRAM Aquitaine

Montant moyen des retraites : quotient du montant des sommes versées par le nombre moyen de retraités.

Montant des retraites : La prestation servie correspond à la prestation de base plus l'allocation supplémentaire :

-La prestation de base comprend : la retraite de base (retraite du régime général) et les compléments de pension (majoration pour enfants de 10%, pour conjoint à charge, pour tierce personne et avantages spécifiques).

-L'allocation supplémentaire tend à procurer à toute personne âgée un montant minimum de ressources uniforme quel que soit le régime auquel elle est rattachée. Son attribution est subordonnée à une condition de ressources.

Régions : le découpage régional correspond à celui des caisses régionales d'assurance maladie.

Dossier

(disponible uniquement au format pdf)

Note de conjoncture régionale Rapport économique - Indicateurs statistiques

Cette "Note de conjoncture régionale", réalisée par la Direction régionale d'Aquitaine, présente la contribution de l'Insee aux travaux du Conseil économique et social portant sur la conjoncture économique de l'Aquitaine en 2009 ainsi que sur les premiers mois de 2010.

Ce document comprend des synthèses rédigées illustrées de nombreux graphiques et des indicateurs statistiques.

La "Note de conjoncture régionale" s'adresse à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre, analyser et anticiper l'économie en Aquitaine.



Directeur de la publication : **François Elissalt**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Minitel : 3617 INSEE - Internet : www.insee.fr

© Insee 2010 - Dépôt légal : 3^e trimestre 2010

Composition : Insee Aquitaine